

Un camouflet pour l'Europe

« Humiliant » : c'est ainsi que le « Financial Times » qualifie l'accueil réservé par le président de l'Afrique du Sud au secrétaire du Foreign Office venu le prier, au nom des Douze, de libérer M. Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques, de lever l'interdiction pesant sur le Congrès national africain et d'ouvrir des discussions avec lui. M. Botha a été en effet parfaitement clair : il n'acceptera aucune interférence, venant de qui que ce soit, dans les affaires de son pays.

Cette fin de non-recevoir n'a pas de quoi vraiment surprendre. La démarche de Sir Geoffrey Howe était essentiellement due à la volonté de M. Thatcher d'éviter de recourir à des sanctions économiques contre Pretoria. Pourrait-elle longtemps encore maintenir cette position ? Elle est évidemment encouragée à le faire par M. Reagan, dont le secrétaire adjoint pour les affaires africaines, M. Chester Crocker, est attendu à Londres, jeudi, et qui a encore répété le 22 juillet que des sanctions constitueraient un « acte de folie ».

Mais le fait est que la « dame de fer » se voit soumise à toutes sortes de pressions pour modifier sa position. Le Parti travailliste est naturellement à la pointe du combat, mais le président - conservateur - de la commission des affaires étrangères des Communautés devait présenter, mercredi après-midi, un rapport favorable à des sanctions au moins limitées. Et Sir Geoffrey lui-même avait déclaré, avant de partir pour l'Afrique du Sud, que des mesures seraient « probablement nécessaires » si sa mission ne produisait pas de « résultats tangibles et substantiels ».

De son côté, le royaume, on le sait désormais, n'oublie pas qu'elle est aussi le chef « head » d'un Commonwealth où la politique sud-africaine irrite au plus haut point. Une bonne moitié de ses membres a déjà décidé de boycotter les Jeux sportifs d'Edimbourg pour protester contre la passivité de Londres à l'égard de l'apartheid, et certains vont jusqu'à menacer de quitter l'organisation. Au cours du mini-sommet organisé dimanche prochain dans la capitale britannique, il est plus que probable que la question des sanctions sera repoussée avec une fermeté renforcée par l'échec de la « mission Howe ».

Quant aux associations européennes de la Grande-Bretagne, ils avaient indiqué qu'ils entameront « dans les trois mois » des consultations avec les autres pays industrialisés sur les « mesures complémentaires » de celles qui consistent à aider les victimes de l'apartheid. Même si tous ses membres ne sont pas également pressés à cet égard, la CEE peut difficilement éviter, désormais, de prendre des mesures plus restrictives vis-à-vis de Pretoria. Une réunion spéciale de coopération politique entre les Douze pourrait même être organisée prochainement à ce sujet.

M. Botha a assuré que le monde extérieur, et en particulier la Communauté européenne, ne saurait pousser son pays à un « suicide national ». C'est très précisément pour éviter d'en arriver là, par un embarras généralisé, que les Européens vont maintenant devoir faire face à ce qu'ils considèrent comme leurs responsabilités.

(Lire nos informations page 2.)

Le contrôle des armements

M. Reagan se félicite de l'attitude de Moscou

Devant un groupe d'étudiants, M. Reagan a affirmé le mardi 29 juillet que l'URSS et les Etats-Unis sont « non seulement pour la première fois dans la bonne direction, celle d'une réduction et d'une élimination éventuelle des armes nucléaires », mais aussi qu'ils ont « commencé à avancer dans cette voie ».

L'on assiste aux « premiers pas prudents » de l'URSS vers des négociations de bonne foi sur le désarmement. « Je puis vous faire part de mes espoirs renouvelés » pour le succès de ces négociations, a dit encore le président américain.

Ces propos font suite à la déclaration soviétique sur le message de M. Reagan que le Kremlin « étudie de façon très sérieuse ».

Ce n'est pas l'euphorie, mais c'est déjà plus qu'une embellie. M. Reagan, qui avait déjà surpris son monde en affirmant, avec un brin d'exagération, que M. Gorbatchev était le premier dirigeant soviétique qui consente à parler de réduction des armements, est à la fois plus modeste et plus prometteur cette fois en confirmant que les deux superpuissances sont entrées dans le vif du sujet et que des progrès sont en vue.

Un propos qu'a confirmé implicitement, le même jour, à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, en annonçant, sans aucune note polémique, que le Kremlin « étudie de façon très sérieuse » le message que M. Reagan a fait parvenir, samedi 26 juillet, à M. Gorbatchev.

Ce message répond à une lettre que le dirigeant soviétique avait adressée au président américain, le 23 juin, pour commenter et développer les propositions que les négociateurs de Moscou avaient déposées, le 11 du même mois, sur la table des pourparlers de Genève.

Le texte de cette réponse n'est pas connu, alors pourtant que la presse américaine avait été quasi quotidiennement pendant la semaine précédente les divers « brouillons » qu'échangeaient les services intéressés à Washington. L'on sait seulement que M. Reagan y traite de tous les principaux chapitres des négociations en cours sur les armements et qu'il avance quelques idées nouvelles.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 2.)

La décision du Conseil constitutionnel

M. Chirac ajourne les textes controversés sur la presse

Le premier ministre a pris acte, mercredi 30 juillet, de la décision du Conseil constitutionnel qui a annulé plusieurs dispositions essentielles de la nouvelle loi sur la presse. Il va demander au président de la République de promulguer cette loi telle qu'elle a été ainsi amputée. M. Chirac souhaite qu'au début de la prochaine session ordinaire du Parlement, en octobre, une proposition de loi vienne compléter ce texte sur les points controversés en tenant compte de l'argumentation des juges constitutionnels.

Le gouvernement cherche ainsi à parvenir à ses fins : élaboration de textes moins rigoureux sur les concentrations des entreprises de presse et abrogation totale des textes antérieurs.



(Lire, page 5, les articles de MICHEL KAJMAN et de JEAN-FRANÇOIS LACAN.)

La mort de David Cooper, un des fondateurs de l'antipsychiatrie

La sagesse du fou

David Cooper, l'un des fondateurs de l'antipsychiatrie, est mort d'une crise cardiaque dans la soirée du mardi 29 juillet à Paris, à l'âge de cinquante-cinq ans. Avec l'Ecosseais Ronald D. Laing, il avait été dans les années 60 un pionnier de la lutte contre la psychiatrie institutionnelle et l'enfermement, refusant la notion même de maladie mentale et considérant les psychoses comme des phénomènes sociaux.

« La famille », écrivait David Cooper, pour préserver son mode de vie inauthentique, invente une maladie. Et la science médicale, sensible à des besoins sociaux si grands, produit une discipline spéciale, la psychiatrie, pour conceptualiser, formaliser, classer et fournir des traitements à cette maladie. » Au-delà de la famille, c'est la folie de la société qui, selon David Cooper, est génératrice des troubles mentaux.

Avec de telles théories, on imagine ce que fut, dans les années 60, la réaction des psychiatres traditionnels lorsque parurent les principaux ouvrages de Cooper et de Laing, notamment *Psychiatrie et antipsychiatrie* (1967). On trouvait dans ces ouvrages à la fois la négation de la psychiatrie comme discipline à part entière, la contestation d'une certaine forme de psychiatrie « traditionnelle » et une protestation contre la ségrégation massive des malades mentaux, ce que Michel Foucault appelait le « renfermement ».

L'antipsychiatrie tenait en Ronald Laing et David Cooper ses deux principaux théoriciens. La folie ne se concevait plus sur le modèle d'une maladie organique affectant un individu mais comme un phénomène social et interpersonnel, le fou n'était malade que de sa famille et de son milieu. Ce que vit un schizophrène, ce qu'il « dit », c'est en quelque sorte la maladie des autres, de ses rapports à autrui. Voulant que leurs patients comprennent leurs troubles pour mieux les guérir, Laing et Cooper créèrent à Kingsley Hall, en Angleterre, une première communauté ouverte où ils pouvaient mettre en pratique leurs théories. Dans cette vieille bâtisse de briques brunes située dans l'East-End de Londres, défila tout ce qu'à l'époque l'antipsychiatrie comptait de disciples : Aaron Esterton, Sidney Briskin, Joe Berke, etc.

FRANCK NOUCH.

(Lire la suite page 15.)

Les téléspectateurs mauvais payeurs

Le trou de la redevance

Est-ce un des effets de la grande vague libérale ou une réaction à la décision de privatiser TF1 ? Toujours est-il que les téléspectateurs français rechignent nettement à payer leur redevance. Les services administratifs ont tiré la sonnette d'alarme le 7 juillet en constatant les mauvaises rentrées des derniers mois.

Le phénomène est particulièrement sensible sur la redevance vidéo. L'Etat pouvait espérer 1,8 milliard de francs de rentrée sur ce secteur mais, sachant les propriétaires de magnétoscopes mauvais payeurs, il n'avait budgété pour 1986 que 860 millions de francs.

Or les rentrées seront bien inférieures : la suppression de la taxe pour l'année prochaine a sans doute découragé les

derniers contribuables disciplinés. Le plus inquiétant est que le phénomène atteigne aussi la redevance télévision. Les recettes, déjà en baisse les deux dernières années, ne seront guère plus brillantes en 1986.

Extrapolant à partir des derniers rentrées, le service de la redevance prévoit un trou de 720 millions de francs, soit presque le dixième des recettes prévues. Au ministère de la culture et de la communication, on estime que ce chiffre est excessif, sans nier toutefois que la baisse du recouvrement est sensible. Les sociétés du service public se préparent à une fin d'année difficile.

(Lire nos informations page 6.)

Le tournage de « Chronique d'une mort annoncée »

Francesco Rosi s'est arrêté en Colombie

A Cartagena, en Colombie, Francesco Rosi tourne sous une chaleur écrasante « Chronique d'une mort annoncée », d'après le roman de Gabriel Garcia Marquez. Avec Ornella Muti, Rupert Everett et Anthony Delon.

CARTAGENA de notre envoyé spécial

Irène Papis, l'œil noir, la robe noire, descend l'escalier branlant des grandes arènes de la Plaza de Toros, machonne d'une voix rageuse « Où vas-tu ? », rattrape sous les gradins Ornella Muti, mouillée dans sa robe verte, les cheveux sur les épaules, l'air en pétard. « Qu'est-ce que tu as ? ». La Muti se retourne, furieuse. « Je n'aime pas cet homme, je ne veux pas l'épouser, une chose aussi importante, on ne la fait pas sans amour ». Papis lui jette un regard pétrifié, la prend par le bras fermement, lui cloue le bec : « L'amour aussi, ça s'apprend ».

« Perfecto ! », dit Francesco Rosi. « On en refait une ». Une avec la pluie, une sans la pluie, une autre à cause du bruit dans la rue voisine, une quatrième parce que trois poules dépenaillées sont passées dans le champ. Impeccable, Papis se mord le poing sans faiblir, tragique à chaque prise. Dans l'ombre, derrière les glacières d'eau minérale, un cheval, à moitié endormi, bande. Tous les figurants se précipitent, à pas feutrés, pour apprécier l'événement, tandis qu'on fait un ultime gros plan d'Ornella Muti qui rédit : « Je n'aime pas cet homme », et va s'écrouler sur son fauteuil de toile. Il fait 33 degrés à l'ombre et 70 % d'humidité.

Francesco Rosi, soixante-quatre ans, qui tourne depuis le mois de mai l'adaptation du roman de Gabriel Garcia Marquez *Chronique d'une mort annoncée*, a déjà eu beaucoup plus chaud. Au début du tournage, à « Ampos », une ancienne ville construite par les conquistadors espagnols au bord d'un

fleuve dans la forêt, une cité morte et belle comme Brouage, la température montait souvent à près de 40 degrés. « Les Anglais, quand ils ont filmé La Mission, à côté d'ici, ont renoncé à Mompox. Pas nous. Nous avons installé l'eau chaude, les sanitaires. Il n'y avait que vingt-six chambres, inhabitables, dans un hôtel impossible, pour une équipe de cent personnes, acteurs, techniciens et ouvriers compris. On a refait l'hôtel, logé chez l'habitant, fait venir un chef français de Bogota, pour le restaurant. » Les Italiens ont fait également venir les spaghetti de Rome, par avion, et quelques cafetières. « Le café est le meilleur du monde, ici, mais pour la manière, le savoir-faire, c'est nous ».

Dernière la caméra, un autre amateur de café, le vieux complice de Rosi, Pasqualino de Santis. Ce chef opérateur, le plus célèbre d'Italie, est une diva.

MICHEL BRAUDEAU.

(Lire la suite page 10 dans « Le Monde arts et spectacles ».)

LA BIBLIOTHEQUE DES VOIX

Régine Deforges
lit
Pour l'amour de Marie Salat
des femmes

Etranger

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : l'échec de la mission de Sir Geoffrey Howe

M. Pieter Botha oppose une fin de non-recevoir aux exigences des Douze

Sir Geoffrey Howe reprendra son bâton de pèlerin, mais sa mission en Afrique australe s'est terminée par un échec. « Les réponses que j'ai reçues ne me permettent pas de prétendre que j'ai fait les progrès que j'aurais souhaités », a déclaré le secrétaire au Foreign Office, le lundi 29 juillet, à son retour à Londres.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Se refusant à admettre que la mission que lui a confiée la Communauté européenne est un échec, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a estimé que celle-ci n'était pas encore terminée en quittant, le mardi 29 juillet, l'Afrique du Sud, après une semaine d'entrevues, qui l'ont également mené en Zambie, au Botswana, au Swaziland et au Lesotho. Mais que peut-il espérer de plus de la part des autorités sud-africaines ?

Le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a nettement opposé une fin de non-recevoir aux demandes formulées par le Conseil européen, le 27 juin, à La Haye : il n'est pas question de relâcher Nelson Mandela si le dirigeant nationaliste noir ne renonce pas à la violence, et il n'y aura pas de pourparlers avec le Congrès national africain (ANC) si ce mouvement n'accepte pas également cette condition et tant qu'il sera sous « contrôle communiste ».

Le président de la République, au cours d'une conférence de presse peu après son deuxième entretien avec Sir Geoffrey, a même clairement averti les nations occidentales que « la clef de la solution » passait par la réponse à cinq questions qu'il a formulées ainsi :

1) Est-ce que la Communauté européenne, le gouvernement britannique et d'autres pays sont d'accord pour lier les actions punitives contre l'Afrique du Sud à des actions similaires contre tous les pays qui pratiquent quelque forme que ce soit de discrimination raciale et ethnique ?

2) Est-ce qu'ils (les Etats en question) seront d'accord pour condamner tous les systèmes de gouvernement qui ne répondent pas à leur idéal d'une « démocratie véritable, non raciale », en même temps qu'ils fixeront un calendrier pour la solution à tous ces problèmes dans tous ces pays ?

3) Accepteront-ils de lancer une campagne internationale pour résoudre simultanément les difficultés qu'éprouvent ces pays en matière de conflits internes résultant de tensions raciales, ethniques ou religieuses ?

4) Voudront-ils lier la question des Etats nationaux ethniques en Afrique du Sud (Homelands) à celle, parmi d'autres, des sikhs, des Tamouls, des Gurkhas, des Gurin-giens, des Maoris, des Indiens d'Amérique du Nord et des Basques, pour n'en citer que quelques-uns ?

5) Seront-ils d'accord pour chercher un terrain d'entente concernant les soi-disant « prisonniers politiques » à travers tous les pays du monde, y compris Andreï Sakharov et Patrick Magee (l'Irlandais condamné pour l'attentat de Brighton contre Margaret Thatcher) ?

Des gens raisonnables

« Si, a ajouté M. Botha, un accord est obtenu sur ces problèmes et leurs réponses, je crois que la clef de la solution aura été trouvée... », précisant à l'adresse de la communauté internationale que cela permettrait « d'apprécier que nous sommes engagés dans quelque chose qui a souvent été reconnu comme une tâche impossible, ou qui a, en fin de compte, pris des siècles ailleurs pour être réalisé ». En quelque sorte, pourquoi demander à l'Afrique du Sud de faire mieux que tous les autres. Un amalgame qui permet de dire qu'après tout, ce n'est pas pire au pays de l'apartheid qu'ailleurs. Il faut donc cesser de jeter l'anathème sur le gouvernement de Pretoria qui, justement, est sur la bonne voie.

Une nouvelle fois, le président de la République a critiqué les nations occidentales qui refusent de reconnaître les progrès accomplis, et leur a demandé de se mêler de ce qui les regarde. « Il est clair, a-t-il précisé, que Sir Geoffrey n'était pas intéressé par les aspects positifs de notre politique. Il est venu en Afrique du Sud principalement pour nous enjoindre de relâcher Mandela et de légaliser l'ANC ».

Sur ces deux objectifs fixés par les Douze comme préalable à l'ouverture d'un dialogue authentique, M. Botha répond : il y a suffisamment de leaders authentiques

dans le pays avec lesquels nous pouvons forger la future répartition du pouvoir et que nous sommes en train de faire des progrès ». Il a affirmé que la proposition faite en janvier dernier de créer un conseil national, qui n'a pas encore vu le jour, avait reçu un accueil « étonnant », qui lui permet d'être « optimiste ». Un conseil qui a pourtant été rejeté par tous les mouvements anti-apartheid, par les hommes d'affaires noirs et par le chef zoulou Gatsiwa Buthelezi, qui demandent que Nelson Mandela soit auparavant relâché.

Néanmoins, le chef de l'Etat continue d'affirmer qu'il est « résolu », en faveur du dialogue, « un dialogue qui ne doit pas, à terme, mettre en danger l'autodétermination des groupes et des communautés dans notre pays de cultures multiples ». Un dialogue avec « des gens et des leaders raisonnables », c'est-à-dire qui acceptent « de coopérer avec nous ».

Manifestement, M. Botha n'a pas la même conception du dialogue que celle formulée par les membres de la Communauté européenne à La Haye et que Sir Geoffrey lui a fait valoir. « La vérité crue, a

déclaré l'émissaire de la CEE, est que, tôt ou tard, le peuple tout entier d'Afrique du Sud devra s'asseoir à une table de négociations. Un évident bon sens commande que ce soit le plus tôt possible. En résumé, a-t-il poursuivi au cours d'une conférence de presse, chaque partie doit faire une offre que l'autre ne peut refuser. »

Il a proposé que, en échange de la libération de Mandela et des prisonniers politiques, et de la légalisation de l'ANC et des autres partis politiques, le mouvement nationaliste appelle à une cessation de la violence. « Un choix réaliste et équitable qui offre une solution de rechange à la guerre économique et à la violence », a précisé Sir Geoffrey. La possibilité d'un progrès substantiel et tangible sans lequel des mesures contre l'Afrique du Sud seront probablement prises dans une assemblée ou une autre au cours des prochains mois.

Le dos au mur

L'ANC accepterait-il de ranger les armes alors qu'il a été contraint de les prendre après avoir été interdit en 1960, à l'issue de quarante-huit ans de combat pacifique ? Est-

ce à lui de faire le premier pas ou au gouvernement sud-africain ? M. Botha a éludé la question en répondant que l'ANC n'était qu'un mouvement d'obédience communiste. Sir Geoffrey va sans doute rencontrer M. Oliver Tambo, président de l'ANC, prochainement. Ce dernier en est d'accord, à condition que l'entrevue ait lieu ailleurs qu'en Afrique australe.

Parviendra-t-il à le persuader de déposer les armes ? C'est peu probable. M. Oliver Tambo a toujours affirmé que les dirigeants sud-africains devaient faire un geste pour prouver qu'ils voulaient véritablement négocier l'avenir politique du pays. Tout démontre que cette intention n'est pas encore pour le moment à l'ordre du jour à Pretoria. Comme l'a dit M. Hermann Gilmore, professeur de sciences politiques à l'université du Cap, « le gouvernement peut en dernier ressort accepter de partager le pouvoir, mais pas d'en perdre le contrôle ».

En attendant, la question des sanctions va dominer les débats sur la scène internationale au cours des prochaines semaines, et notamment le week-end prochain, lors du mini-sommet du Commonwealth, à Londres. A ce propos, M. Botha a mis au défi les Etats noirs voisins d'appliquer eux-mêmes des sanctions contre son pays plutôt que de demander à la CEE de le faire. « Ils doivent avoir le courage de leurs convictions au lieu de continuer de profiter des avantages considérables qu'ils tirent de leur association étroite avec l'Afrique du Sud », a-t-il déclaré, laissant à d'autres d'en payer le prix. Le chef de l'Etat s'est dit prêt cependant à rencontrer les chefs d'Etat d'Afrique australe, ainsi que ceux de la Communauté européenne, affirmant qu'il n'avait rien à cacher.

Malgré tout, M. Botha a répété que seul son pays détenait « la clef de ses problèmes ». Il a demandé à Sir Geoffrey que « l'Afrique du Sud soit laissée en paix », espérant que « le tollé hystérique de certains pays occidentaux cesserait bientôt » et affirmant : « Si nous sommes placés le dos au mur, nous n'aurons d'autre choix que de nous défendre par dignité et de dire au monde : vous ne forcerez pas les Sud-Africains à commettre un suicide national ».

MICHEL BOLE-RICHARD.



Le vingt-deuxième sommet de l'OUA

« L'Afrique s'est tue devant le massacre de 750 000 Ougandais » déclare M. Museveni

Pendant près de vingt ans, près de 750 000 Ougandais ont péri dans les mains de gouvernements dont le devoir était de les protéger. Les Ougandais ont un profond sentiment de trahison, face au silence de la plupart des pays africains lorsqu'ils étaient massacrés par les tyrans. Cette vive apostrophe, lancée le mardi 29 juillet à Addis-Abeba par le président ougandais, M. Yoweri Museveni, devant ses pairs africains, a troublé les travaux du vingt-deuxième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, jusque-là consacré à des discours répétitifs pour dénoncer l'Afrique du Sud.

« La tyrannie ne s'arrête pas à la couleur de la peau », a ajouté M. Museveni, et elle s'est pas moins condamnable lorsqu'elle est exercée par l'un de notre race. Dans une intervention peu protocolaire, le président ougandais a estimé que le silence de l'Afrique à propos des événements ougandais ne lui donnait guère d'autorité morale pour condamner les excès des autres, y compris l'Afrique du Sud.

M. Museveni s'est cependant prononcé en faveur de la lutte armée contre Pretoria si le gouvernement sud-africain persiste à ne pas vouloir démanteler l'apartheid, indiquant que les Noirs « ne manquent pas de puissance de feu et qu'il est de notre devoir sacré de le leur donner ».

Le président gabonais, M. Omar Bongo, a pour sa part indiqué : « Si

la question est de prendre des sanctions dures contre Pretoria, je dirai oui ; s'il s'agit de prendre des sanctions contre les alliés (les Occidentaux), je dirai non ». M. Bongo juge plus utile de demander à Londres « de faire quelque chose afin de faire entendre raison à l'Afrique du Sud », tout en envisageant la possibilité de réduire le commerce avec la Grande-Bretagne. Avec d'autres chefs d'Etat, le président gabonais a exprimé sa préférence pour qu'une aide matérielle et financière, ainsi que des médicaments, soit accordée aux mouvements de libération qui se battent contre Pretoria.

Le nouveau président en exercice de l'OUA, M. Sassou Nguesso, a de son côté, instamment invité les pays africains à « balayer devant leur porte » en rompant leurs relations « ouvertes ou discrètes » avec Pretoria. « Nous paraîtrons plus crédibles dans notre détermination à voir la communauté internationale imposer des sanctions obligatoires contre le régime d'apartheid », a souligné le président congolais.

Outre les problèmes de l'Afrique australe, les travaux du sommet de l'OUA sont consacrés à la situation économique du continent, notamment au fardeau que représente la dette extérieure des pays membres (le Monde du 29 juillet). Le secrétaire général de l'OUA, M. Ide Oumarou, a réitéré le souhait de l'Afrique pour qu'une conférence internationale avec tous les pays créanciers ait lieu afin d'obtenir un rééchelonnement massif de la dette.

« Nos pays, pour leur part, n'en peuvent plus, malgré leur sincère désir d'honorer scrupuleusement leurs dettes », a-t-il indiqué. En marge du sommet, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a eu mardi un entretien en tête à tête avec le premier ministre soudanais, M. Sadek Al Mahdi. Une rencontre entre ce dernier et le chef des rebelles du Soudan du Sud de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), M. John Garang, pourrait avoir lieu mercredi 30 juillet, estimé-on dans les milieux diplomatiques d'Addis-Abeba. — (Reuters, AFP.)

Une « haute autorité » ?

Le nouveau président en exercice de l'OUA, M. Sassou Nguesso, a proposé que soit créé un « conseil des sages » chargé de régler les conflits internes au continent africain. Le président congolais souhaite que ce conseil soit composé d'anciens chefs d'Etat qui jouissent d'une réputation nationale et internationale unanimement reconnue. Déplorant que l'Afrique ne règle pas ses différends par le dialogue, il a souligné : « L'histoire nous condamnerait pour avoir dépensé nos maigres ressources et notre énergie en armes et autres instruments de destruction ».

Diplomatie

M. Reagan se félicite de l'attitude de Moscou

(Suite de la première page.)

Celles-ci reflètent un désir de faire des pas en direction de son partenaire, mais peut-être aussi les évolutions récentes, aux Etats-Unis comme sur la scène internationale.

Sur l'initiative de défense stratégique, M. Reagan a confirmé publiquement jusqu'à ces tout derniers jours qu'il n'entendait pas en faire un objet de négociation et il n'a donc pas grand-chose à offrir. La « concession » consistant à garantir l'observation du traité ABM de 1972 sur les anti-missiles pendant cinq à sept ans ne lui coûte strictement rien puisqu'il est de toute façon exclu que les recherches en cours aux Etats-Unis débouchent sur le déploiement de quelque système

que ce soit dans ce délai. Cela dit, c'est un pas dans la direction suggérée par M. Gorbatchev, qui s'était rabattu sur cette solution d'une simple prolongation (de quinze ans) de ce traité pour faire obstacle à l'IDS.

Or, et même si ce n'est pas actuellement l'intention du président américain, c'est bien ainsi que les choses pourraient se passer : d'une part l'IDS traverse une mauvaise passe actuellement aux Etats-Unis, à la fois sur le plan des crédits — sévèrement rognés par le Congrès — et sur celui du concept. D'importants experts, tels le sénateur Nunn, estiment que spatiale, la défense antimissile doit redescendre sur terre et s'attacher à protéger les seuls silos à missiles pour renforcer la dissuasion et non la supprimer.

Une telle solution serait plus crédible techniquement, mais aussi plus conforme aux accords existants. Le traité ABM n'interdit en effet ni la recherche ni même le déploiement d'un système de défense dit « terminal », à la seule condition qu'il soit basé à terre et dans un mode non mobile. Les Etats-Unis pourraient donc ainsi se doter d'un système analogue à celui que les Soviétiques ont installé autour de Moscou, mais beaucoup plus

moderne, comportant même des faisceaux laser et de particules, tout cela sans violer le traité de 1972.

A propos des armements offensifs, Washington considère comme un progrès le fait que M. Gorbatchev suggère maintenant une réduction plus modeste, mais plus réaliste, de 30 % des vecteurs au lieu des 50 % qui restent l'objectif officiel des deux Grands. On ignore le détail des propositions américaines sur ce point, mais il se confirme que la menace, formulée par M. Reagan le 27 mai, d'une « sortie » des limitations du traité SALT 2 de 1979, doit être interprétée pour ce qu'elle était : non pas comme une rupture du processus de maîtrise des armements, mais comme une pression pour remplacer les accords existants — et non ratifiés — par d'autres accords plus solides.

A propos des négociations portant sur l'Europe, la ligne fixée par l'OTAN reste celle d'une « option zéro » ou « zéro amélioré » en matière d'armements, laissant subsister un déploiement soviéto-américain égal et limité, sans prise en compte des forces françaises et britanniques. Mais l'accent pourrait se déplacer maintenant vers les armements classiques et chimiques, en particulier vers les mesures de

confiance discutées à Stockholm entre les trente-cinq participants de la conférence paneuropéenne.

Toute réduction dans ce domaine exige un strict dispositif de contrôle, et c'est précisément l'objet des « mesures de confiance » mises au point à Stockholm. Or les Soviétiques se disent plus ouverts que par le passé sur la question des vérifications sur place. Prenons-les au mot, se disent les Occidentaux, et voyons quel dispositif pourrait être décidé dans le cadre des mesures de confiance avant de passer à des accords de réduction des forces. Ce n'est pas par hasard que M. Kampelman, chef de la délégation américaine aux négociations nucléaires de Genève, a vu récemment dans les pourparlers de Stockholm et de Vienne un test des intentions soviétiques et fait valoir qu'un traité en bonne et due forme a beaucoup plus de chances d'être signé avant la conclusion des négociations qu'il dirige.

Tout cela confirme en tout cas que les choses commencent à bouger à Washington également et que M. Gorbatchev, après avoir enduré pendant les cinq premiers mois de cette année une série de rebuffades à son offensive de paix, récolte les premiers fruits de sa patience.

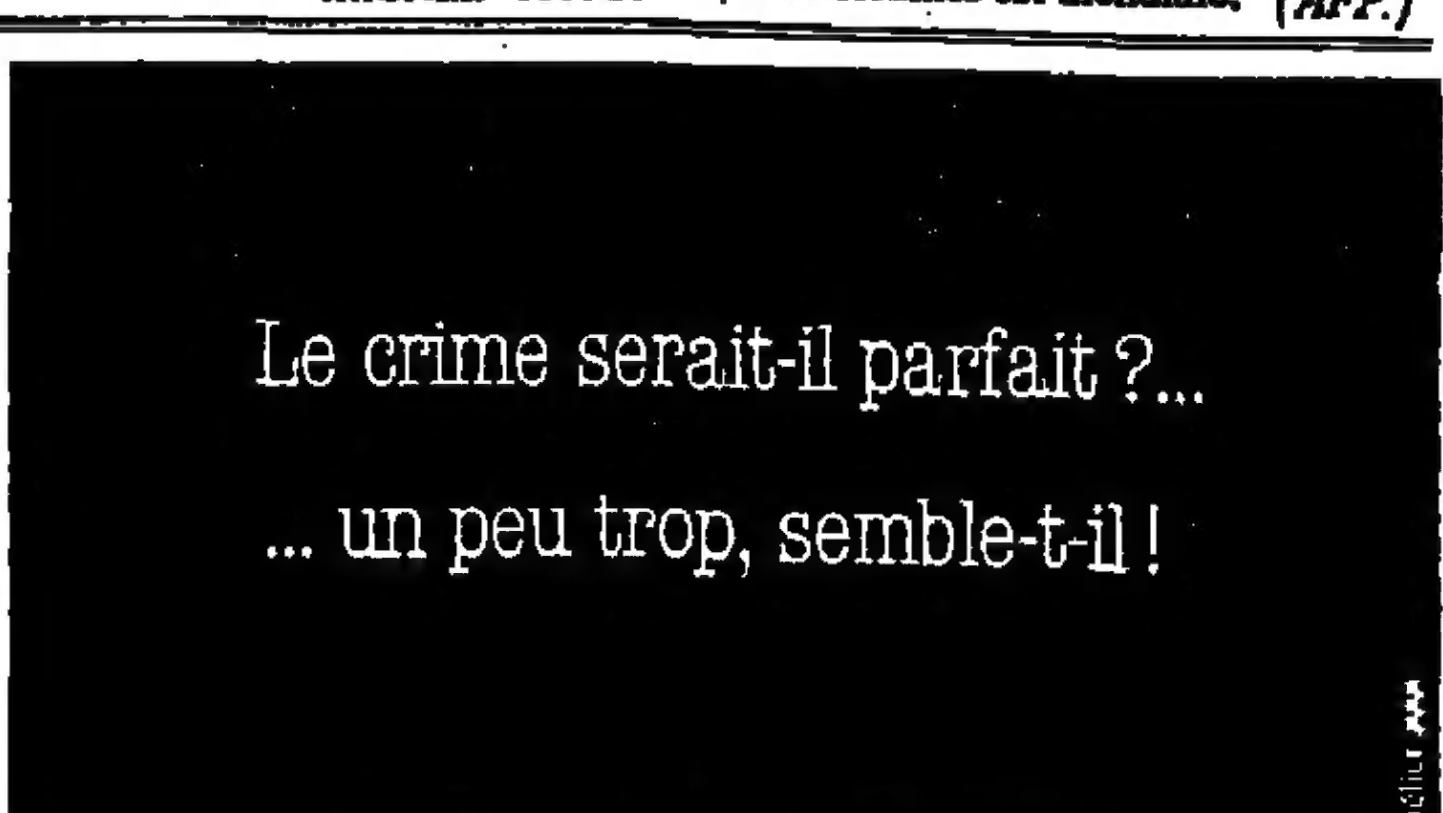
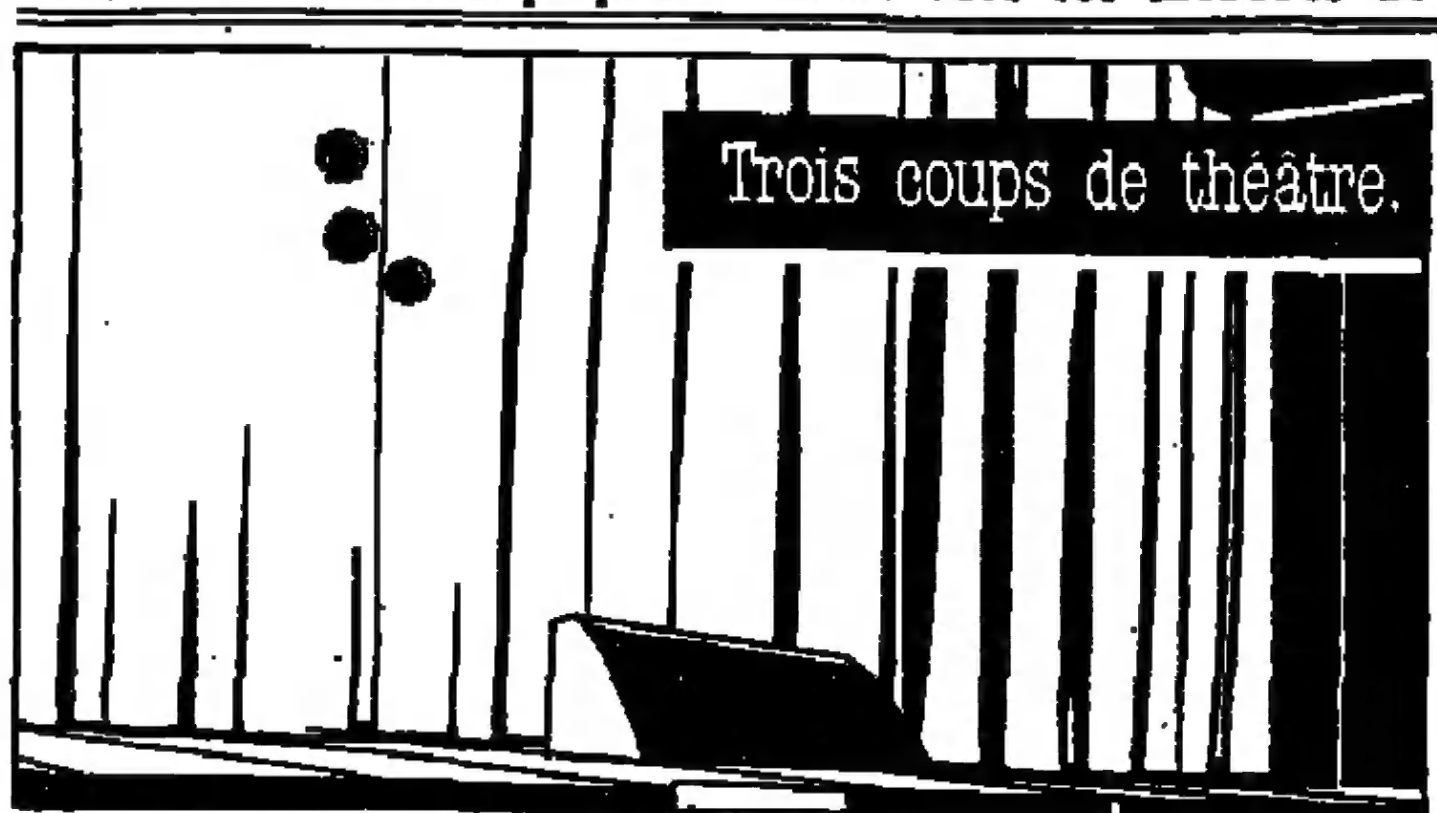
MICHEL TATU.

Les Etats-Unis pourraient reprendre prochainement la fabrication d'armes chimiques

Washington. — Le président Reagan a assuré, le mardi 29 juillet, au Congrès, que les conditions fixées par ce dernier pour libérer les crédits destinés à moderniser l'arsenal chimique américain étaient désormais réunis. Le Conseil de l'Atlantique nord ayant approuvé les objectifs de Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a indiqué que cette décision devrait permettre d'inscrire ces crédits à l'exercice budgétaire 1986, le Pentagone souhaitant se doter rapidement d'armes chimiques « binaires » (c'est-à-dire composées de deux substances qui, séparément, sont inoffensives).

M. Speakes a ajouté : « La politique des Etats-Unis sur la guerre chimique demeure inchangée. Les Etats-Unis renouent à utiliser les premiers les armes chimiques mortelles et incapacitantes. Une interdiction globale et vérifiable de façon effective demeure notre priorité. Cependant, tant qu'une telle interdiction ne sera pas obtenue, nous poursuivrons la dissuasion grâce à une forte posture défensive et à une capacité de représailles crédible ».

Selon M. Speakes, la menace des armes chimiques envers les forces américaines est mondiale. (AFP.)



ESPAGNE LIBRE

Le durcissement français facilite les relations

Le durcissement français facilite les relations... (Text continues with details about French policy and international relations.)

Le durcissement français facilite les relations... (Text continues with details about French policy and international relations.)

Le durcissement français facilite les relations... (Text continues with details about French policy and international relations.)

Le durcissement français facilite les relations... (Text continues with details about French policy and international relations.)

Le durcissement français facilite les relations... (Text continues with details about French policy and international relations.)

Le durcissement français facilite les relations... (Text continues with details about French policy and international relations.)

Europe

ESPAGNE : la visite de M. Raimond

Le durcissement français vis-à-vis des Basques facilite les relations entre Madrid et Paris

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, effectue ce mercredi 30 juillet une visite officielle à Madrid. Au centre des entretiens, l'Europe et la coopération bilatérale contre le terrorisme basque. M. Robert Pandrand, ministre délégué à la sécurité, qui devait suivre à Madrid, a repoussé sa visite sine die en raison du calendrier parlementaire français.

MADRID
de notre correspondant

« L'amélioration de nos relations est, désormais, irréversible et ne dépend plus de l'idéologie des gouvernements en place à Paris et à Madrid. Nous avons enfin réussi à dépasser nos rapports de caractère passionnel qui faisaient dégénérer

toute divergence, même secondaire, en crise politique majeure. » Dans les milieux diplomatiques français ou espagnols, c'est en substance en ces termes que l'on décrit aujourd'hui à Madrid l'état des relations entre les deux pays. Cette unanimité dans l'optimisme, qui n'est pas feinte, rend bien compte de l'état favorable dans lequel M. Raimond effectue sa première visite officielle en Espagne.

Le ministre se rend en Espagne au moment même où la France vient de démontrer qu'elle était prête à aller très loin pour collaborer avec le gouvernement espagnol dans ce qui lui tient, aujourd'hui, le plus à cœur : la lutte antiterroriste. Pour la première fois, en effet, en vertu d'un décret-loi de 1945 qui n'avait jamais été appliqué aux Basques espagnols, trois d'entre eux ont été expulsés de France et directement remis à la police espagnole.

Dans les milieux français de Madrid, on attribue exclusivement ce changement à des considérations d'ordre public, et non à une nouvelle analyse du « problème basque », qui, pour Paris, reste une affaire purement espagnole. Si mutation il y a, ajoute-t-on, c'est simplement parce que le gouvernement français semble dorénavant percevoir différemment le problème global du terrorisme international.

Reste que, vu de Madrid, ce changement n'est pas moins essentiel. « La France a désormais cessé de considérer l'ETA comme un problème à part, différent des autres types de terrorisme en Europe », affirme-t-on du côté espagnol. C'était précisément là ce que souhaitait le gouvernement de Madrid... faisant quelque peu abstraction des spécificités du terrorisme basque, comme sa « base sociale » ou ses liens ambigus avec le nationalisme, fut-il modéré.

Le changement de cap de Paris est-il jugé suffisant à Madrid ? Si les diplomates espagnols l'affirment, les responsables de la sécurité se montrent plus réservés. Ils considèrent que le « centre de décision » principal de l'ETA siège encore, malgré les mesures d'expulsion, au nord des Pyrénées, et que les activités des commandos, notamment celui qui opère à Madrid, sont toujours organisées de l'autre côté de la frontière. Les responsables de la police espagnole cherchent-ils simplement à attribuer ainsi à la France leur propre manque de succès dans la lutte contre l'ETA ? Toujours est-il que ces responsables, tout en reconnaissant les « difficultés politiques » de la position française, s'apprêtent à demander que la police française reforme davantage encore le cercle autour de l'ETA. Le ministre de la sécurité est-il prêt à accéder à ces demandes ? Le report de sa visite, annoncé ce mercredi 30 juillet à Paris, donne à penser que dans ce domaine Paris n'aura pas subi le même rythme que Madrid, même si, sur le fond, on est d'accord.

Des divergences techniques

Le problème du terrorisme — ainsi que, dans une moindre mesure, celui de la drogue, la « filière espagnole » préoccupant de plus en plus le côté français, n'est pas le seul problème intéressant les deux pays. M. Raimond sera là pour préparer le prochain de ces « séminaires » qui, depuis 1983, réunissent régulièrement une demi-douzaine de ministres des deux gouvernements. Prévu pour l'automne prochain, ce séminaire — le premier depuis le changement de majorité en

France — devrait notamment faire le point sur les problèmes européens après l'adhésion de l'Espagne à la Communauté.

L'intégration s'est, certes, déroulée sans accroc majeur sur le plan bilatéral, et les deux gouvernements semblent même défendre dans l'ensemble des positions très proches en matière de politique extérieure commune. Quelques problèmes ponctuels n'en ont pas moins surgi. Le plus sérieux, aux yeux de Paris, est le veto mis par Madrid à l'approbation de la politique méditerranéenne de la Communauté, particulièrement soutenue par la France et qui favorise les pays du Maghreb. L'Espagne craint que, sous couvert de défendre la stabilité des pays d'Afrique du Nord — un objectif dont elle s'affirme solidaire — la Communauté ne porte gravement préjudice à une région d'un pays membre, en l'occurrence les Canaries.

M. Raimond tentera d'adoucir la position de ses interlocuteurs, qui demanderont quelques contreparties en matière d'échanges commerciaux. Les Espagnols, de leur côté, presseront la France d'assouplir son attitude dans le litige qui oppose les deux pays à propos d'une zone de pêche du golfe de Gascogne « oubliée » dans le traité d'adhésion. Le différend avait amené les pêcheurs espagnols à bloquer en juin dernier le baïs d'Hendaye.

On semble toutefois décidé, d'un côté comme de l'autre, à ce que ces divergences techniques restent circonscrites, sans affecter l'engagement, comme ce fut trop souvent le cas par le passé, le climat des relations entre les deux pays. D'autant que, comme le souligne un diplomate espagnol, « l'adhésion à la CEE nous a permis de constater que les conflits d'intérêts entre ses membres sont partiellement résolus, et qu'ils doivent se résoudre dans un cadre multilatéral. En un mot, elle nous a permis de mettre fin à ce tête-à-tête obsessionnel avec la France, qui était à la base de toutes nos tensions ».

— THIERRY MALINIAK.

RFA : l'afflux des demandeurs d'asile

La polémique entre Bonn et Berlin-Est se durcit

Le ton est encore monté entre Bonn et Berlin-Est à propos des réfugiés qui affluent à Berlin-Ouest après avoir transité par la capitale est-allemande (le Monde du 26 juillet). Le ministre de l'Intérieur ouest-allemand, M. Friedrich Zimmermann, a en effet accusé, mardi 29 juillet, l'URSS et la RDA de vouloir « déstabiliser » la RFA en favorisant l'afflux des demandeurs d'asile. « Il s'agit d'une politique délibérée des autorités soviétiques, inspirée des manuels du KGB », a ajouté M. Zimmermann.

Ce dernier, qui est membre de la CSU, le parti de M. Franz-Josef Strauss, a cependant exclu qu'il puisse être procédé à une modification de la Constitution de la RFA dans un sens moins favorable au droit d'asile, en raison de l'opposition du Parti social-démocrate et des libéraux, la formation du ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Ce dernier avait d'ailleurs évoqué ce problème des réfugiés lors de sa rencontre, la semaine dernière à Moscou, avec M. Gorbatchev. Sans grand succès, semble-t-il.

Berlin-Est, de son côté, réagit vivement aux accusations qui sont portées contre la RDA en République fédérale. Il s'agit, selon l'agence officielle ADN, de « tirs croisés

contre le bon voisinage ». Les autorités est-allemandes renvoient leurs critiques aux termes de l'accord de transit de 1971, selon lequel la RDA doit permettre le passage par son territoire des étrangers en situation régulière. « La question de l'entrée à Berlin-Ouest des demandeurs d'asile est du ressort exclusif des alliés, et ne concerne la RDA en aucune manière », ajoute ADN.

Berlin-Est s'inquiète également d'éventuelles mesures de rétorsion économiques qui pourraient être prises à son encontre à la demande de certains cercles du Parti chrétien-démocrate : « Ces tentatives de chantage sont vouées à l'échec, car une bonne atmosphère dans les relations ne bénéficie pas seulement à la RDA... »

Dans les milieux politiques ouest-allemands on parle, en effet, de la remise en cause des relations privilégiées dont bénéficie la RDA dans son commerce avec la Communauté européenne. De telles mesures, tout en portant un coup sévère à l'économie est-allemande auraient l'avantage de ne pas remettre en cause les traités signés entre les deux États, à une époque où la détente était à l'ordre du jour.

L.R.

URSS

Les sanctions pour Tchernobyl s'étendent à des responsables locaux

Moscou (AFP). — Un ancien responsable de la centrale nucléaire de Tchernobyl, récemment limogé, et de nouvelles personnalités locales ont été sanctionnées, annonce la Pravda d'Ukraine.

Le quotidien précise ainsi que l'ancien ingénieur en chef de la centrale, M. Fomine, a été exclu du Parti communiste « pour fautes graves et négligence dans le travail, pour incurie et ne pas avoir préservé la sécurité ». L'ingénieur se voit aussi accusé d'« avoir fait une expérience sur le réacteur numéro 4 sans préparation voulue et sans l'accord des organismes compétents ». M. Zavalinok, chef intérimaire de la direction régionale (sud-ouest) de la sécurité nucléaire, reçoit un blâme sévère. Son maintien à cette fonction a été jugé « inopportun », précise la Pravda d'Ukraine, qui lui reproche notamment « son attitude sans principe et libérale à l'égard des infractions commises par le personnel et des responsables de la centrale ». Le secrétaire du comité du PC de la centrale, M. Paratchine, a été « libéré de ses fonctions ». M. Gamanouk, premier secrétaire du Gorkom (comité de la ville) de Pripjat, va devoir, lui aussi, répondre devant le parti de ses actes.

Le journal annonce par ailleurs que l'ensemble du personnel de la centrale de Tchernobyl va devoir, d'ici à la fin de l'année, passer des tests d'aptitude.

Cette nouvelle série de sanctions, venant après celles qu'avait annoncées récemment le politburo (le Monde du 22 juillet), est significative à un double titre. En premier lieu, l'ingénieur Fomine est présenté comme le principal responsable de l'« expérience non autorisée » qui a provoqué l'accident, mais l'on ne

sait toujours pas en quoi a consisté cette expérience ni pourquoi, dans ces conditions, les organismes de tutelle, tels que le ministère de l'énergie et celui des constructions mécaniques moyennes, responsables du nucléaire militaire, ont été également sanctionnés en raison de ces expériences.

En second lieu, les sanctions frappent maintenant des responsables du parti un peu plus élevés dans la hiérarchie, et qui avaient été présentés sous un jour très positif pendant les deux premiers mois au moins de la « saga » de Tchernobyl. Ainsi M. Paratchine, secrétaire du parti dans la centrale, aujourd'hui limogé, avait-il été salué par la Pravda du 15 juin pour une intervention certes « autoritaire », mais « courageuse » faite devant les dirigeants de la ville de Pripjat. Quant à M. Gamanouk, chef du parti dans cette ville, il était malade au moment de l'accident, mais avait « aussitôt quitté son lit d'hôpital et pris la direction du comité du parti » (la Pravda du 12 mai). Détail piquant, les deux hommes avaient été à l'origine des premières sanctions, annoncées à la mi-mai, contre les dirigeants d'une entreprise de construction travaillant sur la centrale.

Enfin, toute la presse, y compris la Pravda de Moscou et l'organe du comité central la Vie du parti, avait souligné à maintes reprises le bon comportement des responsables locaux du parti dans la région de Kiev, leur travail « concentré et réfléchi », la « présence constante sur le terrain » du premier secrétaire régional Revkenko, etc. On peut se demander si la recherche des responsabilités ne va pas conduire à de nouvelles mises en cause frappant plus haut dans cette hiérarchie.

M.T.

Le feuilleton de l'été des « Izvestia » : les arrestations d'espions

Moscou (AFP). — 21 h 15 : la nuit s'épaissit dans la rue Malaya-Prigovskaya. Dans la cour du bloc d'immeubles numéro vingt-deux, deux hommes se rencontrent, échantillant quelques mots et se retournant en un clin d'œil entourés, derrière, deux agents de la CIA viennent d'être pris au piège en plein cœur de Moscou.

Cette scène, qui date du 7 mai, s'est répétée au moins à cinq reprises ces derniers mois dans la capitale, où plusieurs diplomates américains ont été pris en flagrant délit de « contacts clandestins » avec des citoyens soviétiques, et les autorités soviétiques ont transformé ces succès de leur contre-espionnage en un feuilleton de presse. Les Izvestia — le quotidien du gouvernement — relatent les arrestations en plusieurs épisodes, dans le menu détail et sur un ton épique.

Cette série de revers, que ne constataient pas les Américains, et qui se serait traduite par l'arrestation de plusieurs Moscovites, est imputée de source occidentale à la défection d'un ancien agent de la CIA, Edward Howard, qui a réussi à échapper, aux États-Unis, à la Sûreté amé-

ricaine, pour une destination inconnue. Officiellement, depuis mars, seuls deux membres de l'ambassade des États-Unis à Moscou ont été expulsés. Les Izvestia ont toutefois diffusé une liste plus longue qui n'a, à ce jour, pas été démentie.

Eric Sites, interpellé le 7 mai, s'apprêtait à transmettre, selon les Izvestia, un sac bleu à son contact soviétique, avec le matériel nécessaire — dont les indispensables pastilles pour encre invisible — et des instructions pour la recherche des « caractéristiques techniques et tactiques d'un avion ». Ce contact soviétique « a été arrêté, et il ne fait aucun doute qu'il obtiendra ce qu'il mérite », souligne le journal.

Les Izvestia ont longuement décrit, cette semaine, un nouvel épisode dans un style romancé : l'arrestation à Moscou, le 10 mars, dans des conditions analogues, de Michael Sellers, deuxième secrétaire à l'ambassade des États-Unis. Le quotidien publie même une photo de la scène où on le présente grinné, portant mousselines et perruque puis un autre cliché où il est situé dans un local du KGB.

ITALIE

A Venise, l'affaire n'est plus dans le sac... de couchage

ROME
de notre correspondant

Le maire de Venise, le socialiste Mereo Laroni, vient de prendre une ordonnance visant à « prévenir la transformation d'un centre historique de très haut niveau en une casbah ». Au nombre des mesures décidées, la plus controversée est l'interdiction de dormir à la belle étoile dans sa ville. Tenue et comportement stricts exigés, partout, nuit et jour !

Indignation des adolescents : mais où aller ? Les hôtels ? Hors de prix — surtout ceux où il y a de la place en raison de la désertion, cette année, des touristes américains apeurés par le terrorisme. Les auberges de jeunesse ? Il y en a deux dans toute la région. Les campings ? Ils sont assez loin, et sur la terre ferme.

Il y avait donc une raison tout à fait pratique à cette mer de sacs de couchage étalés sur l'esplanade de la gare Saint-Lucie, voire sous les arcades de la prestigieuse place Saint-Marc. Les envahisseurs sont, pour la plupart, des étrangers. Mais il n'y a pas une ombre de xénophobie avouée dans la péninsule.

Faut-il préciser que cette mesure a été ressentie comme humiliante non seulement par les jeunes mais aussi par beaucoup d'adultes ? Le maire de Florence, M. Massimo Bogianckino, pourtant lui aussi socialiste et lui aussi à la tête d'une ville envahie par les... « hors sac », a doc-

ment expliqué : « De vastes couches populaires se sont désolées, mais appropriées d'un patrimoine artistique et culturel créé en grande partie par et pour une classe aristocratique et bourgeoise. Entourer à nouveau les cités de murailles — de pierre ou de symbole — voilà une entreprise inutile, car les murailles finissent toujours par se désagréger. » L'ancien directeur de l'Opéra de Paris sait évidemment de quoi il parle.

Réédifier des remparts ? Il y aura éternellement des esprits pour en rêver — à la condition bien entendu, que ce soit « l'autre » qui reste hors les murs. Mais, attention ! : les bernières ne sont pas toujours pour qui l'on croit. Il y a trois ans, un conseiller à la culture pour la région de Venise voulait imposer... un petit examen de passage aux candidats à un séjour dans sa ville — histoire, naturellement, de contrôler un peu les hordes estivales. « Qui était donc au moment de la quatrième croisée ? » Le malheureux conseiller, lui-même, était bien incapable de répondre...

En attendant, les intrus adoptent la tactique du repli élastique. Chassés de Saint-Marc, ils se replient vers le haut du Grand Canal. Une escouade de policiers les réveille-ils devant le Scuola di San Rocco ou au Campo San Angelo ? Ils rassemblent leur barda, s'éloignent docilement... et reviennent une demi-heure plus tard.

JEAN-PIERRE CLERC.

MARGARET MILLAR
JUNE THOMSON
HELEN McCLOY

le frisson raffiné,
c'est là tout leur art

COLLECTION 70 LE MASQUE
les reines du crime

le crime se paie : 16,80 f

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 375 fr. ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 4 000 dt. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par mandat)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 380 F
II. - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux en capitales d'imprimerie.

Imprimé de « Le Monde »
7, rue des Italiens
PARIS-IXE
1986

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Amériques

NICARAGUA : un plaidoyer devant les Nations unies

M. Ortega demande aux Etats-Unis de respecter le jugement de la Cour de La Haye

Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, parlant le mardi 29 juillet devant le Conseil de sécurité de l'ONU, a appelé les Etats-Unis à mettre fin à leurs ingérences dans les affaires du Nicaragua, conformément

ment à l'arrêt de la Cour internationale de La Haye rendu le 27 juin dernier. Lundi, le gouvernement nicaraguayen avait, d'autre part, introduit une double plainte devant la Cour de La Haye contre le Honduras et le

Costa-Rica, qui, contrairement aux Etats-Unis, reconnaissent cette juridiction. M. Ortega accuse ces deux pays d'être responsables de la guerre civile qui dure depuis quatre ans au Nicaragua.

NEW-YORK
(Nations unies)
de notre correspondant

Costume sombre, gilet et cravate, le « commandant » surprend : sur un ton modéré, presque amical, il énumère plusieurs points de l'arrêt que la Cour de La Haye a rendu le 27 juin, après vingt-six mois d'examen et de délibérations : les Etats-Unis ont violé la loi internationale coutumière en soutenant matériellement et financièrement l'opposition armée nicaraguayenne, en posant des mines devant des ports du pays, en élaborant des manuels d'action pour leurs agents secrets agissant contre le régime, en imposant un embargo commercial et en sapant l'autorité du gouvernement d'un pays souverain.

Très à l'aise, le président Ortega sourit lorsqu'il cite la conclusion de la Cour relative à l'existence des menaces émanant des Etats-Unis à l'appui de leur thèse de « légitime défense ». La Cour internationale est un modèle de sagesse et de compétence et ses seize membres ont voté toutes ses conclusions à 12 contre 4, voire à 14 contre 2.

Il est vrai que le chef de la junte sandiniste n'a pas dû éprouver de difficultés particulières à trouver dans l'arrêt le jugement de La Haye

des arguments anti-américains, car celui-ci en regorge. Il lui a suffi d'en faire un tri relativement prudent — en évitant ceux qui lui sont défavorables — afin d'établir une moult très convaincante : les Etats-Unis sont coupables, dit en effet le jugement, de vouloir influencer l'évolution du régime intérieur d'un pays souverain qui a procédé à des élections internationalement contrôlées. L'argument de la « dictature intérieure » n'est pas valable du point de vue juridique, et le mécontentement américain devant le régime sandiniste n'est pas un motif d'intervention légitime.

Un déluge d'accusations

De même, estime la Cour, il n'est pas acceptable de critiquer le volume d'armement dont dispose un pays souverain, étant donné que la Cour internationale ne fixe aucune limite à ce volume. « Tout simplement », remarque donc le président Ortega, les Etats-Unis poursuivent une politique purement militaire destinée à défendre leurs intérêts bien au-delà du Nicaragua ; notre existence les gêne. Nous ne changerons pas de cap, c'est aux Etats-Unis de le faire : Washington doit changer de politique. » Et de conclure : « Je ne demande pas de condamnation de tel ou tel pays. Je

demande au Conseil de faire respecter la loi, car sans le respect il n'y a pas de loi. »

Avec la verve que le Conseil de sécurité lui connaît, M. Vernon Walters, dans sa réponse, reste sur le terrain politique choisi par son adversaire et déverse un véritable déluge d'accusations contre la révolution sandiniste qui « ne respecte aucune loi démocratique, humaine ou économique, aucune charte, aucun usage ».

Selon M. Walters, le régime de Managua « opprime son peuple, tue les Indiens, emprisonne, torture et exile les opposants, ballonne la presse. Les syndicalistes sont pourchassés, le secteur privé est proclamé ennemi de la révolution, la pénurie, le chômage et l'inflation découragent la population étouffée par une révolution qui a trahi ses propres idéaux ».

Sachant que ces arguments ne seraient pas suffisants devant le Conseil de sécurité, M. Walters déplore en des termes très violents ce qu'il appelle « le surarmement massif et notoire » du Nicaragua dont la volonté d'exportation des idées révolutionnaires serait illustrée entre autres par les liens des sandinistes avec le mouvement bolchevique M 19. En revanche, ajoute l'ambassadeur américain,

« M. Ortega aurait mieux fait de remarquer que la Cour de La Haye ne considère pas l'opposition armée nicaraguayenne comme inféodée aux Etats-Unis, mais comme un mouvement démocratique indépendant ».

Avant de conclure, l'ambassadeur Walters s'engage de la prise de position du mouvement des non-alignés qui vient de lancer un appel « urgent et énergique » aux Etats-Unis afin qu'ils respectent la Cour de La Haye. « On demande tout aux Etats-Unis et rien au Nicaragua ; où est le non-alignement là-dedans ? »

La bataille politico-juridique est maintenant engagée, mais il est probable que les membres permanents du Conseil de sécurité ne souhaitent pas donner au jugement de La Haye une importance qui pourrait les gêner dans l'avenir.

En fait, venu à New-York dès samedi, le président Ortega donne surtout l'impression de chercher à créer l'événement et peut-être de préparer le terrain à une action en justice devant les tribunaux américains. « L'occasion offerte par la Cour de La Haye était simplement trop belle pour être négligée », conclut un diplomate.

CHARLES LESCAUT.

CANADA : quatrième assemblée des esquimaux

L'avenir de l'Arctique à la conférence circumpolaire

Cinquante-quatre délégués, représentant quelque cent mille esquimaux du Canada, des Etats-Unis et du Groenland, participent depuis le lundi 28 juillet à Kotzebue en Alaska à la quatrième assemblée de la conférence circumpolaire des Inuits (ICC), dont les travaux doivent prendre fin dimanche prochain.

MONTREAL
de notre correspondant

Quasi inexistant il y a à peine plus d'une décennie, les liens entre les esquimaux de l'Arctique se sont progressivement affermis depuis 1977, année où avait été célébré au Groenland le premier rassemblement de l'ICC. Cette affirmation de l'identité esquimaude — reconnue sur le plan international par le statut d'« organisation non gouvernementale » (ONG) octroyé à l'ICC par les Nations unies — n'est pas, évidemment, fortuite. Jamais, en effet, l'avenir de l'Arctique n'a été aussi gravement menacé qu'aujourd'hui, s'est chargé de rappeler aux délégués le président de l'ICC, le Groenlandais Hans-Pavia Rosing.

Ce premier cri d'alarme n'a quand même pas empêché que l'ambiance soit à la fête cette semaine à Kotzebue. Après tout, ce n'est pas tous les ans que ces « frères » du Nord ont la chance de se revoir. Une foire commerciale, des chants, des danses traditionnelles tiennent bien animés les quelque trois mille habitants de cette petite ville perdue à l'autre bout du monde, sur le bord du détroit de Bering.

Les organisateurs de la conférence ne peuvent cependant pas cacher leur déception devant le refus soviétique d'accorder aux esquimaux sibériens, les Inuits, des visas de sortie pour se rendre à Kotzebue. Au fond, il n'y a rien de nouveau dans tout cela puisque Moscou a toujours soupçonné l'ICC d'être avant tout une organisation politique que culturelle, la tenue de la conférence en territoire américain n'étant évidemment pas de nature à arranger les choses.

Le rideau de glace

Un groupe de cinq Sibériens avait été, cependant, autorisé à voyager pour la première fois, il y a environ trois semaines, au Groenland, pour assister à un événement culturel, et les autorités soviétiques avaient déjà fourni aux organisateurs des assurances de la participation des Yuits.

La volte-face soviétique, décidée à la dernière minute, a été ressentie

à Kotzebue avec d'autant plus d'amertume que la ville n'est distante que de quelques centaines de kilomètres des côtes de l'URSS. De surcroît, les esquimaux américains et soviétiques parlent la même langue, partagent la même culture, la même histoire, et ils ont très souvent les mêmes angoisses.

C'est ainsi que Caleb, un Inuit de l'Alaska, était venu raconter, lors de la dernière assemblée de l'ICC à Frobisher Bay au Canada en 1983, qu'il avait encore de la famille de l'autre côté du détroit de Bering. On avait alors fait allusion à ce dernier en parlant d'un véritable « rideau de glace », séparant un « même peuple ».

« En leur absence, nous voterons pour eux », nous a déclaré M. Mark Gordon, un Inuit québécois, membre du comité exécutif de l'ICC, pour qui la non-participation de délégués sibériens n'a pas entravé pour autant, jusqu'à maintenant, la bonne marche des travaux. M^{me} Mary Simon, elle aussi du Québec, s'est pour sa part dite confiante que « l'assemblée générale approuvera les principes que nous avons élaborés pour une politique de l'Arctique ».

Le document de travail de la conférence aborde en une vingtaine de pages des thèmes aussi variés que la gestion et la protection de l'environnement arctique, l'égalité sexuelle et l'évolution des rôles chez la femme et l'homme du Nord, la promotion des droits inuits sur le plan international, l'industrialisation et la militarisation et la nucléarisation des zones polaires.

Une fois adopté, le document donnera à tous, de l'avis du président de l'ICC, M. Rosing, « les bases de discussion et de négociation de la politique inuit ». Encore faudra-t-il que les gouvernements « blancs » respectifs consentent négocier.

(Interim.)

● CHILI : nomination d'un juge militaire pour enquêter sur la mort de l'étudiant brûlé vif. — Les autorités chiliennes ont nommé lundi 28 juillet un juge militaire afin de poursuivre l'enquête sur le mort, le 2 juillet dernier, d'un étudiant brûlé vif. Le général Samuel Rojas Perez reprendra les investigations abandonnées mercredi dernier par le juge civil Alberto Echavarría, qui avait estimé que l'affaire n'était pas de sa compétence. Avant de renoncer à cette tâche, le juge Echavarría avait ordonné l'incarcération du lieutenant Pedro Fernandez et la remise en liberté des vingt-quatre autres militaires impliqués dans la mort de Rodrigo Rojas de Negri. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Une dizaine de Soviétiques auraient été capturés

Islamabad. — Une dizaine de soldats soviétiques ont été capturés par la guérilla afghane au cours de combats entre troupes soviéto-afghanes et résistants, a-t-on affirmé le mardi 29 juillet de sources diplomatiques occidentales à Islamabad. Les résistants ont capturé ces soldats à Koh-e-Sard-Sang, au sud de Kaboul, provoquant en représailles un raid de l'aviation qui aurait fait vingt morts parmi la population civile.

D'autres affrontements ont durement touché la population civile dans le sud-ouest de l'Afghanistan. Selon ces sources, la bataille ferait rage dans Kandahar, deuxième ville du pays, que les Soviétiques ont récemment reprise à la résistance.

Selon des informations non confirmées, les Soviétiques ne contrôlent plus que l'aéroport de Kandahar.

Les diplomates occidentaux ont aussi fait état d'une activité aérienne accrue la semaine dernière à Kaboul. Elle serait due, selon eux, aux combats qui se déroulent depuis plusieurs semaines dans les provinces de Kandahar, Ghazni et Zabul (Sud-Ouest). — (AFP.)

Inde

« Zone protégée » à la frontière avec le Pakistan

New-Delhi. — L'Inde a l'intention de décréter sa frontière avec le Pakistan « zone protégée », en vue de réduire l'activisme sikh dans l'Etat indien du Pendjab, a-t-on annoncé le mardi 29 juillet de sources officielles. Le gouvernement envisage de verrouiller toute la frontière indo-

pakistanaise, depuis le Cachemire (extrême Nord-Ouest) jusqu'au Gujarat (Sud-Ouest). Cela étant, aucune précision n'a encore été donnée officiellement sur les modalités d'application de ce plan. De bonne source, on croit savoir que l'accès à la « zone protégée » serait interdit à toute personne ne disposant pas d'une autorisation officielle.

Initialement, le gouvernement souhaitait une modification de la Constitution qui lui aurait permis de déclarer « zone protégée » tout ou partie de la frontière. Cependant, après des discussions avec les représentants de plusieurs partis de l'opposition, le premier ministre, Rajiv Gandhi, a accepté que cette mesure soit prise dans le cadre de la Constitution actuelle. — (AFP.)

Philippines

Nouvel enlèvement d'étrangers à Mindanao

Manille. — Un médecin étranger, dont la nationalité n'a pas encore été révélée, et six femmes ont été enlevés par des hommes armés à Marawi (le de Mindanao, sud des Philippines), a annoncé le mardi 29 juillet l'agence de presse philippine.

Selon l'agence, qui cite des sources militaires, le docteur Cornell Quastion et son épouse Conchita ont été enlevés samedi dernier par six hommes. Un missionnaire américain, un prêtre français et dix religieuses philippines avaient été enlevés dans cette ville musulmane au cours des deux derniers mois. Pour deux d'entre eux, une rançon avait été payée ; tous avaient été libérés sains et saufs.

Des émissaires gouvernementaux continuent, par ailleurs, leurs négociations avec les séparatistes musulmans qui détiennent, depuis le 19 juillet, un ressortissant suisse, Hans Kuenzli, dans l'île de Jolo, au sud-ouest de Mindanao. — (AFP.)

Répondant à M. Bush

Le roi Hussein affirme que la Jordanie ne négociera pas directement avec Israël

Poursuivant ses entretiens avec les dirigeants israéliens, le vice-président américain, M. George Bush, s'est déclaré, le mardi 29 juillet, favorable à une rencontre entre le premier ministre israélien Shimon Peres et le roi Hussein de Jordanie. Il a ajouté que les récents entretiens d'Irfae devaient, en principe, faciliter une telle rencontre, « la prochaine étape logique », a-t-il dit.

Le roi Hussein de Jordanie n'a pas tardé à répondre à M. Bush en affirmant à Amman, devant les journalistes jordaniens, que son pays ne tiendrait pas de conversations directes avec Israël ni n'essaierait de trouver une solution unilatérale au problème palestinien. « Les négociations », a-t-il dit, doivent avoir lieu dans le cadre d'une conférence internationale avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP, et les cinq membres permanents du conseil de sécurité. »

A Jérusalem, la grande majorité des personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, invitées mardi soir à rencontrer le vice-président, ont finalement répondu positivement à l'invitation de M. Bush dans les locaux du consulat américain, dans le secteur occidental de Jérusalem. Parmi les dirigeants palestiniens modérés figuraient M. Hannab Siniora, rédacteur en chef du quotidien *Al Fajr*, et M. Hassem Abou Ghazaleh de Gaza, connus pour leur sympathie à l'égard de l'OLP. Une absence a été remarquée : celle du maire destitué de Hébron, M. Moustapha Natché.

M. Hannab Siniora a tenu à souligner qu'il ne s'était rendu au consulat américain que pour faire savoir à M. Bush que « les Palestiniens n'avaient aucune raison d'être heureux de la politique américaine au Moyen-Orient ». « Les Palestiniens », a-t-il ajouté, demandent un changement de cette politique et tout d'abord que l'administration américaine reconnaisse le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Les Etats-Unis doivent également accepter le principe de la convocation d'une conférence internationale à laquelle prendrait part l'OLP. L'appel à la grève générale lancée la veille par les militants nationalistes palestiniens pour protester contre la visite de M. Bush en Israël, n'a été que partiellement suivi.

La délégation égyptienne aux pourparlers de Tabat est arrivée mardi après-midi à Tel-Aviv afin de participer à un nouveau round de

Proche-Orient

LIBAN : 22 morts, 163 blessés à Beyrouth-Ouest

L'horreur au quotidien

BEYROUTH
de notre correspondant

Les attentats se suivent et se chevauchent, dans l'horreur, même s'ils se déclenchent parfois de l'est (chrétien) à l'ouest (musulman). Après les trente-cinq morts et les cent quarante blessés tombés la veille à Al-Rammaneh, à Beyrouth-Est, vingt-deux morts et cent soixante blessés ont été victimes d'une voiture piégée au quartier Barbir, à Beyrouth-Ouest.

Attentat absolument similaire dans la conception et l'exécution (même la marque de la voiture utilisée est identique : une Mercedes), les cibles choisies (des rues extrêmement peuplées) et, dans ces conditions, l'inévitable hécatombe avec des bilans à peu près similaires.

C'est le mardi 29 juillet, à 11 heures, que l'explosion de Barbir s'est produite, semant la mort et la destruction dans les lieux où dix jours plus tôt l'ambassade de l'université américaine transportait étu-

dants et médecins avait été mitraillé (bilan : quatre morts et trois blessés). Dès que le champignon de fumée a commencé à se dissiper, les images du drame — copies conformes de celles de la veille — sont apparues dans leur horreur : des voitures calcinées avec leurs occupants, les blessés hurlant, des magasins soufflés par la déflagration, en proie aux flammes. Un homme sorti indemne des décombres courait vers l'hôpital des Malakess tout proche en portant dans ses bras une fillette en sang. Dans une voiture calcinée, il ne restait du conducteur que des lambeaux de chair et des vêtements noirs, alors qu'à proximité du véhicule, des blessés, aveuglés par le sang, tentaient de se relever en hurlant et en appelant à l'aide. Dans une autre voiture, quatre femmes déshabillées brûlaient comme des torches.

Aux Forces libanaises (milice chrétienne) qui avaient la veille, à la suite de l'attentat dans leur secteur, mis en accusation avec véhémence les services de renseignements syriens, le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé — retranché en secteur musulman d'où il mène, en accord avec la Syrie, campagne pour la destitution du président Gemayel — a rétorqué que l'attentat de Beyrouth-Ouest, et dont ils sont donc la cible, montre l'insanité de cette thèse.

Il fait remarquer que les Beyrouthins de part et d'autre de la ligne de démarcation ont un ennemi commun : Israël. Toutes les personnes liées de Beyrouth-Ouest lui ont emboîté le pas, M. Kasso, chef du Baas syrien, mettant de surcroît en cause conjointement les Forces libanaises. L'Est chrétien s'est associé à l'Ouest musulman dans la condamnation de l'attentat, tout comme la veille l'inverse s'était produit.

LUCIEN GEORGE.

● IRAN : arrivée à Téhéran d'une délégation financière française. — Une délégation économique et financière française, composée de dix experts, est arrivée lundi soir 28 juillet à Téhéran pour reprendre les négociations avec les autorités iraniennes sur le contentieux financier entre Paris et Téhéran, a annoncé mardi l'agence iranienne Ima. Ce contentieux, qui porte essentiellement sur le remboursement du prêt de 1 milliard de dollars consenti au commissariat à l'énergie atomique français par le régime de l'ex-chah, a fait l'objet de plusieurs séries de négociations entre responsables iraniens et français dans les deux capitales au cours des derniers mois.

L'Iran considère le règlement de cette question comme l'une des conditions préalables à une normalisation de ses relations avec la France. — (AFP.)

Asie

JAPON

Une visite de M. Gorbatchev est à l'ordre du jour

Tokyo (AFP). — Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, a souhaité, le mardi 29 juillet, dans une interview télévisée, que M. Mikhaïl Gorbatchev se rende prochainement au Japon. « Un échange de visites au plus haut niveau est à l'ordre du jour des relations soviéto-japonaises », avait affirmé la veille le numéro un soviétique dans un discours prononcé à Vladivostok.

Le Japon a, en revanche, repoussé la tenue à Hiroshima d'une conférence sur la sécurité en Asie proposée par M. Gorbatchev et minimisé la portée de l'annonce du retrait d'Afghanistan, une fin de l'année, de six régiments soviétiques.

Un porte-parole du ministère japonais des affaires étrangères a estimé cette mesure « insuffisante tant sur le plan quantitatif que qualitatif ». Ce n'est pas la première fois, a-t-il précisé, que l'URSS annonce un retrait de troupes de ce pays.

Le Japon « ne peut accepter » la tenue à Hiroshima d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Asie qui mettrait en cause son alliance avec les Etats-Unis, a-t-il ajouté, s'interrogeant par ailleurs sur le « sérieux » de l'offre. Les Soviétiques n'ont pas averti à l'avance le Japon de leur projet

d'organiser à Hiroshima une conférence de type d'Helsinki : « L'objectif de M. Gorbatchev est propagandiste », a affirmé le porte-parole.

Pour M. Nakasone, « l'URSS est dans une impasse économique et diplomatique » dans le monde. La visite du numéro un soviétique « pourrait permettre à Moscou de sortir de cette impasse » et d'effectuer une percée en Asie et dans le Pacifique.

Le principe d'un échange de visites entre M. Gorbatchev et Nakasone avait été approuvé en janvier dernier, lors de la venue à Tokyo du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Aucune date n'a pour l'instant été arrêtée, mais le Japon souhaite que M. Gorbatchev fasse le voyage de Tokyo avant que M. Nakasone ne se rende à Moscou.

Un responsable des affaires étrangères a annoncé que des diplomates japonais allaient entamer des démarches auprès de Moscou pour concrétiser le projet de visite de M. Gorbatchev. Tokyo souhaite qu'une décision soit prise par M. Chevardnadze et son homologue japonais Tadashi Kuranari, qui se rencontreront cet automne à New-York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

annulant plusieurs de

le conseil constitutionnel de gar

Le 29 juillet, le conseil constitutionnel a annulé plusieurs de ses décisions prises en 1985, notamment celles relatives à la loi sur le statut des étrangers et à la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Le conseil constitutionnel a également annulé la loi sur le statut des étrangers et la loi sur le statut des réfugiés.

Politique

Le Monde • Jeudi 31 juillet 1986 • 5

En annulant plusieurs dispositions essentielles du dispositif voté par le Parlement Le conseil constitutionnel estime que la nouvelle loi sur la presse ne garantit pas le respect du pluralisme

Le Conseil constitutionnel, réuni le 29 juillet, a déclaré non conformes à la Constitution plusieurs dispositions importantes de la loi portant réforme juridique de la presse, qui avait été adoptée définitivement le 27 juin.

Saisi par plus de soixante députés et plus de soixante sénateurs socialistes, le Conseil, au terme de son examen de conformité à la

Constitution du texte qui lui était déféré, a décidé que l'article 11 de la loi, qui concernait la limitation et la sauvegarde du pluralisme, n'était pas conforme à la Constitution. Du même coup, le paragraphe 5 de l'article 12 de la loi, qui sanctionnait pénalement l'interdiction édictée par l'article, est annulé. L'article 21 de la nouvelle loi, qui abrogeait en totalité l'ordonnance du 26 août 1944

sur l'organisation de la presse française et la loi du 23 octobre 1984 « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse » est lui aussi déclaré non conforme à la Constitution. Les autres dispositions de la loi portant réforme du régime juridique de la presse sont déclarées conformes à la Constitution.

La sanction d'une faute politique

Des fenêtres du Conseil constitutionnel comme de celles du ministère de la culture et de la communication, en face, la vue plonge sur les fameuses colonnes de Buren. S'il a eu le loisir de les contempler un instant, mardi 29 juillet en fin d'après-midi, M. François Léotard n'a pu manquer de songer que ses vis-à-vis venaient de le placer au milieu d'un champ de ruines.

Exit, en effet, l'essentiel de sa loi portant réforme du régime juridique de la presse. « So à la loi ? M. Léotard n'en est que le père bien vaguement putatif et lointain. Mais il a — fonctionnaire — sur les bras ce qui reste du texte censuré par le Conseil constitutionnel, annulé politiquement en prime. Cela ne fera qu'ajouter au handicap déjà lourd qui ralentit chaque jour un peu plus la course, ou le marche, du ministre.

Petite ironie de la vie : le malaise, dont M. Chirac et tout le gouvernement risquent à tout moment d'avoir le goût (nouveau) part, équilibre distillé dans les colonnes du *Figaro* (1) et de pas mal d'autres publications, porte un nom d'ami. Un ami diablement présent et encombrant : M. Robert Hersant.

C'est bien pour lui que fut concoctée et votée, d'abord au Sénat, en décembre 1985, une proposition de loi qui n'était au fond qu'un exorcisme de la loi dite Filloud de 1984, honnie par son principal destinataire.

Ce n'est pas pour lui déplaire qu'elle fut votée à l'Assemblée, puis définitivement adoptée le 27 juin, au beau milieu du grand round d'observation, avant la privatisation de TF 1 — M. Hersant est intéressé — et après les languissantes perpétuités provoquées par les récentes appétits de papier de ce dernier.

Ami exigeant, responsable d'un puissant groupe de presse qui n'aspire qu'à s'étendre en se diversifiant, député non dépourvu d'influence — l'existence d'un « groupe Hersant » d'une dizaine de membres, à l'Assemblée, au sein de la majorité l'atteste — M. Hersant ne se laisse jamais ni oublier ni envahir par la résignation. Telle risque bien d'être la plus lancinante préoccupation de M. Chirac et de son gouvernement.

A cette aune, les petites avaries subies par M. Léotard ne pèsent pas lourd. L'un de ses collègues, M. Charles Pasqua, alors président du groupe RPR au Sénat et... de la commission spéciale qui avait examiné la proposition de loi (dont il était l'un des signataires), avait, en décembre 1985, cautionné l'abolition pure et simple de toute disposition relative au respect du pluralisme. Ce n'est là encore qu'un détail qui sera bien vite oublié.

Et faut-il qualifier autrement l'agacement désormais extrême de l'UDF — alors que le RPR demeure discret et sobre ? M. Jean-Claude Gaudin, sans doute saisi d'un pressentiment, a eu, le 29 juillet, quelques heures avant la décision du Conseil constitutionnel, « l'impression à l'heure actuelle » que cette institution « a tendance à se substituer au législateur ».

Classique ritournelle

Ritournelle classique que rien, cette fois encore, ne vient accablant dans la décision, elle-même empreinte d'un grand classicisme, du Conseil constitutionnel. En vérité, la droite ne peut qu'un reprocher aujourd'hui que la constance. Car les grandes lignes de la décision du

29 juillet ne sont rien d'autre que la réaffirmation des principes défendus par le Conseil en 1984.

La gauche était alors au pouvoir. Le Conseil constitutionnel avait refusé que la défense de « l'objectif de valeur constitutionnelle » qu'est « le pluralisme des quotidiens d'information politique et générale » conduise à des mesures ad hominem (désigné M. Hersant) ou à l'instauration d'un régime d'autorisation préalable.

Aujourd'hui, fermement animé (termes et arguments sont à plusieurs reprises identiques) sa décision des 10 et 11 octobre 1984, le Conseil constitutionnel ne fait que tenir à même hauteur le même flambeau : la limitation de la concentration, la sauvegarde du pluralisme doivent pouvoir être effectivement assurés. L'article 11 de la loi, notoirement insuffisant pour pouvoir remplir cette fonction, régressif par rapport aux dispositions contenues dans la précédente loi, est donc annulé.

C'est — on l'a vu — politiquement et « humainement » ennuyeux pour le gouvernement. Mais ce n'est pas le seul coup rude qu'il reçoit à cette occasion. L'implacable machinerie argumentaire du Conseil, fonctionnant aujourd'hui comme en 1984, interroge : qu'auriez-vous fait si vous aviez su que nous allions abolir cet élément décisif de votre loi ? Auriez-vous alors purement et simplement abrogé les textes fondateurs (l'ordonnance du 26 août 1944 et la loi du 23 octobre 1984) qui assurent, aux yeux du Conseil, le respect des exigences qu'il vous ont échappé ? Dans le doute, nous ne pouvons que refuser cette abrogation.

Voilà donc le gouvernement privé (pour le moment au moins) du fort symbole qu'il devait ou croyait devoir rapidement à ses électeurs autant qu'à M. Hersant : rayer d'un trait de plume la loi dite Filloud d'octobre 1984. Ne serait-ce qu'à ce titre, l'avertissement du Conseil constitutionnel n'est donc pas sans frais, même si le reste peut être tôt ou tard arrangé.

On ne badine pas avec le Conseil

La cruauté de la leçon vient encore d'un autre point. L'Assemblée nationale — c'est vrai, même si cela n'a rien à voir avec l'épouvantail réglementaire agité du « gouvernement des juges » — ne peut badiner avec le Conseil constitutionnel. Passe encore qu'elle tente sa chance lorsqu'il s'agit d'innover. Mais quand le terrain est précisément balisé, comme il l'avait été dans ce cas, y a-t-il deux possibilités : soit le plus grand bonheur de l'opposition d'ailleurs, la probabilité de tromper le gardien inventif du Temple institutionnel que s'efforce d'être le Conseil constitutionnel est des plus minces.

Ne pas l'avoir mesuré fut une faute politique, commise sur les bords de M. Léotard et de son équipe comme sur ceux de la majorité (seul apparemment, un député bariste, M. François d'Aubert, avait aperçu le problème). Pour le reste, les débats de l'Assemblée, et notamment l'argumentation développée par le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, laissent largement prévoir ce qui est arrivé.

On en est là aujourd'hui. C'est-à-dire au milieu d'une extrême confusion. Pour la transparence financière, voyez la loi à promouvoir, pour le respect du pluralisme, voyez la loi d'octobre 1984... et la commission Coillaut, maintenue par cet encheînement des circonstances. Pour la mythique référence à de grands idéaux inaccessibles bafoués ou pour tenter de sanctionner leur violation, reportez-vous à l'ordonnance d'août 1944.

Le drame est que ce trop-plein est à la fois trop peu. Trop peu pour envisager enfin avec sérénité et réalisme, mais aussi avec exigence, l'avenir incertain de la presse écrite. Trop peu pour aborder avec sérieux l'indéfectible perspective de puissants groupes multimédias sans oublier les impératifs du pluralisme.

Trop peu surtout pour renouveler les termes équivoques, embrouillés et souvent fâcheux, d'un vieux mariage à la française qui n'en finit pas de mal tourner : celui de la presse, de l'argent et de la politique.

MICHEL KAJMAN.

(1) Ce journal n'a toutefois publié ou rapporté le 30 juillet aucun commentaire de la décision du Conseil constitutionnel.

Le Conseil constitutionnel observe tout d'abord que de manière générale, « il est à tout moment loisible au législateur, statuant dans le domaine qui lui est réservé par l'article 34 de la Constitution, de modifier des textes antérieurs ou d'abroger ceux-ci en leur substituant, le cas échéant, d'autres dispositions ; qu'il ne lui est pas moins loisible d'adopter, pour la réalisation ou la conciliation d'objectifs de nature constitutionnelle, des modalités nouvelles dont il lui appartient d'apprécier l'opportunité et qui peuvent comporter la modification ou la suppression de disposition qu'il estime excessives ou inutiles ; que, cependant, l'exercice de ce pouvoir ne saurait aboutir à priver de garanties légales des exigences de caractère constitutionnel ».

A propos du champ d'application (les « entreprises éditoriales ») défini par l'article 2 de la loi, le Conseil fait remarquer : « La détermination du champ d'application d'une loi est, dans le respect de la Constitution, librement opérée par le législateur lui-même. C'est pourquoi le Conseil constitutionnel déclare que l'article 2 de la loi n'est pas en lui-même contraire à la Constitution, malgré ce que soutenaient dans leur recours les sénateurs socialistes.

Sur les diverses dispositions de la loi concernant la transparence financière, le Conseil rappelle que, « loin de s'opposer à la liberté de la presse ou de la limiter, la mise en œuvre de l'objectif de transparence financière tend à renforcer cet exercice effectif de cette liberté en mettant les lecteurs à même d'exercer leur choix de façon véritablement libre et éclairée à l'égard de la presse écrite ».

« Considérant, cependant, pour le Conseil constitutionnel, qu'il était loisible au législateur, comme il a été dit plus haut, d'adopter, des modalités de réalisation de l'objectif de transparence financière différentes de celles figurant dans les textes antérieurs abrogés par ladite loi ; qu'ainsi, le fait que les dispositions nouvelles soient moins rigoureuses que les dispositions précédentes en vigueur ne saurait pas lui-même être constitutif d'un grief d'inconstitutionnalité ».

Aussi le Conseil estime-t-il que « si les dispositions combinées des articles 3, 4, 5 et 6 de la loi ne permettent pas dans tous les cas au public ou aux catégories de personnes intéressées de connaître de façon immédiate l'identité de toutes les personnes susceptibles d'exercer un contrôle sur une publication de presse déterminée, leur application

Rejet d'une requête présentée contre un sénateur

Au cours de sa séance du mardi 29 juillet, le Conseil constitutionnel a également rejeté une requête qui lui demandait d'annuler le remplacement au Sénat d'Edgar Tailhades, décédé en juin dernier, par M. Georges Benoit (PS). Cette requête se fondait sur le fait qu'après avoir été le suppléant d'Edgar Tailhades, réélu sénateur en 1980, M. Benoit avait été élu député du Gard en 1981. Il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat le 16 mars dernier, et quand son entrée au Sénat avait été proclamée, en juin, une controverse avait éclaté sur le point de savoir si cette proclamation était conforme ou non au code électoral, dont l'article LO 138 dispose que « toute personne ayant la qualité de remplaçant d'un député ou d'un sénateur perd cette qualité si elle est élue député ». (Le Monde daté 6-7 juillet).

Le Conseil constitutionnel a rejeté la demande après s'être jugé incompétent dans la mesure où « il résulte des dispositions de l'article 59 de la Constitution et des articles 32, 33, 35 et 39 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel qu'une demande qui ne tend pas à l'annulation de l'élection d'un parlementaire ne constitue pas une contestation sur la régularité de l'élection des députés ou des sénateurs, susceptible d'être portée devant le Conseil constitutionnel ».

est cependant propre à fournir des renseignements essentiels, sans dissimuler le fait que les personnes morales détenant des actions ou des parts de l'entreprise éditrice et y exerçant une influence peuvent elles-mêmes dépendre de personnes physiques ou de groupements extérieurs à l'entreprise éditrice ; qu'ainsi, l'appréciation portée par le législateur sur les modalités de réalisation de l'objectif de transparence n'est pas entachée d'une erreur manifeste ».

La liberté des lecteurs

Lorsqu'il en vient au pluralisme (article 11), le conseil constitutionnel rappelle d'abord, dans les termes mêmes qu'il avait utilisés dans sa décision des 10 et 11 octobre 1984, rendus à propos de la précédente loi sur la presse : « Le pluralisme des quotidiens d'information politique et générale est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle ; (...) on

Les dispositions annulées

● Article 11 : « Est interdite, à peine de nullité, l'acquisition d'une publication quotidienne d'information politique et générale ou de la majorité du capital social ou des droits de vote d'une entreprise éditant une publication de cette nature, lorsque cette acquisition aurait pour effet de permettre à l'acquéreur de détenir plus de 30 % de la diffusion totale sur l'ensemble du territoire national des quotidiens d'information politique et générale, appréciée sur les douze derniers mois connus précédant la date d'acquisition. »

● Article 12, 5° : Application à ceux qui auraient « enfreint l'article 11 » de peines d'amende et/ou de prison.

● Article 21 : « L'ordonnance du 26 août 1944 précitée est abrogée. La loi n° 84-837 du 23 octobre 1984 précitée est abrogée. »

effet, la libre communication des pensées et des opinions, garantie par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, ne serait pas effective si le public auquel s'adressent ces quotidiens n'était pas à même de disposer d'un nombre suffisant de publications de tendances et de caractères différents ; (...) l'objectif à réaliser est que les lecteurs qui sont au nombre des destinataires essentiels de la liberté proclamée par l'article 11 de la Déclaration de 1789 soient à même d'exercer leur libre choix sans que ni les intérêts privés ni les pouvoirs publics puissent y substituer leurs propres décisions, ni qu'on puisse en faire les objets d'un marché ».

Le Conseil constitutionnel observe ensuite que « les dispositions de l'article 11 de la loi ne prohibent le dépassement du seuil de 30 %, et a fortiori l'acquisition d'une prise qui existe par une entreprise de presse, que la diffusion de cette nature dont la diffusion excède d'ores et déjà ce seuil, que pour autant que le dépassement profiterait à l'acquéreur lui-même ; que le texte ne prévoit pas que cette prohibition s'applique à une personne morale ou physique juridiquement distincte de l'acquéreur, quand bien même ce dernier serait sous son autorité ou sa dépendance ; qu'au surplus une telle interprétation découle du rapprochement des termes de l'article 11 précité avec ceux de l'article 7 de la loi qui, pour limiter l'influence des capitaux étrangers, prend en considéra-

tion le fait que les personnes morales détenant des actions ou des parts de l'entreprise éditrice et y exerçant une influence peuvent elles-mêmes dépendre de personnes physiques ou de groupements extérieurs à l'entreprise éditrice ; qu'ainsi, l'appréciation portée par le législateur sur les modalités de réalisation de l'objectif de transparence n'est pas entachée d'une erreur manifeste ».

● Election législative partielle en Haute-Corse — Les électeurs du département de la Haute-Corse seront appelés à voter le dimanche 24 août pour élire leurs deux députés. Ce décret de convocation, publié au Journal officiel du 23 juillet, fait suite à la décision du Conseil constitutionnel, en date du 8 juillet, d'annuler l'élection de MM. Pierre Pasquini (RPR) et Emile Zuccarelli (MRG), le 18 mars dernier, à l'Assemblée nationale. L'annulation de ce scrutin a été provoquée par les irrégularités constatées dans les votes par procuration dans deux bureaux de vote de Bastia.

La décision

tion, ce que ne fait pas l'article 11, l'effet qui peut s'attacher — directement ou indirectement — à certaines acquisitions ; qu'enfin, cette interprétation est corroborée par les travaux préparatoires ».

Il s'ensuit que « les dispositions de l'article 11 ne font pas obstacle à ce que, sans même enfreindre l'interdiction de pré-nom formée par l'article 3 de la loi ni aucune autre prescription législative ou réglementaire, une personne physique ou un groupement puisse, par des procédures parfaitement licites au regard du droit des sociétés, se rendre de nombreux quotidiens existants, sans que le seul de diffusion fixé par l'article 11 lui soit opposable ».

C'est pourquoi le Conseil constitutionnel considère qu'« en l'état de leur rédaction, les dispositions de l'article 11, loin d'aménager, comme pouvait le faire le législateur, les modalités de protection du pluralisme de la presse et, plus généralement, des moyens de communication dont la presse est une composante, ne permettent pas de lui assurer un caractère effectif ;

qu'elles ont même pour effet, par leur combinaison avec l'abrogation de la législation antérieure, de priver de protection légale un principe de valeur constitutionnelle ».

Pour ses raisons, le Conseil déclare l'article 11 de la loi non conforme à la Constitution et constate que « la déclaration de non-conformité de cet article entraîne nécessairement celle du 5° de l'article 12 qui a pour objet de sanctionner pénalement l'interdiction qu'il édicte ».

L'article 21 de la loi abrogeait l'ordonnance du 26 août 1944 et la loi du 23 octobre 1984. Reprenant, mutatis mutandis, en considérant qu'il avait déjà été utilisé en 1984 « il n'appartient pas au Conseil constitutionnel de déterminer dans quelle mesure le législateur aurait entendu prononcer de telles abrogations au vu de la déclaration de non-conformité à la Constitution de l'article 11 de la loi présentée examinée ». Le Conseil déclare l'article 21 inséparable des dispositions déclarées non conformes à la Constitution et l'annule aussi.

Pour une réglementation multimédia

L'ombre de M. Robert Hersant ne porte pas bonheur aux gouvernements de la République. Pour s'être intéressé de trop près au patron du *Figaro*, des des intentions diamétralement opposées, la gauche comme la droite viennent à quelques mois de distance de s'y casser les dents.

En 1984, la loi de M. Georges Filloud voulait démanteler l'empire de la Socpresse en ramenant son contrôle de la presse d'information générale à 15 % de la diffusion nationale. En 1986, le texte concocté par M. Charles Pasqua (alors sénateur) et M. Jean Cluzel — revu par M. Péricard — tentait de mettre l'entreprise de M. Hersant définitivement à l'abri de tous en fixant la barre de la concentration à 30 % tout en autorisant son contournement par la multiplication des sociétés-écrans.

Le Conseil constitutionnel s'est opposé à ces deux tentatives, l'une parce qu'elle voulait corriger le passé, l'autre parce qu'elle hypothéquait l'avenir. A travers un véritable maquis législatif, subsistant donc aujourd'hui, seul socle solide, les vieilles ordonnances de 1944 qui n'ont jamais empêché M. Hersant de contrôler environ 29 % du marché de la presse nationale et régionale. Pour s'être focalisé sur le cas d'un seul homme, les gouvernements successifs n'ont donc pas réussi à doter la presse d'une loi efficace sur le pluralisme et la concentration.

Ce double échec législatif est pourtant loin de satisfaire le patron du *Figaro*. M. Hersant, qui se proclame volontiers « un homme de loi », se voit maintenant cerné par trois textes législatifs. En vertu des ordonnances de 1944, le juge Claude Grellier peut en effet clore l'information ouverte en 1977 contre dix-huit responsables de la Socpresse par les syndicats de journalistes. M. Hersant

pourrait théoriquement être déféré devant le tribunal correctionnel d'autant que la Cour de cassation a rejeté le 26 juin son ultime tentative pour mettre en avant son immunité parlementaire.

Au titre de la loi de 1984, le tribunal de commerce de Paris peut aussi rendre son jugement sur le rachat du *Progrès de Lyon*, jugement qu'il avait suspendu dans l'attente d'une nouvelle loi. Sans oublier l'affaire de l'Union de Reims qui peut, dans la situation présente, susciter de nouvelles initiatives juridiques.

Le gouvernement ne va certainement pas laisser M. Hersant s'enliser dans ce cauchemar judiciaire. Il peut, à l'aide de sa majorité parlementaire, tailler au patron du *Figaro* un nouveau costume législatif sur mesure ou refaire le précédent. Mais il peut aussi écouter les quelques voix qui s'élèvent, à droite comme à gauche, pour réclamer non plus une législation sur la Socpresse mais une véritable loi sur la concentration multimédia.

A l'heure où l'on ouvre aux entreprises de presse la possibilité d'investir dans la radio, la télévision, le câble et la télévision privée, la concentration aux seuls supports de presse écrite n'a plus aucun sens. C'est ce que le Conseil constitutionnel a voulu suggérer en définissant, au détour d'une de ces considérations, le pluralisme de la presse comme une simple « composante » de celui des « moyens de communication ». Si le gouvernement suit cette voie, la réponse aux angoisses de M. Hersant sera donnée la semaine prochaine à l'Assemblée nationale lors du débat sur la loi relative à la liberté de communication.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les réactions politiques

● M. Jean-Jack Queyranne porte-parole du Parti socialiste et orateur principal de son groupe lors de la discussion à l'Assemblée nationale de la loi sur la presse, a affirmé, mardi 29 juillet, que la décision du Conseil constitutionnel constituait un « échec » pour M. François Léotard. « Le gouvernement et la majorité se sont gravement fourvoyés en matière de liberté de communication », a ajouté M. Queyranne, pour qui il est clair que « le gouvernement Chirac a accepté de défendre une proposition sénatoriale qui n'était qu'une loi de circonstance taillée sur mesure pour un homme qui tient la majorité sous influence ».

● Pour M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, la décision du Conseil constitutionnel est « un paradoxe » : « Le Conseil constitutionnel veut plus de pluralisme, or il annule la disposition —

certain minimum — qui protégeait celui-ci, et il rend à nouveau applicable la loi Filloud qui comporte des dispositions antinomiques avec le pluralisme ».

● M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, note, de son côté, que le Conseil constitutionnel « vient de rappeler les exigences d'un pluralisme auquel nous sommes très attachés (...). Mais en prenant pour référence la loi de 1984, il paraît oublier que le dispositif adopté à l'époque s'est avéré largement inapplicable. Il semble privilégier une vision théorique du pluralisme, alors que pour nous il s'agit avant tout d'en assurer concrètement le respect dans les faits ».

OÙ BIEN MANGER POUR 100 F SUR TOUTES LES CÔTES DE FRANCE dans GAULT-MILLAU MAGAZINE d'août en vente chez tous les marchands de journaux.

Politique

Au Sénat

Tous les projets de M. Chalandon adoptés au pas de charge

Le gouvernement fait avancer les sénateurs au pas de charge. En une seule journée, le mardi 29 juillet, la Haute Assemblée a adopté les trois derniers projets de loi sur la sécurité — lutte contre le terrorisme, application des peines, contrôles et vérifications d'identité — présentés par M. Alain Chalandon, garde des sceaux (le Monde des

27 et 28 juillet). Le premier de ces trois textes a fait l'objet d'un amendement flou sur l'indemnisation des victimes du terrorisme. Les groupes socialiste et communiste se sont prononcés contre ces textes, adoptés à main levée, dont l'examen prendra fin après les interventions des commissions mixtes paritaires.

D'autre part, la commission des finances du Sénat a adopté le principe du dépôt d'une question préalable par la majorité sur le texte relatif aux privatisations, adopté par les députés, sans discussion, grâce à l'utilisation de l'article 49-3. Ainsi ce texte devait être rejeté automatiquement, pour accélérer la procédure, le mercredi 30 juillet.

Sûr de son fait, M. Etienne Dailly (Gauche démocratique, Seine-et-Marne) avait assuré au ministre de la justice, en aparté à la fin de la semaine dernière, que tout serait « bouclé » mardi. A deux heures près, le président Dailly a tenu son engagement puisque le quatrième et dernier texte Chalandon a été adopté mercredi... à 2 heures du matin. Cette rapidité tranche avec la lenteur qui a frappé le projet Létard sur l'audiovisuel. Le garde des sceaux s'est félicité, à l'issue des débats, qu'ils se soient « déroulés dans la sérénité et la compétence », mais à plusieurs reprises dans la journée, M. Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) avait dénoncé les « conditions de travail » qui sont imposées aux sénateurs par le gouvernement.

La Haute Assemblée a donc adopté, en premier lieu, le projet relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sécurité de l'Etat. Le Sénat a retenu quelques amendements présentés par M. Paul Masson (RPR, Loiret), rapporteur du projet au nom de la commission des lois, dont l'un tend à faire disparaître toute discrimination entre Français et étrangers dans la possible dissolution de groupes terroristes. Cela a valu, avant l'adoption, cette phrase de M. Dreyfus-Schmidt : « Pour quel ne pas mettre tous les terroristes, passez-moi l'expression, dans le même sac ? »

Ce projet a surtout été l'occasion de deux intéressants débats successifs sur les responsabilités de la presse face au terrorisme et sur les modalités de financement de l'indemnisation des victimes de ce terrorisme. Si M. Raymond Bourgeois (app. RPR, Paris) a affirmé que « la presse ne peut et ne doit pas mener d'enquête judiciaire », M. Dreyfus-Schmidt a répondu « en matière de terrorisme, en faisant référence à la « bavure » de la rue de Mogador au cours de laquelle le CRS Gilles Burgos « n'a pas bénéficié de la présomption d'innocence ». M. Dreyfus-Schmidt lui a demandé si « l'enquête parallèle menée par la presse est plus inacceptable que celle menée par M. Pontalowski ». Alors que M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a fait remarquer que « les enquêtes parallèles peuvent parfois servir ». Si pour ces deux orateurs les dispositions portant sur l'interdiction de l'apologie du crime terroriste fragilisent la liberté d'information et d'expression des journalistes, M. Masson estime, pour sa part, que « les journalistes doivent avoir une pleine conscience des implications sociologiques, politiques, philosophiques de leurs informations sur les actes de terrorisme ».

L'indemnisation des victimes a, d'autre part, donné lieu à une négociation, en direct dans l'hémicycle, entre le rapporteur et le président de la commission des lois d'un côté, le ministre de la justice de l'autre. Si les deux parties sont évidemment d'accord sur le principe, il n'en est pas de même sur les modalités. En première lecture, les députés avaient voté une extension de la couverture des risques par le biais de l'assurance, comme le souhaite le garde des sceaux, alors que les sénateurs sont favorables à une indemnisation par l'Etat. Mal parti, le marchandage sur les concessions entre

M. Chalandon et M. Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission, s'est finalement achevé sur un compromis qui devra être éclairci en commission mixte paritaire.

Pas de défiance à l'égard des juges

Dans l'état actuel des choses, la réparation des dommages corporels sera assurée par l'intermédiaire d'un fonds de garantie, « doté de la personnalité civile, alimenté dans les conditions définies par la loi de finances ». Cela signifie en clair que le projet de budget renverrait aux assurances — volontaires ou obligatoires — la couverture des dommages du terrorisme.

Sur le projet relatif à l'application des peines, le Sénat a repoussé la question préalable présentée par M. Lederman, à qui M. Chalandon a fait remarquer que son texte n'était « pas de défiance à l'égard des juges d'application des peines ».

La majorité veut apporter quelques retouches au projet sur les privatisations

La majorité envisage d'apporter quelques retouches au projet de loi sur les privatisations qui devait être examiné par le Sénat ce mercredi 30 juillet, avant les ultimes échanges entre le gouvernement et les parlementaires en commission mixte paritaire, jeudi. Le président du groupe RPR, M. Pierre Messmer, a estimé mardi, pour sa part, que le texte gouvernemental pourrait être amendé sur deux points. L'ancien premier ministre souhaite, comme il l'a déjà dit dans son intervention de la veille à la tribune, que le gouvernement manifeste son souci de la « participation en offrant des « conditions préférentielles » aux salariés qui souhaiteraient acheter des actions quand leur entreprise sera privatisée. M. Messmer demande au gouvernement de revenir aux dispositions initiales du projet de loi relatives de celui-ci pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Le président du groupe RPR estime, en outre, qu'il serait souhaitable de porter à 20 % (au lieu de 15 % en l'état actuel du texte) — afin d'aligner le projet « sur le droit commun » — le seuil retenu pour les participations étrangères au capital des entreprises à dénationaliser.

Dans un entretien publié mercredi par le *Quotidien de Paris*, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Michel d'Ornano, député UDF du Calvados, rejoint sur ce dernier point l'avis de M. Messmer : « Nous ne devons pas, aggraver la réglementation française qui est déjà trop protectionniste. Nous devons respecter la réglementation européenne », dit-il, rappelant que le traité de Rome prévoit des exceptions dans les secteurs stratégiques tels que la défense nationale, l'ordre public ou la santé. Le président de la commission des finances estime, lui aussi, que le gouvernement fait preuve de « timidité » dans le domaine de l'actionnariat populaire. Il se déclare, en revanche, hostile aux golden shares, ces actions qui

permettent à l'Etat de « conserver un droit de regard et de veto à l'intérieur des entreprises privatisées ».

Les députés socialistes ont décidé, quant à eux, de ne pas en référer à nouveau au Conseil constitutionnel. « Nous avons eu un débat au sein du groupe sur ce sujet, a indiqué mardi leur porte-parole, M. Jean Anciant, député de l'Oise, et nous avons finalement été unanimes à juger que le Conseil constitutionnel s'était exprimé assez longuement, une première fois, à propos de la privatisation et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu de le saisir à nouveau. Nous ne pensons pas que nous pourrions lui demander plus. »

Un « programme minimum »

Les députés socialistes critiquent d'autre part les conditions dans lesquelles la majorité de l'Assemblée nationale prépare le débat en première lecture du projet de loi, défendu par M. François Létard, sur la liberté de la communication, déjà examiné, et très modifié, par le Sénat. Evoquant les premières discussions qu'il eut lieu au sein de la commission des affaires culturelles, que préside M. Jacques Barrot, député UDF-CDS de la Haute-Loire, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a notamment déclaré mardi : « J'ai l'impression que la majorité veut offrir à M. Létard une convalescence, le ménager après ses épreuves sénatoriales. Les choix qu'elle a faits dans l'organisation du débat se traduiront par le programme minimum : un texte généraliste puis recours à l'article 49-3. Ce sera un débat « pépère » pour le ministre de la culture et de la communication et la majorité. Le rapporteur RPR, M. Michel Périgaud semble le regretter car il avait souhaité un débat convenable mais les amendements qu'il présente sont purement techniques. Lui aussi a pris un pro-

« La télé est à nous » réclame une « consultation populaire »

Pas de trêve pour les opposants à la privatisation de TF1 — même pendant les vacances ! L'association « La télé est à nous » (1) a choisi la date symbolique du 29 juillet (jour du cent cinquantième anniversaire de la loi garantissant la liberté de la presse, qui est aussi celui où le projet de loi de M. Létard sur la communication arrive au Sénat) pour organiser une « consultation populaire » sur la privatisation de la première chaîne.

C'est devant la statue de la Liberté (celle de Paris, pas de New York !) située juste en face de la Maison de la radio que le bureau national de « La télé est à nous » a organisé une « ronde de la liberté », mardi matin. Une grande banderole — « La liberté n'est pas à vendre ! » — et une effigie de la fameuse statue, des slogans — « Télé-business, bonjour tristesse ! », « Faut-il nous vendre ou nous défendre ? », — et un communiqué qui « appelle les télé-spectateurs soucieux de maintenir une télévision indépendante et de qualité à se mobiliser pour réclamer une consultation populaire ».

Peu de monde, cependant... « Evidemment, la période des vacances n'est guère propice à une manifestation », expliquent les organisateurs. Nous voulions simplement prendre date, car cette histoire ne fait que commencer... Quelques fidèles se sont quand même dérangés (Jean Le Garrec, ancien ministre, l'amiral Sanguinetti, au nom de la Ligue des droits de l'homme, Maurice Séveno), d'autres ont envoyé des messages de soutien (Jack Lang, Yvette Roudy), Michel Piccoli, Frédéric Pottecher) et « Faut-il nous vendre ou nous défendre ? », — et un communiqué qui « appelle les télé-spectateurs soucieux de maintenir une télévision indépendante et de qualité à se mobiliser pour réclamer une consultation populaire ».

« Une privatisation de TF1 à la sauve, en plein été, sans consultation populaire préalable déconsidérerait pour longtemps ses auteurs aux yeux de tous les démocrates du pays », estime le comité national de « La télé est à nous ».

A. W.

(1) « La télé est à nous » (Olivier Devail), 62, boulevard Garibaldi, 75015 Paris. Tél. : 45-67-41-57.

Communication

Le gouvernement confirme le programme de télévision directe par satellite

A la suite du comité interministériel qui s'est tenu le 29 juillet en présence de M. Jacques Chirac et des sept ministres concernés, le gouvernement a décidé de confirmer sans réserves le programme de télévision directe par satellite.

Soulignant que cette décision était le résultat d'une « volonté politique forte », M. Denis Beaudouin, porte-parole, a déclaré : « Le gouvernement croit à la diffusion directe par satellite et a toute confiance en la technologie mise en marche. L'Etat a rempli son devoir en finançant TDF 1. »

Outre le lancement du premier satellite, qui sera pleinement opérationnel, le gouvernement a décidé de poursuivre le programme avec TDF 2, dont la construction était contestée par l'administration des P.T.T. M. Claude Contamine, président de Télédiffusion de France, est chargé d'organiser un tour de table financier pour monter une société de commercialisation. Il devra rendre compte de sa mission courant septembre.

Le premier ministre semble avoir mis tout son poids dans cet arbitrage face à des ministres libéraux (M. Longuet aux P.T.T., M. Létard à la culture et à la communication) qui avaient publiquement exposé leurs réserves. Trois facteurs essentiels ont emporté la décision de M. Chirac. L'enjeu industriel tout d'abord : les industriels de l'électronique ont réussi à démontrer que le lancement de TDF 1 était indissociable de la bataille menée par la technologie européenne contre l'offensive de la haute définition japonaise. Les Japonais ont en effet lancé leur satellite de télévision directe en février dernier, et la NHK a commencé ses émissions expérimentales depuis le 12 juillet.

Deuxième argument : les relations franco-allemandes. Nos voisins d'outre-Rhin, partenaires depuis 1979 dans le projet de satellite, viennent de confirmer le lancement de leur propre engin, TV Sat. En abandonnant TDF 1, M. Chirac aurait pris le risque d'une rupture difficilement justifiable de la coopération entre les deux pays.

Enfin, les conseillers audiovisuels de Matignon restent de chauds partisans d'une politique audiovisuelle européenne associant la RFA et le Luxembourg. TDF 1, qui arrose la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest, en reste l'instrument privilégié.

En donnant son soutien sans réserve au programme de télévision

directe par satellite, le gouvernement a voulu crédibiliser un pari industriel fort malmené par les critiques et les tergiversations politiques de ces dernières années. Mais il renvoie maintenant la balle dans le camp des industriels, notamment sur le plan financier. Si l'Etat « a fait son devoir » en payant TDF 1, le satellite de secours TDF 2, essentiel à la pérennité du projet, devra trouver un financement privé.

Le gouvernement espère que les industriels de l'électronique et du spatial contribueront à la réalisation de TDF 2 à hauteur de 15 % à 20 %. Le reste serait recueilli auprès des opérateurs de chaînes de télévision qui loueraient un canal à un prix « raisonnable » : entre 100 millions et 120 millions de francs par an au lieu des 55 millions de francs consentis par le précédent gouvernement. M. Contamine a pour mission de constituer le tour de table d'ici trois mois. Un relais bancaire pourrait assurer le portage financier jusqu'à un moment où la commission nationale de la communication et des libertés donnera le feu vert aux opérateurs qu'elle aura choisis.

L'heure est maintenant aux négociations. Les industriels ont toujours été réticents à l'idée d'investir dans l'exploitation du satellite mais ils peuvent difficilement reculer après s'être autant mobilisés pour défendre le projet. Du côté des candidats aux chaînes, la situation n'est guère plus claire. MM. Sylvio Berlusconi, Jérôme Seydoux et Robert Maxwell, qui avaient traité avec le gouvernement, vont voir leurs autorisations annulées. Seront-ils à nouveau candidats, au prix fort cette fois ? M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), reste candidat pour deux canaux. Mais sa position stratégique n'a pas varié : il veut bien payer un prix de location « raisonnable », aider la promotion des antennes de réception, mais il refuse de « payer un prix politique » en finançant directement le satellite. De plus, M. Rigaud considère toujours que l'exploitation d'une chaîne francophone sur le satellite est indissociable de la reprise par la CLT de la « 5 ».

Le gouvernement, lui, reste confiant. A Matignon, on estime aujourd'hui que « le guichet est ouvert » et que les candidats seront nombreux. On fait même état de propositions parmi les candidats au rachat de TF1.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Un trou de 720 millions de francs dans la redevance

Radio France et FR3 s'inquiètent

Les sociétés publiques de l'audiovisuel auront sans doute du mal à boucler leur budget : le service de la redevance vient en effet de prélever un trou de 720,3 millions de francs par rapport aux recettes escomptées en début d'année. Sur les 8,434 milliards de francs attendus, 7,714 milliards seulement devraient rentrer dans les caisses. Les Français semblent de plus en plus réticents à payer la redevance. Au premier rang des entreprises concernées par ce manque à gagner, dont le ministère de la culture et de la communication a été informé le 7 juillet dernier : FR3 et Radio France.

L'ouverture de FR3 à la publicité régionale s'est soldée par un échec. 79 % du budget de la troisième chaîne dépend toujours de la redevance, au moment où le PDG, M. Janine Langlois-Glandier, a bien l'intention de redorer le blason de la station. Pour augmenter ses programmes de cinq heures quotidiennes, afin d'essayer de redresser le financement complémentaire de 120 millions de francs pour 1987 (le Monde du 22 juillet). L'estimation à la baisse des recettes en provenance de la redevance va inciter M. Langlois-Glandier à diversifier ses sources de financement.

Radio France a également des raisons d'être inquiète. Son conseil d'administration, réuni le mardi 29 juillet, a constaté pour 1986 un écart de plus de 103 millions de francs entre le montant des encaissements évalué par le service de la redevance et celui que la station avait initialement prévu. Qui financer la différence ? Radio France devra-t-elle sacrifier certaines de ses activités, comme les radios décentralisées ? Le projet de loi de M. François Létard ne mentionne

pas la politique de décentralisation de Radio France, mais il laisse à son président le soin de décider de son opportunité. Un choix sans alternative très sérieuse si quelque 100 millions manquent déjà au budget 1986.

Le gouvernement a pourtant l'intention de diminuer la redevance, en compensant cette baisse par un déplaçonnement des ressources publicitaires des sociétés publiques, voire par une hausse des tarifs de diffusion des spots (le Monde du 25 juillet).

Nous sans rencontrer certaines résistances, jusque dans sa propre majorité parlementaire. M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, devait, ce mercredi, proposer une série d'amendements à la commission des finances. Parmi eux, un article visant à plafonner les ressources publicitaires d'Antenne 2 et de FR 3, sur la base de celles de 1986 et pour cinq ans. M. d'Aubert estime également que Radio France doit vivre exclusivement de la redevance. Il souligne que la publicité collective, la seule à y être actuellement autorisée, risque de « glisser vers la publicité variant des marques ». Les ressources de la société publique en provenance de ce secteur représenteraient pourtant près de 44,5 millions de francs, soit environ le budget de cinq radios décentralisées.

Le député bariste entend, par ailleurs, déposer un amendement empêchant les groupes publicitaires d'être actionnaires de plus d'une société de télévision et de radio. Cet amendement toucherait directement l'agence Havas, qui possède 25 % du capital de Canal Plus et s'est portée candidate à la reprise de la « 5 ».

CATHERINE YOUNOU.

PROPOS ET DEBATS

M. Jospin :

vérification

M. Lionel Jospin, qui était, le lundi 28 juillet, en visite à Sommières (Gard), a estimé qu'en cas de nouvel « accroc » à la cohabitation entre M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac, il serait préférable que le président de la République « vérifie » sa propre légitimité en s'en remettant au jugement du corps électoral, autrement dit en se démettant d'une élection présidentielle anticipée. « S'il y avait un jour un problème de légitimité... je n'ai pas d'injonction à donner au président de la République », a déclaré le premier secrétaire du PS, mais quand deux pouvoirs de sensibilités politiques différentes ont reçu la même légitimité du peuple, il me semble plus logique de vérifier en premier la plus ancienne de ces légitimités. »

M. Gaudin :

pas de mauvaise humeur

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, s'est employé à minimiser, le mardi 29 juillet, les divergences entre sa formation et le gouvernement exprimées la veille, dans le débat sur la motion socialiste de censure, par le député bariste de la Mayenne, M. Michel d'Aubert. « Il s'agissait, a-t-il expliqué, de répondre, sur la privatisation, à une provocation du président de la République, et je crois que le premier ministre a approuvé les discours de M. d'Aubert. Il n'y a pas de mauvaise humeur de l'UDF à l'encontre du gouvernement. Nos remarques sont faites pour conforter le gouvernement dans le sens que nous jugeons utile. Je suis garant de la cohésion du groupe, et des votes du groupe UDF », a ajouté M. Gaudin, mais nous avons le droit de rappeler un certain nombre de choses et nous continuerons à le faire. »

M. Messmer :

courtoisie

Le président du groupe RPR, M. Pierre Messmer, s'est refusé à toute polémique avec l'UDF, le mardi 29 juillet, à propos des critiques adressées la veille au gouvernement par M. Michel d'Aubert, député UDF de la Mayenne. « J'ai constaté que l'intervention de M. d'Aubert était à 95 % favorable aux thèses du gouvernement, a déclaré le ministre, et j'ai souligné l'ancien premier ministre. Quant aux 5 % restants, ils représentaient des critiques tout à fait modérées. N'aguère il m'est arrivé, à moi aussi, d'émettre certaines critiques, quand M. Barre était premier ministre, a rappelé M. Messmer. L'intervention de M. d'Aubert n'est pas sortie de la courtoisie parlementaire et elle doit simplement destinée à stériliser le gouvernement. »

هذه أمنا لأصل

Le Monde
PUBLICITE
LITTERAIRE

هنا اصل

Communication

Le gouvernement
le programme de
par

Société

Le Monde • Jeudi 31 juillet 1986 • 7

Polémique sur la sécurité

Les socialistes contestent les chiffres de M. Chirac sur le renforcement de la police à Paris

Le maire de Paris avait annoncé mille cinq cents hommes supplémentaires d'ici à la fin de l'année. Selon un député socialiste, c'est moins de la moitié qu'on peut espérer.

Le renforcement de la police parisienne annoncé le 4 juillet dernier par M. Jacques Chirac aux conseillers de Paris ne serait-il qu'un leurre ? Lors de la séance, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, avait déjà émis quelques doutes. Mais c'est aujourd'hui une véritable polémique qui s'engage. M. Philippe Marchand, député PS de Charente-Maritime et ancien rapporteur du budget du ministère de l'Intérieur à l'Assemblée nationale, conteste formellement les chiffres donnés par le premier ministre.

Celui-ci avait indiqué (le Monde du 9 juillet) que le renforcement de la présence policière serait obtenu de trois manières : en faisant faire des heures supplémentaires aux gardiens de la paix actuellement en poste ; en augmentant les effectifs et en faisant appel à des volontaires du contingent. Au total, un effectif supplémentaire de mille cinq cents hommes d'ici à la fin de l'année, soit une augmentation de 10 %.

Selon M. Marchand et d'autres observateurs, cette augmentation n'atteindra pas la moitié de ce chiffre et ne dépassera pas quelques centaines d'hommes. Un simple calcul arithmétique montre, en effet, que les soixante-six heures supplémentaires que les syndicats ont accepté d'ajouter à leurs horaires annuels, au prix d'une rallonge de 98 millions de francs, représentent l'équivalent de cinq cent quatre-vingt gardiens, et non de mille deux cents comme annoncé. En outre, la mesure restera théorique tant que les tableaux de service n'auront pas été complètement modifiés. D'ici là, il est probable que les policiers déduiront simplement ces soixante-six heures des heures de récupération qu'ils accumulent au fil des mois parce qu'on leur demande fréquemment de prolonger leur service. Sur le terrain, on ne verra pas la différence.

Il est vrai que le problème des gardiens de la paix est un véritable casse-tête à Paris. Pour assurer de multiples tâches qui vont du ramassage des victimes d'accidents au gardiennage des résidences de ministres en passant par l'élimination des bouchons automobiles, l'encadrement des manifestations et la surveillance du métro, la capitale est obligée d'entretenir un corps urbain particulièrement étendu. Alors que Paris n'abrite que 4 % de la population française, elle concentre près de 20 % des effectifs de la police nationale.

Une surveillance épidémique

Or, quand elle recrute, la police trouve assez peu de candidats dans la population parisienne. La préfecture est donc obligée de puiser en province, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais et le Midi, où elle dégage 75 % de ses effectifs d'hommes en tenue. Quasi-impossibilité de se loger dans Paris intra muros, risques exceptionnels (la délinquance atteint des taux très élevés à Paris) : les syndicats ont argué de ces caractéristiques pour obtenir que les policiers en « poste difficile » dans la capitale soient un peu mieux payés (prime de 2 150 F par an) et travaillent moins que leurs collègues de province. Depuis 1980, les « flics » parisiens accomplissent en moyenne trente-trois heures de service par semaine.

Compte tenu des tâches administratives et des secourades d'intervention qu'il faut tenir en réserve, les policiers parisiens passent moins de 30 % de leur temps dans la rue. Cela explique que, sur les 167 îlots dans lesquels il leur faudrait patrouiller, 65 seulement sont épisodiquement surveillés.

Malgré des tableaux d'effectifs théoriquement bien garnis, la population voit ses agents de ville beaucoup moins qu'autrefois. Pour toutes ces raisons, M. Chirac réclamait, depuis longtemps, 3 000 hommes de plus. La peur des gendarmes étant le commencement de la sagesse, leur seule présence devrait, selon lui, faire diminuer la délinquance. Si cet effet dissuasif est réel, certains magistrats, alors il faut augmenter corrélativement les effectifs policiers dans l'ensemble de la région parisienne. « Si la capitale bénéficie seule d'une surprotection, fait remarquer, par exemple, M. Michel Jeol, procureur à Paris, c'est la banlieue qui trinquera. On aurait simplement déplacé le problème. En outre, ce ne sont pas les hommes — et les femmes — en tenue qui découragent les coupables, mais essentiellement les 3 500 inspecteurs de la PJ en poste à Paris.

Le premier ministre a-t-il été sensible à ces arguments ? En tout cas, M. Chirac a fait inscrire dans le collectif budgétaire de 1986 des créations de poste pour 500 gardiens de la paix et 420 inspecteurs en civil. Mais toutes les villes de France vont avoir leur part de ce maigre contingent. Si MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud favorisaient Paris, leurs collègues des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis ne manqueraient pas de s'en plaindre.

Sur les 500 hommes en uniforme, la capitale ne peut guère en attendre plus de 150. Recrutés en octobre et passant huit mois à l'école de police, ils n'arriveront pas dans les commissariats avant le mois de juin 1987. Restent les 400 appels au contingent à qui l'on proposera de faire leur service sous l'uniforme bleu. On en espère 150 pour Paris d'ici à la fin de l'année. Mais, après deux mois de formation, on ne pourra guère employer ces auxiliaires qu'à des tâches très limitées. Encore faudra-t-il que les loges et les encadrements conviennent pour que d'autres volontaires soient tentés de les rejoindre ensuite.

En définitive, explique M. Philippe Marchand, la préfecture ne pourra guère, dans l'immédiat, augmenter substantiellement les effectifs qu'elle met dans la rue. La présence policière sur la voie publique dépend davantage d'une meilleure organisation des services, de la diminution des tâches administratives et de la modernisation des méthodes.

Le député socialiste rappelle que la loi sur la modernisation de la police — que la majorité actuelle

n'avait pas votée lorsqu'elle a été discutée au Parlement en 1985 — va dans ce sens. Ainsi l'annonce faite par M. Chirac de l'informatisation des commissariats parisiens résulte de ce texte. Tous les commissariats de la rive gauche seront équipés d'ici à la fin de l'année, et ceux de la rive droite en 1987.

Enfin, les socialistes estiment que la politique de la Ville en matière de logement des policiers est tout à fait insuffisante. Actuellement, les trois quarts des personnels de police et 80 % des gardiens de la paix travaillent à Paris sous obligation de se loger en banlieue proche ou lointaine. Pourquoi ? Parce que sur les 4 300 appartements dont la préfecture peut disposer, 275 seulement sont situés dans Paris intra muros. « Lorsqu'il était directeur de la police nationale, M. Robert Pandraud avait promis de lancer un ambitieux programme de construction », commente M. Marchand. « C'était en 1975. Il ne s'en est rien passé alors, même lorsqu'il était devenu directeur de cabinet du maire. »

En 1985, ce sont les ministères de l'Intérieur (M. Pierre Joxe) et celui de l'Équipement (M. Paul Quilès) qui se sont mis d'accord pour confier, à Paris, l'édification de cinq cents logements. Cet effort a été reconduit en 1986. La Ville s'est contentée de renoncer à prélever sur ces logements sociaux son contingent habituel. « Sur les mille à mille cinq cents logements du parc municipal qui sont libérés chaque année, elle pourrait en proposer deux cents aux policiers. Je constate qu'elle ne le fait pas », conclut M. Marchand. M. Chirac devrait mettre davantage de cohérence entre ses actes et ses propos.

MARC AMBROISE-RENDU.

Gilles Burgos entendu après la mort de Loïc Lefebvre

La thèse de la légitime défense semble avoir fait long feu

Accompagné de ses avocats, M^{re} René-Henri Garand et Raymond Cadot, le CRS Gilles Burgos devait être entendu ce mercredi 30 juillet pour la deuxième fois sur le fond par le juge d'instruction, M. Michel Legrand, chargé de l'enquête sur l'affaire de la rue de Mogador où, dans la nuit du 4 au 5 juillet, un jeune homme de vingt-huit ans, Loïc Lefebvre, avait été tué. Les parents de la victime qui ne se sont pas portés partie civile devraient, à leur demande, être eux aussi entendus prochainement.

Placé depuis près d'un mois sous contrôle judiciaire dans une caserne de la région parisienne, le CRS Gilles Burgos doit s'expliquer, une nouvelle fois, sur les circonstances qui l'ont conduit, dans la nuit du 4 au 5 juillet, à tuer un jeune automobiliste qui avait tenté de prendre la fuite après s'être soustrait à un contrôle d'identité. Plus même que sur les faits, le policier devra s'expliquer sur les différentes versions qu'il en a données. Gilles Burgos, dans un premier temps, affirmait avoir agi en état de légitime défense, car celui qu'il poursuivait s'était, tout d'un coup, retourné pour lui faire face, avait plongé la main dans son blouson afin d'en sortir un objet qu'il aurait pris pour une arme. Aussitôt, se sentant directement menacé, le policier avait, a-t-il expliqué, tiré à deux reprises sans évaluer l'arme à la hanche.

Entendu une nouvelle fois par l'inspection générale des services

(IGS), Gilles Burgos expliquait qu'il s'était senti en danger alors que sa victime « se montrait menaçante, en amorçant un mouvement de rotation dans sa direction ». C'est à cette version — il n'a pas vu d'arme et a seulement perçu un mouvement dont l'ampleur reste à définir — que le policier se tiendra par la suite, lors de la reconstitution in situ le 7 juillet, puis le 11, dans le cabinet du juge d'instruction. Que faut-il croire ? Et pourquoi — sur la base de quels éléments — le policier a-t-il donné une variante ? Enfin, l'une ou l'autre de ces deux versions est-elle compatible avec les éléments mis à jour depuis l'enquête ? C'est ce que le juge d'instruction devra essayer de déterminer.

Très vite, trois jours après les faits, une reconstitution d'urgence était organisée rue de Mogador et rue de la Victoire, point final de la course-poursuite. Des témoins ont été entendus, une commission rogatoire délivrée à l'IGS, des expertises ordonnées : les rapports psychiatriques, d'autopsie et de balistique rédigés (le Monde du 26 juillet). Moins d'un mois après les faits et malgré tout ce travail, a-t-on beaucoup avancé ? Ce n'est pas sûr.

Les expertises, si elles ont bien confirmé que Loïc Lefebvre avait été tué d'une balle dans le dos et blessé à une main par un deuxième projectile, n'ont pu déterminer ni l'ordre dans lequel ces balles avaient été tirées, ni à quelle distance. Quant au mouvement de rotation dont parle le policier, il est certes confirmé par le rapport balistique du professeur Cecaldi, mais son ampleur n'est pas déterminée. Elle paraît même très faible sur les photos jointes au rapport. D'où l'importance des témoins directs.

Le témoignage des prostituées

Or, si la presse n'a guère rencontré de difficultés pour en retrouver, la police a, semble-t-il, eu plus de mal. Ainsi, l'IGS a bien été obligée d'admettre qu'elle avait en partie fait chou blanc. On sait aujourd'hui que trois prostituées devaient se trouver rue de la Victoire au

moment où le policier a tiré. Elles pourraient dire dans quelles circonstances, mais malgré de nombreuses rafles et l'audition d'une dizaine d'entre elles, aucun témoignage direct n'a pu être versé au dossier. En dépit de l'organisation très précise de la prostitution dans le quartier de la Chaussée-d'Antin où chaque prostituée dispose d'un espace bien délimité, il n'a pas été possible de retrouver de témoins disposés à parler ou « exploitables ».

Les policiers ont reconnu qu'après avoir interpellé une prostituée, qui devait se trouver à quelques mètres seulement de Gilles Burgos au moment où celui-ci avait tiré, ils l'avaient relâchée par erreur, n'ayant compris que bien plus tard l'intérêt de son témoignage. Depuis, cette jeune femme aurait disparu... dans la nature.

De même, outre les versions contradictoires qu'il faudra démentir et confronter aux données connues, le juge d'instruction qui a fait saisir les bandes de transmission radio de la police devra examiner les moments qui ont immédiatement suivi le drame. On constatera ainsi avec intérêt que le premier message radio diffusé — « à chaud », à 0 h 50, annonce : « défilé de fuite poursuivi, un blessé grave. L'individu a fait mine de se tourner ». Huit minutes plus tard, à 0 h 58, lors du message suivant, les policiers en patrouille modifient l'énoncé ; l'homme n'a plus fait mine de se retourner : « Il s'est retourné ». Pourquoi cette nuance qui recouvre deux des différentes versions données ensuite par Gilles Burgos ?

Il sera enfin intéressant de connaître les explications du policier sur la distance qui le séparait de sa victime. Lors de la reconstitution, il avait affirmé avoir tiré à plusieurs mètres, ce qui ne correspond ni au récit de certains témoins, ni au relevé de l'identité judiciaire. C'est donc à un interrogatoire « serré » que doivent s'attendre Gilles Burgos et ses défenseurs, la thèse — simple — de la légitime défense, telle qu'elle avait été donnée dans un premier temps avant d'être cautionnée par la préfecture de police, ayant, semble-t-il, fait long feu.

AGATHE LOGEAERT.

La prise d'otage à la Banque Worms

Un ravisseur déterminé

Une semaine après la prise d'otage de la banque Worms, le ravisseur tente d'obtenir les dix millions de francs qu'il réclame en échange de la vie sauve pour Mme Martine Piétri, secrétaire de direction dans cet établissement du boulevard Haussmann. A plusieurs reprises, depuis le lundi 28 juillet, l'homme a transmis à la direction de la banque ses instructions concernant la remise de la rançon. Des instructions floues et incohérentes, selon M. Laurent Davenas, substitut du procureur de la République, qui traduisent probablement une volonté de « tester » les réactions policières ; mais la détermination de l'inconnu, qui menace de mettre à feu des explosifs placés à côté de Mme Piétri, ne fait guère de doute.

Au Quai des Orfèvres, les enquêteurs retiennent comme hypothèse que le ravisseur connaissait la secrétaire et son entourage. Mme Martine Piétri, âgée de trente-sept ans et divorcée d'un restaurateur, travaillait occasionnellement comme serveuse dans un restaurant de rue Damrémont à Paris (18^e). Dans cette paisible « cour des Miracles », Mme Piétri aurait rencontré son futur ravisseur. Au gré des discussions et sans le faire sciemment, elle lui aurait fourni des éléments propres à faciliter ses projets.

Les enquêteurs ont ainsi appris que le nom de Lemercier, utilisé par le ravisseur dans ses contacts avec la banque Worms, correspond à celui d'un proche de la secrétaire. Le vrai Lemercier, au nom duquel la banque possède un dossier, a d'ailleurs été mis hors de cause après avoir été entendu par les policiers. Le preneur d'otage aurait donc utilisé ce pseudonyme pour brouiller les pistes.

Au cours de la prise d'otage, le malfaiteur s'était intéressé plus particulièrement à M. Charles Spósito, directeur du département bancaire, avec qui il avait pris un rendez-vous la veille, à propos d'une demande de prêt. Or Mme Piétri est secrétaire de M. Spósito. En l'absence de ce dernier, l'inconnu s'était introduit dans le bureau d'un autre directeur de la banque, M. Christian Haas, qu'il avait attaché à un radiateur avec des menottes, avant de s'enfuir. Sa bonne connaissance des lieux lui avait alors permis d'échapper au dispositif mis en place par la police, en empruntant la sortie la moins protégée de l'établissement bancaire.

Une pétition de solidarité avec la secrétaire séquestrée circule actuellement parmi les quelque 1 600 employés du siège social de la banque Worms, dont la propre sœur de Mme Piétri. Ce texte en appelle « à la raison et au bon sens de l'initiateur de cette affaire ».

E. I.

Dans les milieux nationalistes basques Sept personnes interpellées

BAYONNE
de notre correspondant

Le parquet de Bayonne a décidé, mercredi 30 juillet, de prolonger de vingt-quatre heures la garde à vue de sept personnes interpellées, la veille au Pays basque (nos dernières éditions). En fait, quatre seulement devaient être défilés au parquet.

Cette opération a été réalisée dans le cours de l'enquête sur le hold-up commis, samedi 26 juillet, à Biarritz, contre la succursale de la Caisse d'épargne et au cours duquel trois individus, dont deux masqués, s'étaient emparés de 550 000 francs. A la suite des renseignements fournis par des témoins, la police judiciaire a dirigé ses soupçons vers les milieux nationalistes basques clandestins d'Iparretarrak, et, au moment où ceux-ci revendiquaient le mitraillage du palais de justice de Bayonne dans la nuit du 24 juillet dernier, en précisant qu'« il n'était pas dans leur intention d'attenter à la vie des CRS » en action devant le bâtiment, les enquêteurs arrêtaient plusieurs personnes tant sur la côte qu'à l'intérieur du Pays basque.

Bien que le mutisme soit de rigueur dans les services judiciaires locaux, il semble que les personnes interpellées ne comptent pas parmi les membres de l'état-major d'Iparretarrak, dont quatre font l'objet de mandats d'arrêt depuis plus de trois ans. D'autre part, un réfugié basque, M. Daubaran Ukiaga, membre présumé de l'ETA politico-militaire, organisation dissoute depuis plusieurs années, ferait partie des personnes détenues.

P. E.

DÉFENSE

L'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence

Le ministre de la défense refuse de recevoir les deux enseignants sanctionnés

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional

Dans une lettre adressée à deux enseignants du lycée militaire d'Aix-en-Provence, MM. Claude Maignan et Roland Warion, remis à la disposition du ministre de l'Éducation nationale après une campagne de dénigrement organisée contre eux par des élèves et des parents de l'établissement, le ministre de la défense, M. André Giannini, vient de leur faire connaître son refus de les recevoir en audience. Dans cette lettre signée du chef du cabinet civil de M. Giraud, il leur est précisé que la décision de mettre fin à leur détachement au lycée d'Aix-en-Provence « n'a été envisagée qu'après que toutes les tentatives pour rétablir un climat serein dans cet établissement eurent échoué ». « Cette affaire, poursuit le collaborateur de ministre, M. Pierre Mirabaud, a pris un caractère passionnel et conflictuel et l'ambiance au sein du lycée s'est dégradée à partir de janvier 1986. »

MM. Maignan et Warion avaient sollicité une audience auprès du ministre de la défense, le 7 juillet. Ils avaient été appuyés dans leur démarche par le SNALC, le SNES et la Société des agrégés, qui se sont également joints aux actions en justice engagées par les deux enseignants.

« Si la sérénité ne pouvait revenir que par notre départ, déclarent MM. Maignan et Warion, une procédure disciplinaire aurait dû être engagée contre nous avec toutes les garanties offertes par le statut de fonctionnaires. Nous réclameons vainement depuis quatre mois la communication de notre dossier. En réalité, il nous est reproché d'avoir persisté à vouloir démasquer ceux qui nous ont calomniés et d'avoir fait appel à la justice. »

G.P.

MÉDECINE

Fabriqués par l'Institut Mérieux de Lyon

Un nouveau vaccin contre le choléra a été expérimenté avec succès en Inde

Un groupe de scientifiques américains, suédois et indiens, publient dans le dernier numéro de l'hebdomadaire médical britannique The Lancet les premiers résultats encourageants d'une vaste campagne de vaccination anticholérique, menée avec un vaccin oral expérimental fabriqué par l'Institut Mérieux de Lyon (1). L'efficacité obtenue après six mois d'expérience est nettement supérieure à celle — très médiocre — des vaccins injectables actuellement commercialisés.

Le choléra, qui continue à sévir sur un mode épidémique dans plusieurs régions du monde, est une affection parfois mortelle, due à un germe bactérien : *vibrio cholerae*. La contamination de l'organisme se fait par voie orale, plus souvent à partir de l'eau de boisson. Les auteurs de l'étude internationale publiée dans The Lancet ont expérimenté un vaccin composé d'une fraction de la toxine produite par le germe (sous-unité B). Cette molécule était associée à des germes entiers tués au préalable. Ce vaccin expérimental doit être absorbé à trois reprises par la bouche. Au total, près de soixante-cinq mille personnes ont permis cette étude : des femmes et des enfants de deux à quinze ans, habitant au sud de Dacca, principale ville du Bangladesh, dans une région où le choléra est une affection endémique.

Les résultats de ce vaccin ont été comparés à ceux obtenus soit avec un placebo, soit avec un autre vaccin composé de seuls germes tués à l'exception de la sous-unité B. Avec six mois de recul, les résultats sont significatifs, une protection de 85 % ayant été obtenue dans le groupe ayant reçu le vaccin expérimental, contre un pourcentage nettement inférieur dans les deux autres groupes.

Il convient toutefois d'attendre avant de conclure de manière définitive, le recul de six mois ne permettant pas d'être tout à fait formel quant à l'efficacité. Ces résultats présentent toutefois un très net progrès par rapport au vaccin anticholérique injectable, le seul dont on dispose actuellement, et dont tout le monde s'accorde à dire qu'il est pratiquement inefficace (protection inexistante ou de très courte durée, effets secondaires, etc.). Le nouveau vaccin présente en outre les avantages d'une administration orale, ce qui permet raisonnablement d'envisager des campagnes préventives de masse.

D'autres techniques, fondées notamment sur les manipulations gé-

tiques, sont également mises en œuvre à travers le monde pour fabriquer des vaccins similaires. Elles demeurent toutefois encore à un stade préliminaire. A l'Institut Mérieux, on insiste sur le caractère « plus réaliste » de la démarche retenue par rapport à celle des équipes concurrentes. On souligne toutefois l'aspect encore expérimental du produit. On devra transformer l'actuelle présentation (il s'agit d'une suspension buvable) en des comprimés, dont le coût ne devra pas être prohibitif pour les pays en voie de développement. « Il faut ajouter, nous a expliqué le docteur Michel Cadot, responsable de la recherche clinique à l'Institut Mérieux, que nos recherches portent essentiellement sur la mise au point d'un vaccin destiné au tiers-monde et non sur celle d'un vaccin pour les voyageurs allant en pays d'endémie. »

JEAN-YVES NAU.

ESPACE

Ariane fait vrombir son moteur

Le président Reagan devrait prendre, « dans quelques jours », une décision quant à la construction d'une quatrième navette spatiale pour remplacer Challenger, a annoncé la Maison Blanche, le mardi 29 juillet. M. Reagan s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur de ce projet, mais le problème est de trouver les quelque 3 milliards de dollars nécessaires à la construction d'une nouvelle navette. Plusieurs sortes de financement sont à l'étude, notamment l'appel au secteur privé.

En Europe, les essais du nouvel allumeur et du moteur complet du troisième étage des fusées Ariane devraient commencer le 3 ou 4 août et se poursuivre jusqu'à la fin du mois d'octobre, indique-t-on à l'Agence spatiale européenne. Le système d'allumage du moteur à oxygène et hydrogène liquides, qui a été jugé responsable de l'échec du tir du lanceur européen, en mai dernier, a dû être modifié. Il reste maintenant à tester le nouveau système, ce que feront les techniciens du centre d'essais de la Société européenne de propulsion, à Vernon (Eure).

Le Monde

PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

ARTS ET SPECTACLES

AVIGNON 86

Les gens du « off » distribuent leurs tracts d'une main molle, les jeux sont faits. Les malchanceux n'ont plus d'espoir qu'en un miracle, qui d'ailleurs ne pourrait plus éponger leurs dettes. Au « off », on perd de l'argent. Dans le « in », aussi, mais les conditions ne sont pas les mêmes. Une salle de cent, cent vingt places coûte environ 1 200 francs de location pour trois heures par jour. La salle sans rien : seulement les murs et les gradins. Il faut tout apporter, tout faire, tout payer. Le prix des places varie entre 50 francs et 70 francs. Ce sont les billets gratuits qui rapportent : ceux des journalistes (mais le bénéfice est surtout moral), ceux des responsables de circuits, genre action culturelle, des tourneurs pour la France et l'étranger — les pays du Moyen-Orient, bizarrement, semblent intéressés, mais on sait d'expé-

pomme sur scène a une jolie couleur. Le problème, c'est le vêtement. On est jeune, moderne, on renouvelle la tradition, pas question de louer du costume d'époque, à supposer qu'on en ait les moyens. Alors, on compose d'étonnantes fringues en lambeaux de tissu, dentelles, cuir moitié Halles, moitié Mad Max.

Ce n'est pas par souci d'économie que les enfants de la légende ont choisi le style Conan. Les costumes de Christine Desprez, les maillages de Chantal Chapel sont (voyez la photo ci-contre) superbes. Le spectacle — dix comédiens et un groupe rock — se donne au théâtre de verdure de Thor. Le metteur en scène François Bourcier utilise le mystère de la nuit et les codes de l'héroïc fantasy — bousculades, cascades, combats, texte servant de support aux actions et dont la puérilité est accentuée par des blagues de café-théâtre.

Ceux du « Sous-Sol »

rien que tous les contacts ne seront pas suivis d'effets. Sont rentables les billets de toute personne susceptible d'acheter des représentations ou de négocier des échanges de spectacles. Le « off » est un investissement.

Son programme est incroyablement varié. Les auteurs maison dominent, et les récents tout juste tombés dans le domaine public — à cause des droits. Quelques contemporains ont accepté de céder les leurs — Eduardo Manet, Dario Fo, Marguerite Duras... Les classiques ne tentent pas les jeunes troupes — ou bien leur font peur. On a noté un Shakespeare, deux Molière, deux Marivaux. Dans Marivaux, c'est comme un tic, on mange des pommes, ça donne une contenance, ça fait naturel, et la

C'est le texte, en revanche, qui fait la valeur du Sous-Sol (Passage à niveau, 15 h 30), un roman (Notes d'un souterrain) adapté de Dostoïevsky. Il est magnifique. Il met face à face une prostituée compatissante et un homme qui s'enfonce dans son enfer paranoïaque, dans les vertiges de l'humiliation, dans un discours qui engendre l'angoisse et s'en nourrit. Les mots crachent la vérité d'une incurable détresse. Ils sont les armes d'un suicide qui se retient au bord de la mort, au plus fort de la douleur. La mise en scène d'Alain Courivaud élimine le folklore samovar. Isabelle Nicol est la prostituée, avec pudeur et sensibilité. Xavier Clement est l'homme, banal, mesquin, bloqué dans sa rancœur, enroulé dans un tourment qui s'intensifie jusqu'à l'étouffement, comme si, sous sa peau, son corps se pétrifiait, emprisonnant son âme affolée.

COLETTE GODARD.



MAQUILLAGES

Les parades n'encombrant plus la place de l'Horloge. Résultat, on les remarque d'autant plus quand elles sont menées par des personnages venus de mythologies lointaines, fils de Conan le Barbare et de l'enchanteur Merlin : les enfants de la légende.

« Jours tranquilles en Champagne », de Didier Bezace

Abélard contre Héloïse

Jean-Paul Dubois est Abélard, seul en scène, fou de Dieu. Pour un spectacle simple et magnifique.

Quand l'intelligence épouse le talent, quand un comédien s'allie totalement avec un metteur en scène pour inviter au théâtre un texte, best-seller de la littérature classique, dont ce n'était pas l'évidente destination, quand un décorateur et un éclairagiste produisent leurs plus beaux effets, alors on assiste à l'un des plus jolis moments du festival. Didier Bezace, du théâtre de l'Aquarium, a adapté pour la scène la correspondance d'Héloïse et Abélard en en extrayant l'un des aspects les plus vertigineux, celui du combat d'un homme contre lui-même, son corps, ses inclinations, un homme et qui s'essaye à élever au plus haut son âme de philosophe et de théologien. Dans ce combat, il est séparé de sa bien-aimée qui lui écrit des lettres bouleversantes, synthèse d'intelligence, de préciosité et de tourments physiques. Héloïse est la substance sensuelle de Pierre et résume la dou-

leur d'une femme qui ne peut exister en dehors de l'être qu'elle aime.

Didier Bezace a pris le parti de réduire Héloïse à la voix enregistrée de Karen Rencurel, parti qui donne paradoxalement à cette femme une présence immense. D'autant que nous pourrions la voir à travers un mouchoir blanc, tantôt agent de l'apaisement d'Abélard, tantôt instrument d'une plus grande torture.

Pierre Abélard, c'est Jean-Paul Dubois, seul en scène donc, maigre, le regard brûlant, avec pour vêtement un long manteau noir qui signifie sa condition, mais qui pourrait être aussi celui d'un anarchiste du tournant de ce siècle, il va, avec des mots simples que l'on entend bien, tous, dire l'histoire de sa guérison divine, guérison sur l'amour et Héloïse, sur l'orgueil blessé par deux conciles qui l'ont à chaque fois condamné et ont ordonné que l'on brûle ses livres.

Que l'on ne redoute pas une nouvelle explication d'un grand texte. Didier Bezace et Jean-Paul Dubois, dans les décors de Jean Haas et la lumière de Dominique Fortin, donnent une heure et demie de théâtre, sensuel, intelligent, beau.

OLIVIER SCHMITT.

« Ephemeris », de Claude Gafner

Une belle infidélité

A la maison Jean-Vilar, les photographies de Claude Gafner font redécouvrir les spectacles créés la veille.

Photographier le théâtre, c'est lui voler un peu de son âme, pour le fixer sur du papier, montrer dans le silence des choses restées cachées et que révèle le renversement des perspectives, des échelles. La confrontation entre le souvenir, bon ou mauvais, du spectacle vu la veille et les travaux en couleurs de Claude Gafner est passionnante. Il ne triche pas vraiment, mais laisse apparaître, par exemple, un visage sous un voile, cadre un détail sans se soucier d'exhaustivité.

Deux ou trois photographies lui suffisent, parfois, pour rendre compte d'un spectacle, de son émotion. Il déchaine les rouges et les verts du Cyclope, accentue le hiératisme des comédiens de Don

Carlos, photographie La vie est un songe telle une descente de croix, ou les danseurs de Mam-mame comme de grands gosses dans une mêlée de rugby. « Pour chaque metteur en scène, dit-il, il y a un fil à trouver, un moment très fugitif. Je ne lis jamais un texte avant la représentation, je ne porte pas de jugement. Chaque spectacle est pour moi un enfant qui naît. »

Photos souvenirs

Pour garder intacte cette émotion au moment du tirage, pour jouer le jeu de l'actualité — un pari quand on a choisi de travailler la couleur — Claude Gafner s'est installé à la campagne, dans une roulotte laboratoire : « Mes clichés sont des ébauches, en fait, la nuit j'achève le paysage. C'est très dur, mais cette rapidité m'est nécessaire. Il m'est déjà arrivé de ne pas retrouver l'émotion, d'être incapable de refaire un tirage. J'essaie de prolonger le travail du metteur en scène, sans le trahir : je lui montre toujours mes photos. C'est vrai que l'appareil restitue des choses que nous ne voyons pas à l'œil nu, que la « cuisine » en laboratoire est parfois importante. Par exemple, l'an passé, j'ai allongé le visage de Dominique Valadié dans Mes amis, et c'était justifié. Elle était folle de joie. Chaque image a sa propre nécessité. Cézanne a mis du vert et du rouge dans ses paysages, et il a fait voir la montagne Sainte-Victoire. Je le cite, parce que j'ai tout appris de la peinture, mais si j'en avais fait, j'aurais été un mauvais réaliste ! Tandis que la photographie est un art jeune, encore. On ne sait pas où elle peut nous mener. »

Claude Gafner n'aime photographier que le spectacle, le théâtre, les comédiens. Comme eux, il se veut un peu forain. Après quelques années passées au Grand Théâtre de Genève, il a eu envie de mobilité, et c'est alors, il y a cinq ans, qu'il a bricolé sa roulotte laboratoire sophistiquée, qui l'a d'abord menée à Epidaure, en suivant la route des festivals. En hiver, il est à Paris, où il photographie la Comédie-Française, et d'autres scènes. L'été, il est sur les routes. Il ne travaille pas pour les journaux, mais pour des expositions. Sur place, il vend ses photos. Des photos souvenirs : il cite Rembrandt peignant son petit singe mort.

ODILE QUIROT.

Art africain à la chapelle des Célestins

Les autodidactes

Ils ne sortent d'aucune école, ces peintres de la rue, mais toute l'Afrique se retrouve avec eux à la chapelle des Célestins

Imaginez les sept péchés capitaux version Afrique noire, Sodome et Gomorre du côté de Kinshasa, Bruegel matiné de Swift : c'est l'esprit. Pour la forme, on a beaucoup comparé cette école de peintres autodidactes au courant narratif américain, à l'hyperréalisme, à la bad painting. Imaginer étonnante, qui mêle le côté chronique de mœurs hyperréalistes au surréalisme comique, la fable à l'art de la BD, avec quelques souvenirs très libres d'images chrétiennes du type anges gardiens pas trop suspicieux ou scènes d'histoire revisitées par l'artiste.

Tout un monde grouillant de petits et gros escrocs, de bureaucrates, de délinquants, de putes. Une humanité de jouisseurs, de voleurs, de violeurs, roulant trop vite, dépensant trop, priant parfois Dieu avant de succomber à la chair, pleurant après à chaudes larmes ! On voit aussi mille versions de Mammy

Water, cette sirène aussi dangereuse que la Lorelei, qui alimente l'imaginaire populaire dans toute l'Afrique.

Les peintres autodidactes, qui fleurissent depuis une dizaine d'années dans toutes les grandes villes du Zaïre et d'Afrique, ont leurs fidèles, des amateurs qui sont parfois des connaisseurs, des critiques d'art, collectionneurs passionnés qui se sentent aussitôt complices. Jean-Pierre Jacquemin, commissaire de l'exposition sur ce courant très particulier de l'art africain, a réuni à la chapelle des Célestins quelques œuvres provenant de collections belges privées, voulant témoigner de l'évolution de cette peinture.

Les pièces rassemblées ici proviennent de deux artistes du Nigeria. Sunday, Jack Akpan et Aniedi Okon Akpan. Agile géant aux ailes ouvertes, très blanches ; militaire en short bleu et chaussures hyperblanches, prédateur en costume, cravate et chaussures bien noires ; footballeur en maillot rayé avec le ballon au bout du pied, en mouvement. Il y a un côté musée Grévin, très réaliste, dans cet art monumental.

CATHERINE HUMBLLOT.

FIGURE

Ricardo Basualdo

Le merveilleux urbain

Ricardo Basualdo, économiste argentin, a fait du théâtre avec tout ce qui a compté dans les années 70 avant de mettre en pratique sa théorie du « merveilleux urbain ».

Que voit Ricardo Basualdo quand il se promène dans les rues d'Avignon ou dans les allées du jardin des Doms ? Lui arrive-t-il, perché au-dessus des ramparts, de laisser son regard franchir les bras du Rhône, de part et d'autre des vergers de la Barthelasse — le vit en deca et le mort au-delà — jusqu'aux falaises de Villesaveu.

Il est probable qu'il ne voit pas seulement un panorama mais imagine des scénographies. Car pour Ricardo Basualdo, le paysage est toujours théâtre, et l'inspire pour le grand show du « merveilleux urbain ».

Ricardo Basualdo est arrivé d'Argentine en 1971. Avocat spécialisé dans les « aspects institutionnels du développement industriel », il venait compléter en France sa formation économique. « 1971, rappelle-t-il, c'était le temps des circuits alternatifs, de la Gueule ouverte, du Magic Circus, de la librairie Maspero...

J'ai plongé dans ce foisonnement, bariolé écartelé entre trois vies : celle du juriste ; celle de l'économiste préparant à Grenoble une thèse sur l'industrie sidérurgique en Argentine ; celle du passionné de théâtre courant entendre parler de Brecht et d'Artaud à Paris-VIII. »

Quelques livres de Duvignaud, Franceschi, Virilio l'ont aidé à articuler ses différentes passions. Il a découvert les liens du spectaculaire et du social, prenant conscience des transformations de l'espace urbain, entrevoyant une nouvelle forme de cité où le réseau télématique remplacerait l'agora. « Dans une telle ville, comment aider l'individu à s'approprier l'espace dans lequel il vit ? » Sa réponse a été la théorie du « merveilleux urbain » : mettre en scène des spectacles qui utiliseraient la ville non comme décor mais comme espace fait d'images et de récits surimprimés, souvenirs collectifs d'événements artistiques, sociaux ou économiques qu'il s'agirait de réveiller grâce au théâtre, à la musique, à la pyrotechnie.

Il a réalisé une première fois ce rêve à Nancy, en 1982, pendant l'équinoxe de printemps. Nommé directeur du CUJFERD, le centre de recherche créé par Jack Lang pour prolonger les effets du Festi-

val, il avait réuni des artistes de plusieurs disciplines invités à « révéler » la place Stanislas aux Nancéiens. En une nuit, une gigantesque toile d'araignée était tissée sur la place, puis soulevée par une montgolfière comme un immense chapeau. A l'aube commençait un spectacle total (musique, danse, projections).

Depuis, Ricardo Basualdo cherchait une structure d'accueil pour renouveler et développer son expérience. Il l'a trouvée à Evry. Un spectacle coproduit par le CAC de l'Agora d'Evry aura lieu dans la ville le 20 septembre prochain, au terme d'un séminaire du Centre national pour l'action artistique et culturelle. Il y aura les cinquante saxophonistes d'Urban Sex, les machines pyrotechniques d'Antonio Ulli, les feux d'artifice du groupe Ephémère, les hommes-fontaines de Franck Herscher, des alpinistes et des chanteurs, danseurs, musiciens d'Evry.

L'enjeu de la fête est de susciter des liens communautaires chez les habitants d'une ville peu unifiée encore par sa mémoire. « Le « merveilleux urbain » peut réveiller les hommes qui en partagent les émotions et s'approprient collectivement ses histoires. » Une finalité qui aurait dans doute intéressé Jean Vilar.

BERNADETTE BOST.

ELYSEE LINCOLN - REFLÈT MÉDIOIS - 7 PARNASSIENS

JEAN-PAUL BELMONDO
DANS UN FILM DE
JEAN-LUC GODARD

Pierrot le Fou

COPIES NEUVES

AVEC
ANNA KARINA
AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DE
RAYMOND DEVOS

ODILE QUIROT.

A l'hôtel de ville de Paris

Le regard de Georg Grosz



Le couple (1922-1924).

Georg Grosz fut, en Allemagne, de 1918 à 1933, l'un des dessinateurs les plus en vue. Et parmi les plus violents. Son œuvre, dont un échantillon significatif est exposé à l'hôtel de ville de Paris, n'a rien perdu de sa force.

« J'ai dessiné des hommes saouls, des hommes malades, des hommes qui, brandissant le poing, maudissent la lune, des hommes qui ont assassiné des femmes, et qui jouent au skat, assis sur la caisse dans laquelle on peut voir leur victime. J'ai dessiné aussi un homme au regard anxieux qui se lave les mains du sang qui s'y colle. » Ces lignes de Georg Grosz sont une énumération partielle du thème de ses œuvres exposées à l'hôtel de ville de Paris.

Il faut également ajouter à la liste : une brochette d'officiers filiformes au crâne plus ou moins rasé, de gras industriels qui tètent des cigares, des mutilés de guerre, une kyrielle de petits bourgeois dans des intérieurs affreusement kitsch, des fonctionnaires aux yeux morts, des habitants de boîtes de nuit, des marins assis avec des filles de rencontre, des amateurs de cocaïne, des vieux marcheurs qui suivent dans des rues des fillettes impudiques.

Le caractère des personnages se lit dans les plis de la bouche, petite et nette comme une blessure, souvent carraissière ou déformée par un rictus, de faim, d'envie ou de haine.

Les poings sont presque toujours fermés. Cette centaine de dessins, ces deux ou trois douzaines d'aquarelles et ces quelques toiles présentes ici ont tous été exécutés entre le premier et le deuxième semestre de la guerre mondiale et l'arrivée d'Hitler.

An premier degré, cette suite se voit comme la chronique impitoyable de la société allemande pendant la République de Weimar. Le Berlin des années folles. Mais si ces dessins se regardent aujourd'hui avec la même émotion, si la plupart d'entre eux n'ont rien perdu de leur force, c'est, bien entendu, grâce au génie graphique de Grosz.

Il a beau proclamer que « l'art n'est pas une affaire d'esthétique », ses œuvres sont efficaces à cause de la force de son trait qui les projette au-delà de l'anecdote. Ses aquarelles tremblées, aux couleurs acides, rappellent celles de Picasso. Elles décrivent, elles aussi, une humanité à bout de souffle. Les femmes ont le chair fatiguée et les veines des buveurs saillent sur leurs tempes. Mais rien dans leur composition n'est laissé au hasard. Aucun misérabilisme. Tout y est aigu, indispensable. Et puis, derrière la satire sociale immédiatement isolée, on découvre un monde plus inquiétant, peut-être issu de Kubin, où l'étrange coïncide la folie, avec des thèmes — celui du crime sexuel par exemple — qui reviennent sans cesse.

Les quelques toiles qui nous sont montrées hésitent entre le cubisme et l'expressionnisme avant d'évoluer vers un néo-réalisme plus sage. Elles ne sont pas à la hauteur du dessinateur, formidable évocateur des « spectres infernaux de la réalité ».

EMMANUEL DE ROUX.

★ Georg Grosz à l'hôtel de ville de Paris, jusqu'au 24 août.

Quarante ans de photographie à Toulouse

Jean Dieuzaide, le modeste

Si à soixante-cinq ans, Jean Dieuzaide est toujours moins connu que Boubat, Doisneau ou Ronis, ses contemporains, une rétrospective de son œuvre, organisée à Toulouse, remet à sa place ce trop modeste photographe.

Ce n'est pas un hasard si l'affiche de la rétrospective retraçant « Quarante ans de photographie » de Jean Dieuzaide, présentée dans l'imposant réfectoire des Jacobins, est illustrée par le portrait pris en 1951, en Espagne, d'une gitane radieuse qui allait son enfant sous le regard d'une petite fille et d'un parterre d'adolescents rieurs.

Cette image, extraite de *Voyage en Ibero*, résume parfaitement l'approche de Jean Dieuzaide. Sans esthétisme de pacotille, il saisit l'essence d'un peuple pauvre, sous-développé, aux conditions de vie difficiles mais illuminé par le sourire de l'espérance. Ce périple visuel, accompli en cabriolet dans l'Espagne rurale de Franco et le Portugal de Salazar, n'était pourtant qu'un travail de commande. Et Dieuzaide, de la construction du Concordo aux reportages sportifs, en a réalisés des dizaines tout le long de sa carrière. Il y exprime toujours, dans un style et un climat qui sont ceux du réalisme poétique à la française, son amour des choses simples, de la terre, du soleil et des gens.

Ce sens de l'harmonie, on le retrouve dans ses natures mortes, vi-

brant hommage à la lumière, traitées par des cadrages rigoureux en de savants virages au sépium. Qu'il s'agisse de noix cueillies en plongée dans un panier de corde ou d'un duo de pommes retouchées par Cézanne, c'est avec la même ferveur que Dieuzaide se sert de la technique pour créer des formes nouvelles qui, sous couvert de la beauté, reflètent les tourments de sa vie intérieure.

C'est entre ces deux pôles, la photographie comme moyen d'expression personnel et comme un révélateur de la réalité, que Jean Dieuzaide a laissé s'épanouir sa création. Pourtant, malgré une si abondante activité (mais peut-être à cause de cela), alors qu'il n'a cessé d'innover sur le plan technique (on lui doit les premières photos sous-marines prises avec un bobineur de sa composition), celui dont les épreuves ont été longtemps signées Yan, est toujours, à soixante-cinq ans, moins reconnu que Boubat, Doisneau, Ronis ou Charbonnier. C'est que, s'il a fait de la simplicité une vertu, s'il a su préserver une part d'indispensable naïveté, faite d'avoir insuffisamment occupé de soi-même, Dieuzaide, l'artisan amoureux, a peu d'images célèbres à faire valoir à la postérité. Lui-même en donne la raison dans un texte intitulé *Pourquoi des vacances à la maison* : « Je ne soucie pas de savoir, avec mes images, si je fais de l'art ou pas ».

Fidèle à ses goûts et à ses convictions, même s'il n'a jamais vraiment choisi entre le reportage, le travail industriel et la création personnelle, c'est sans doute le photographe français dont les approximations appellent le plus amicalement le respect.

Venu à la photographie par la libération de Toulouse, c'est tout naturellement qu'il y anime la galerie municipale du Château d'Eau qu'il a sauvée de la destruction. Un espace magnifique, situé en bordure de la Garonne, établi sur deux niveaux et qui, depuis sa création en 1974, a présenté plus de cent expositions.

Bel exemple de mise en valeur du patrimoine. Avec le soutien actif de la mairie, Dieuzaide, à raison de dix expositions par an, accueille plus de 90 000 visiteurs. Il a acquis plus de 1 000 œuvres et héberge, sous ses superbes arches de brique rose, une bibliothèque spécialisée de 2 000 ouvrages. La subvention de l'Etat (90 000 F) ayant été supprimée l'année dernière, le Château d'Eau n'est plus soutenu que par la ville (280 000 F).

Ces contrariétés ne l'ont pas empêché de présenter la première exposition consacrée à Brassai depuis sa mort. Dans la monographie qu'il lui a consacrée, Jean Dieuzaide a relevé ceci : « Ceux qui ont le plus contribué à l'art de la photographie ne sont pas les artistes photographes mais les reporters, les photographes scientifiques et tous ceux des photographes qui n'ont pas la moindre pensée artistique. » Cette phrase pourrait bien passer pour une définition de lui-même.

PATRICK ROEGERS.

★ Jean Dieuzaide, 40 ans de vie professionnelle, musée d'Art moderne de Toulouse, réfectoire des Jacobins, à Toulouse, du 28 juillet au 8 septembre. A voir aussi, à la galerie municipale du Château d'Eau, place Laganne, « Les Indes d'Amérique du Nord », par Edward S. Curtis, jusqu'au 31 août.



Portugal 1954
Départ
pour l'Espagne
à Viçna de Leira.

Francesco

(Suite de la première page.)

Petit, discret, économe, il habite la suite présidentielle à l'hôtel et, en plus d'un salaire qu'on dit royal, a droit à tous les privilèges, celui du parasol et du premier expresso matinal. Il regarde les négaux des essais de la veille en buvant à petites gorgées. Une fois le divin breuvage absorbé, les nerfs du maestro bien irrigués, il se lève doucement de son pliant, regarde dans le viseur, donne (ou ne donne pas) sa bénédiction. La journée peut commencer.

Pour son quatorzième long métrage, l'auteur de *Salvatore Giuliano*, *Main basse sur la ville*, *L'Affaire Mattei*, *Cadavres exquis*, *Carmen*, n'a pas choisi la facilité. Le roman de Marquez, pour être assez court, n'en est pas moins d'une redoutable complexité. Dans un village nommé, de Colombie, au bord d'un fleuve, un bel étranger arrive et séduit tout le monde. On ne sait rien de ce Bayardo San Roman (interprété par Rupert Everett), mince, élégant et plein de morgue, sinon qu'il cherche une femme à épouser et jette son dévolu sur une passante, Angela Vicario (Ornella Muti), sans la connaître.

Le soir même de ses noces, Angela est « rendue » à ses parents par Bayardo : la jeune épouse n'était pas vierge. Pressée par sa mère (Irène Pappas) et ses frères, les jumeaux Pedro et Pablo, de dénoncer celui qui a eu la primeur de sa vertu, Angela désigne un jeune voisin, ami de la famille, Santiago Nasar, (Anthony Delon). Les deux frères affutent leurs couteaux de bouchers et, en quelques heures, tout le village est au courant de leurs intentions. « Jamais mort ne fut plus annoncée », écrit Marquez. Seul Santiago Nasar paraît ignorer ce qui l'attend et se promène avec l'insouciance des cœurs purs, quand ses assassins le rejoignent et le massacrent de vingt-huit coups de machette.

Son honneur ainsi lavé, Angela se retire du monde et conçoit qu'elle est tellement amoureuse de Bayardo. Elle lui écrit des lettres passionnées. Pendant dix-sept ans, enfin Bayardo revient vivre avec elle, une valise à la main, contenant les deux mille lettres d'Angela dont aucune n'a été ouverte. Une histoire forte et violente que beaucoup de metteurs en scène rêvent d'adapter (Robert Altman a même envoyé un télégramme à Rosi pour lui dire toute sa jalousie amicale).

« Le roman de Marquez, dit Rosi, possède une structure qui est proche de celle de plusieurs de mes films. Ce balancement entre le temps de la mémoire et le temps du présent, on le retrouve dans *Salvatore Giuliano*, ou l'affaire Mattei. C'est aussi l'occasion pour moi de continuer un certain dialogue que je tiens depuis longtemps sur la mort et l'amour. Une tragédie tombe sur un groupe de garçons qui sont tous jeunes, tous beaux, amis entre eux, et l'innocence de la jeunesse est détruite ».

Rosi s'est arrêté en Co



« Je ne soucie pas de savoir, avec mes images, si je fais de l'art ou pas ».

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

QU'EST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

MAGNELL. Ardoises et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBEVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE FARKET. Jusqu'au 24 août. Galerie contemporaine.

LE GRAND PARIS. Un projet de la Mission Boulogne 99. Jusqu'au 1^{er} septembre. « CREER DANS LE LIEUX ? DE TRAVAIL. Jusqu'au 13 octobre. CCL.

IMAGES DE TRAVAIL. Jusqu'au 29 septembre. BFL.

REGARD COMPLEXE. Photographies de châteaux par M. Cézanne. Jusqu'au 8 septembre. Foyer de la salle Gerson.

SENS DES DROITS. Asiatiques des enfants, nez-de-champagne. Entrée libre. Jusqu'au 30 août.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA TAPISSERIE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août - LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS. Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F.

PRUD'HON. La Justice et la Vérité. Sauf dimanche et jours fériés, de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LES MOTS DANS LE Dessin. Acquisitions récentes. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jussieu (42-60-32-36). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuite le dimanche).

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Collections Grand Palais, musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1966. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUIS SIEFF. Photographies 1933-1964. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN. Naît et joue sur le dos du serpent à deux têtes - FRANÇOIS FERRODIN - REINER RUTHEINBECK. Eau et loup. ARC au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

MARINETTE CUCCHI. Herbes. Musée des enfants au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

GEORGES MÉLIÈS - KEIICHI TAJIMA. Images de la vie de scène - MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre. André FRANKOIS. Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-63-33). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS. XVIII^e-XIX^e siècles - ANIMAUX D'ÉPOQUE. Fonds Cernuschi, 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Voltaire (45-63-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

YVES SAINT LAURENT ET LE THÉÂTRE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 7 septembre.

YVES SAINT LAURENT. 28 années au théâtre. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GROLLET. Maîtres de la mode art déco. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-le-Gérard (47-20-12-40). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

RENN. Paysages et visages de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (47-22-13-13). Jusqu'au 12 octobre.

TROIS SIÈCLES D'ORFÈVRE. HISPANO-AMÉRICAINE. Le Louvre

des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 28 septembre.

SAVIGNAC. Musée de la Seita, 12, rue Surcouf (45-55-91-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (47-23-64-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Belles-Écluses (45-55-55-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

L'ART DE LA FLÛTE AU BRÉSIL. Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-47-00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'en septembre.

FORAIN. Chroniqueur-illustrateur de guerre, 1914-1918. Musée des documents militaires, hôtel des Invalides (45-55-22-30). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h (fermé au soir). Jusqu'en décembre.

LIEZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Remy-Scheffer, 16, rue Chapelle (47-74-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 26 septembre.

BLON, TABLEAU ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX. Donatiba A. Chantou. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma Gandhi (bois de Boulogne) (47-47-69-90). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre.

SUR L'ÉLAI. SOUS L'ÉLAI. Inauguration et technique dans la Marine 1680-1790. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

ROLAND BARTHES. Le texte et l'image. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-42-30). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 août.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 28 septembre.

PAUL BAUDRY. Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-42). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND COBIN. Sculptures, dessins, médailles. Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

HISTOIRE DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (43-20-15-30). Sauf dimanche et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

L'ENCYCLOPÉDIE VIVANTE. Arts, sciences et techniques à la fin du XVIII^e et du XIX^e siècles. Espace Didot. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 octobre ; LE TEMPS

DES ROBOTS LEGO. Miel-musée et atelier de création pour les enfants. Niveau SI. Entrée libre. Jusqu'au 15 août ; 3D, LA MAQUETTE DE L'ENTREPRISE. Espace Entreprise, niveau 2E. Entrée libre. Jusqu'au 31 août. PRODUCTIQUE. Niveau 1. Entrée : 30 F (comprise dans le billet Explora). Jusqu'au 24 août ; LES LIVRES SCIENTIFIQUES POUR LES JEUNES A TRAVERS LE MONDE. MédiaLibre. Niveau SI. Entrée libre du mardi au dimanche inclus, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 août. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carlier (42-41-33-88). Sauf le lundi, de 14 h à 22 h. Les samedis, dimanches et jours fériés, de 12 h à 20 h.

Centres culturels

L'AFFICHE DANS LA RUE. Hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 août.

SIÉCUL-PARIS. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Beryer (45-63-90-35). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 4 août.

GEORGES GROZ. Les années de Berlin. Hôtel de ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 24 août.

L'USINE ET LA VILLE 1936-1986. 150 ans d'urbanisme. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (46-33-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 11 octobre.

TROISIÈME PARTIE DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE. Collections Watzel. Centre culturel Walloon-Bruxellois, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

DOTREMENT ET LA PEINTURE COBRA. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (42-36-27-51). Tj, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

LIBERTÉS DE LA PEINTURE. Union de banques à Paris, 22, boulevard Maubert (42-68-33-33). Jusqu'au 30 août.

PAUL DECOCK. Œuvre 1936-1986. Paris Art Center, 36, rue Falguère (45-22-39-47). Jusqu'au 26 août.

BIÈRES ET BRASSERIES DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maisons du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (42-46-18-14). Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 octobre.

LES MONUMENTS HISTORIQUES ET LEUR PROTECTION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE. Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). Sauf les jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 septembre.

En région parisienne

BIÈVRES. Montagnes, photographies d'Edith Gier. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (46-41-10-00). Tous les jours, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 août.

BRÉTIGNY - SUR - ORGE. Dehors/Dedans/Prospéctus V.C. Stam. G. Chaplain (sculpture). Centre culturel communal, rue Henri-Donard (60-34-38-68). Jusqu'au 27 septembre.

PONTAINEBLEAU. Ouverture du musée Napoléon I^{er}. Musée national du château (64-22-77-40). Sauf mardi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h.

JOIGNY. Ce chef-pont du monde. Centre culturel à l'extérieur cantonal : Bar, Chaud, Hottel, Robert, 32, rue Montant-Palais (39-56-46-46). Sauf les jours de 11 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

JOUY-EN-JOAS. Les années 68. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Sauf lundi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

NEMOURS. Liliane Emilie Crou. Châteaux-musées, rue Gautier-1^{er} (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre - 1600 ans av. J.-C. en Europe - l'archaïsme - Musée préhistorique, avenue de Stalingrad (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Art de Jean Dufrenoy/Art brut. Musée l'Arche. Château Guérin 39, avenue de Général-de-Gaulle (43-08-32-35). Toute l'année. Entrée libre.

PONTOISE. Hommage à Albert Gleizes, 1881-1953. Jusqu'au 21 septembre - MONSIEUR ET MADAME TAVET. Collections et documents. Jusqu'au 28 septembre. Musée Taverdelacour, 4, rue Lemercur (30-38-02-40). Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lieux et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 septembre.

VERSAILLES. 200 ans d'histoire de France 1715-1919 : nouvelle présentation des collections des XVIII^e et XIX^e siècles. Musée national des châteaux de Versailles et Trianon (39-50-58-32).

En province

AIX-EN-PROVENCE. Thomas Gieb et sa patrie : la tapisserie. Musée des Tapisseries, 28, place des Martyrs-de-la-Libération (42-21-05-78). Jusqu'au 15 septembre.

ALBI. Geer Van Velde. Musée Toulouse-Lautrec, Palais de la Berbie (63-56-14-09). Jusqu'au 8 septembre.

ANGERS. Natures de l'art. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée ; Tableaux photographiques. Galerie de Pré, rue Breteigny. Régionales des années 90. Centre théâtre, place Louis-Imbach. Jusqu'au 31 août.

ANGOULEME. Peintures de Jean-François Lemaître. FRAC Poitou-Charentes. Hôtel Saint-Simon, rue de la Cloche-Vierge (45-92-87-01). Jusqu'au 20 septembre.

ANNÉCY. Échanges 80 : œuvres du FRAC Rhône-Alpes. Musée-château (50-45-29-65). Jusqu'au 1^{er} septembre.

ANTIBES. La méduse de la préhistoire. Musée de la préhistoire et de l'archéologie, Bastion Saint-André (93-34-48-17). Jusqu'au 15 septembre.

ARLES. Tapisserie. Sculptures et marbre 1985-1986. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'au 13 octobre.

ARRAS. Armes-Nemetschka. Musée, ancienne abbaye de Saint-Vaast, 22, rue Paul-Doumer (21-71-26-43). Jusqu'au 18 août.

AUBER. Les chefs normands de l'époque de la conquête de Saint-Martin. Musée de la Normandie (33-24-01-58). Les vendredis, samedis, dimanches et lundis, de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 29 septembre.

AUXERRE. Peintures aux fourreaux. Le patrimoine revu par la peinture. Maisons du tourisme, 1-2, quai de la République (86-52-36-77). Jusqu'au 30 septembre.

AVALLON. Pièces de sculpture. Renseignements au : 86-34-28-78. Du 23 juillet au 24 août.

AVIGNON. Victor Léprieux, 1861-1984. Rétrospective. Palais du Roure, rue du Collège (90-82-57-51) et musée Louis-Veuillot, 17, rue Victor-Hugo (90-86-05-79). Jusqu'au 15 août.

Valère Nourissier. Des personnages de « Drame de la vie ». Salle de théologie, Palais des papes. Jusqu'au 9 août.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

صلة أمه الأصل

le modeste

Francesco

Rosi s'est arrêté en Colombie

par le manque d'innocence des adultes qui obéissent à un tout autre code moral. Cette histoire est un prétexte pour raconter un fait divers, mais aussi s'élever un peu au-dessus de la réalité. La dimension où je me déplace c'est la même où évoluent Sciascia et aujourd'hui Marquez, une dimension métaphysique. Marquez décrit un village, parle d'un fleuve et, tout à coup, de la mer. J'aime cette dilatation de la réalité. J'ai fait beaucoup de films à partir de faits divers ou historiques et quelques uns à partir d'œuvres littéraires. Tout en respectant beaucoup l'esprit de ces œuvres, il est évident qu'à mon âge, un film c'est désormais l'occasion de me raconter moi-même.

On aurait pu présenter Alain Delon pour être Bayardo. Mais ce dernier n'aurait pas eu le temps de jouer dans un film aussi long. L'idée aurait-elle eu d'ailleurs l'agrément du fils ? Anthony Delon paraît idéal pour incarner Santiago Nasar, il en a la fragilité juvénile. « Je suis comme lui, encore innocent ». Ornella Muti possède, selon Rosi, l'ambiguïté du caractère d'Angela. « Elle ne présente pas le visage de la vérité, elle a la tendresse de la jeune fille et le mystère, l'impénétrabilité de la femme ». Ornella se borne à constater qu'elle joue un rôle difficile. « Très littéraire. C'est un tournant pour moi ».

Rupert Everett, dont c'est le troisième film (après *Another Country* et *Dance with a Stranger*), est déjà, et ce conduit comme une star. Grand, le profil aquilin, la bouche ouverte et l'œil dédaigneux, il a l'air de la plus belle maison de la vieille ville et fait venir sa secrétaire et sa maîtresse, une inflexible et anglicanisée dame à chapeau rouge dont il est le sosie cheri. Son maquilleur, qui mesure bien 30 centimètres de moins que lui, se hisse sur la pointe des pieds pour poudrer son auguste nez et mouler d'un nuage d'eau minérale sa chemise. Rupert est le seul homme, au-dessous du tropique du Cancer, qui ne transpire pas.

Rue Santa-Teresa, Muti paraît au balcon d'une maison blanche, portant deux cages à oiseaux. Elle aperçoit Rupert dans la rue, qui l'observe. Échange de regards lourds. Elle accroche les cages à deux clous sur le mur et rentre. Rupert se retourne et hoche la tête dans le style « Cette fille sera ma femme ». A la sixième répétition les canaris commencent à s'agiter sérieusement dans leurs cages. On n'arrête pas de les trimballer depuis une heure, ils sont sur les nerfs, les petits. Comme tout le monde l'est, il a été, ou le sera, sur ce tournage pénible.

La préparation s'est étalée sur deux ans, sans cesse interrompue par les difficultés du montage filmé. Après la disparition de Gaumont (Italie), le projet a traversé une période de flou avant d'être repris par Yves Gasser et Francis Von Büren, au sein d'une coproduction italo-franco-



Les frères Vicario se rendent au prêtre du village (ci-dessus), Francesco Rosi (ci-dessous).

colombienne. Après avoir écrit le scénario avec Tonino Guerra, Rosi est venu repérer les lieux, a choisi Cartagena et Mompox, malgré la chaleur et les difficultés d'accès.

Un film cher : les droits versés à Marquez, très élevés, le nombre des décors et des comédiens, les assurances diverses imposées dans ce pays relativement violent et dangereux où les acteurs principaux sont flanqués de gardes du corps armés de mitrailleuses pour éviter les enlèvements et les demandes de rançons, tout cela fait monter les prévisions du budget au-delà des 60 millions de francs.

Par ailleurs, Dieu n'a pas facilité les choses. Il a très cruellement appelé à lui le chef maquilleur, victime d'un infarctus à Mompox, et envoyé le pape dire la messe dans un site que Rosi avait réservé depuis deux ans, ce qui l'a forcé à déménager en hâte.

En effet, comme la place de Mompox (où le meurtre de Santiago Nasar cesse de commettre) était trop étouffante pour que la caméra puisse évoluer convenablement, Andrea Crisanti, le chef décorateur, responsable des cinquante décors intérieurs et extérieurs du film ainsi que du grand bateau à aubes sur le fleuve, l'*Artemisa*, avait trouvé un site commode près de Cartagena. « Le pape est venu, et nous sommes partis. Il nous a coûté cher, près de 500 millions de francs. Mais à l'heure actuelle nous avons fait des miracles ».

A quelque 30 kilomètres de Cartagena, au bout d'une route chaotique, dans un vaste terrain aplani au bulldozer, un immense décor se dresse, reproduisant la place de Mompox en plus grand. Cent quarante ouvriers ont travaillé durant



cinq mois pour construire un espace de 80 mètres sur 65 mètres avec copie de l'église, de la taverne, des maisons, en façades soutenues par des poutres et des échafaudages. Plus d'un million et demi de francs pour deux jours de prises de vue.

En attendant que le mince Anthony se fasse clouer comme un papillon sur la porte close de sa maison, Rosi et ses équipes d'acteurs se tiennent dans le décor, la paupière lourde, comme si Pascaballo était une clinique en plein air pour la déprime canine : un décor tout à fait déprimant, mais qui sera sans doute recouvert en danc-ing flottant.

Mais Francesco Rosi n'a pas de ces états d'âme. Il se dépense sans compter, avec une fureur lénine,

« Crazy Family », de Sogo Ishii La famille nucléaire en bouillie

Aperçu en 1984 et en 1985 un peu partout en Europe, sauf en France, cet étonnant film d'un japonais de vingt-sept ans parvient enfin sur nos écrans au cœur de l'été comme pour mieux saper les convenances, nous présenter un peu contre la civilisation futuriste nipponne, tout en nous rappelant qu'on ne reçoit pas impunément deux bombes atomiques sur la tête.

Une famille typique réalise le rêve de sa vie : s'installer dans un petit pavillon hétéroclite au bout d'une rue improbable de banlieue. Japonais moyens, très moyens, d'une autre époque, à des années-lumières d'Orza et du Japon éternel que regrette encore Wim Wenders. Le père, cadu et bien rangé, aperçoit en une seconde d'horreur un terme qu'il occit aussitôt. Mais le cauchemar va s'insinuer lentement. Le cauchemar est déjà là, avec le fils qui joue au Martien, la fille qui se prend pour une chanteuse pop, et puis le grand-père qui ramène ses obsessions militaires.

Le père se révolte, il prend la trousse à outils et se lance dans un combat singulier avec tout ce qui bouge autour de lui. S'il n'expédie pas dans l'autre monde chaque membre de cette famille empêchée de tourner en rond, c'est que nous ne quittons jamais vraiment la bande dessinée.

La loufoquerie congénitale, tragique, de notre monde moderne, avec son obsession du succès à tout prix, le déphasage des valeurs, l'excitation sur arrière-plan de désastre, ou plutôt d'apocalypse finale, sans que jamais la leçon ne nous soit assénée.

Seuls des Japonais, héritiers d'Orza, et Mizoguchi, mais, élèves sardoniques des cousins allemands américains, pouvaient nous offrir une telle charge qui renverse toutes nos idées reçues sur l'Empire du Soleil Levant.

LOUIS MARCORELLES.

« God's Country », de Louis Malle L'Amérique profonde

Le réalisateur de *Le feu follet* est un des très rares cinéastes à s'intéresser régulièrement au documentaire, à le pratiquer à côté de ses grandes fictions : on n'a pas oublié son fameux *Calcutta*, sur l'Inde, dont aujourd'hui *God's Country*, sur les Etats-Unis, ce pays « béni de Dieu », dont il semble avoir fait sa seconde patrie, est le parfait contre-

Un vieillard, dans le jardin d'un luxueux asile, à qui Malle demande s'il a quelque désir particulier, répond abruptement : « Oui, être au cinéma ». Un visage de femme ridée, déjà dans l'autre monde, enchaine sur le mariage d'un jeune couple, ce rituel découvert avec tant de fastes dans l'époque *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino.

Au printemps 1979, Louis Malle a débarqué presque seul dans un coin typique du Middle West, un patelin à cent kilomètres de Minneapolis, à forte dominance germanique. Principal travail, la terre, grosses ou moyennes exploitations. Il est accueilli comme un prince par un jeune couple, Jim et Beth. Dans l'immense domaine, un enfant de douze ans fait joujou avec un tracteur géant.

Louis Malle est le confesseur, l'ami, entrevu à l'occasion, qui reviendra le 16 août 1985 pour voir où en est tout ce petit monde. Admirablement branché sur cette société apparemment sans conflits, mais où les chocs sont profonds, la crise latente, il excelle à nous faire découvrir le Nouveau Monde un peu comme si c'était la première fois, comme si on y était, il remet les montres à l'heure, loin d'Hollywood.

L. M.

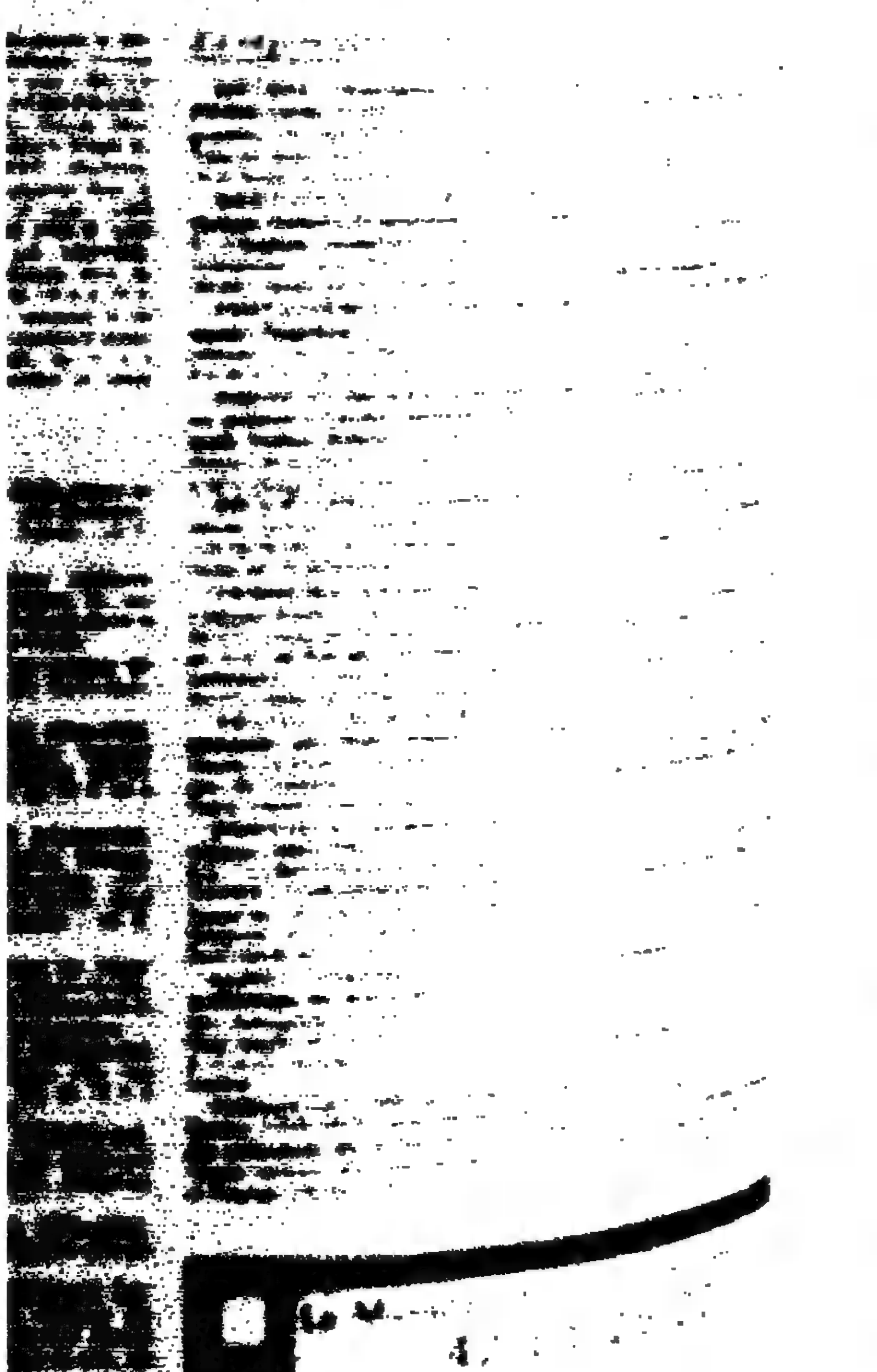
« Pygmées », de Raymond Adam

Kumba, roi des Pygmées (titre original desquel *Pygmées* obtint le prix Georges Sadoul en février dernier) tente une fois de plus de réconcilier documentaire et fiction sans y parvenir tout à fait. L'idée centrale reste attachante : décrire les rapports très particuliers existant dans un coin perdu de Centrafrique entre Pygmées, hommes de la forêt, et les colons blancs, en toute bonne conscience, et Blancs, qui mènent toujours la danse. Ekomu, un jeune Pygmée, navigue entre ces trois mondes, mu par un irrépressible besoin d'affirmer sa liberté.

Raymond Adam, né en Indochine, ancien de Ciné colonies à la une », a saisi immédiatement la richesse du matériau, ses implications culturelles, et c'est là où le bât blesse. Les gancheries qu'on pardonnerait à un simple documentaire pèsent ici leur poids de fiction mal aboutie. Les Pygmées seuls nous intéressent, c'est malgré tout le plus beau du film. Blancs et Noirs servent de repoussoir, pourquoi ne les avoir pas carrément expulsés du récit ?

L. M.

EXPOSITIONS



AX-LES-THERMES. Gérard Bascad, Chapelle Saint-Martin. Du 2 au 31 août.

BOYONNE. Hans Soller. Musée Bonnet. 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-08-52). Jusqu'au 31 septembre.

BEILLAC. XXXIX Festival national. Jean Giraudoux. Pierre Mathias. Dany Béranger. 8, avenue Jean-Jaurès (55-68-76-03). Jusqu'au 31 août.

BIRON-EN-PERIGORD. Calixte. Château (53-53-85-50). Jusqu'au 14 septembre.

BORDEAUX. Hommage à Bonnard. Musée des beaux-arts, sous d'Albert (55-90-91-60). Jusqu'au 25 août. - Gilbert et George. Caps, entrepôt Laité, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

BOULOGNE-SUR-MER. Francis Meckel. Gravenet. Les Fipps. 37, rue des Fipps (21-30-29-01). Jusqu'au 26 juillet.

BOURG-EN-BRESSE. Sculptures de la collection Dellemeuse - Sculptures de Michel Gérard. Prière de Bron. 63, boulevard de Bron (74-22-22-31). Jusqu'au 27 juillet. L'œuvre d'art de la sculpture. Les Amateurs d'Art. Prière de Bron. 63, boulevard de Bron (74-22-22-31). Du 1^{er} août au 28 septembre.

BRIVE. Vincent Blondet. Salles d'exposition du Théâtre municipal (55-23-31-39). Entrée gratuite. Jusqu'au 21 septembre.

CADILLAC. Alain Lanté. Château des ducs d'Épernon (56-27-31-08). Du 26 juillet au 15 octobre.

CAGNES-SUR-MER. Dix-huitième Festival international de la peinture. Château-Grand Grimaldi (93-20-87-29). Jusqu'au 30 septembre.

CALAIS. Jeanes Gers. Œuvres sur papier photographique 1983-1984. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 8 septembre. Christian Zolotarev sur les thèmes de la centralité. Galerie de l'Association des Peintres, 13, rue Gambetta (21-36-27-40). Jusqu'au 15 août.

CANNES. Grande maîtrise de la sculpture. Mémorial d'art collection. Salons de la Malmaison, 47, La Croisette. Jusqu'au 21 septembre.

CARACASSONNE. Albert Ayms. Peintures 1942-1986. Tableaux et gravures. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (68-37-80-90). Jusqu'au 20 septembre. Les Fipps d'art des années 60 à nos jours. (93 galerie d'art). Les Tons carbonisés. Cité de Carcassonne (68-47-80-90). Jusqu'au 14 septembre.

CASES-DE-PENES. Bernard Dufour. Peintures 1955-1967. Fondation du château de Juss (68-64-11-38). Jusqu'au 30 août.

LE CATEAU-CAMBERSIS. Mathias. La période néo-romantisme. Musée Mathias (27-84-13-15). Jusqu'au 30 septembre.

CERET. Robeyrolle. Peintures. Musée d'art moderne, rue Joseph-Parayre (68-87-27-67). Jusqu'au 30 août.

CHATELERAULT. Expositions du FRAC Poitou-Charentes. Salle de la Rodière. Musée municipal. Ecole d'art plastique. Cales d'épargne. Jusqu'au 3 août.

CHAUNY. L'Amérique au temps de la statue de la Liberté. Musée national de la coopération franco-américaine. Château de Blandanmont (23-39-60-16). Jusqu'au 15 octobre.

CLUNY. Jean Miro. Œuvre gravé et sculpté. Ecuries de Saint-Hughes (85-59-05-87). Jusqu'au 14 septembre.

COLMAR. Bryan. Musée d'Unterlinden (43-83-18-18). (89-41-89-23). Jusqu'au 5 octobre.

COUTANCES. Vo Marchand. Musée. 2, rue Quémener-Lainé (33-45-11-92). Jusqu'au 31 août.

DAOULAS. Au temps des Celtes, du V^e au I^{er} siècle avant J.-C. Abbaye (98-25-84-39). Jusqu'au 14 septembre.

DEJON. Trois siècles de gravure. En permanence - Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11) ; Héraldique et blason, du Moyen Âge au XIX^e. Salle de l'Oratoire, Palais des Beaux-Arts de Bourgogne (80-67-51-51). Jusqu'au 17 août.

DOULAI. Arelle Gouvernort. Musée de la Chartreuse, 7, rue des Chartreux (20-87-26-63). Jusqu'au 15 septembre.

DUNKERQUE. Christiane. Rétrospective. Jusqu'au 20 septembre. Marie-France Nollet. Malleschisations traversées. Jusqu'au 17 août. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (28-59-21-63). - Georges Braque, œuvre gravé. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (28-66-21-57). Jusqu'au 1^{er} septembre.

EVREUX. Hans Hartung. Musée de l'ancien Evreux, 6, rue Charles-Corbeau (23-39-34-35). Jusqu'au 15 septembre.

FELLETIN. Quilts, mode in America. Chapelle du château (55-66-33-06). Jusqu'au 7 septembre.

FONTEVRAULT-L'ABAYE. Claude Beaumont. Abbaye royale (41-51-79-52). Jusqu'au 31 août. Richard Boppre. Kate Baker (sculptures, peintures, photographies). Jusqu'au 14 septembre.

GINALS. La collection de Beaudouin : sculptures et perspectives. Abbaye de Beaulieu (63-67-06-84). Jusqu'au 13 septembre.

GRAVELINES. 1^{er} Printemps de la gravure : Jeanne Enace, l'œuvre gravé. Arsenal, salle de la Poudrière. Jusqu'au 7 septembre.

GRENOBLE. Walter Dahn, jusqu'au 18 août ; Wladimir Kandinsky et le Bau-

haus, 1922-1933 ; Musée de peinture, place de Verdun (76-34-09-82). Sol Lewitt. Wall drawings - General Idea et Ken Lum. Centre national d'art contemporain, magasin des Bonchayon-Vallée, 155, cours Berlioz (76-21-95-84). Jusqu'au 25 septembre.

LE TLE-SUR-LA-SORGUE. Serge Poliakoff. Hôtel Domestot de Camprodun, 28, rue du Docteur-Tallot (90-38-17-41). Jusqu'au 12 octobre. Noël Thomann. Office de tourisme. Place de l'Eglise (90-38-04-78). Jusqu'au 13 août.

ISSOUDUN. Jean Monégier. Musée Saint-Roch. Jusqu'au 31 août.

LA ROCHELLE. Jeanne. La typographie de l'après-guerre (la typographie de Saint-Apud, Tour Saint-Nicolas (46-71-77-79). Jusqu'au 31 octobre.

LA ROCHE-SUR-YON. Richard Texier. Musée d'art et d'archéologie. Jusqu'au 7 septembre.

LA TOUR-DAUPHINE. Trésors du Centre international des sciences. Château de La Tour d'Aigues (90-77-46-60). Du 24 juillet au 24 août.

LE PUY. L'origine de l'Impressionnisme dans le Puy. Jusqu'au 30 août ; L'histoire du musée. Jusqu'au 12 octobre. Quatre siècles d'horlogerie française à poêle. Toute l'année. Musée Cramail. Jardin Henry-Vinay (71-09-38-90).

LE TOUQUET. Les poésies, thèmes de leur temps, de 1880 à 1940. Palais de l'Europe (21-05-21-65). Jusqu'au 31 juillet.

LYON. Portraits de Jeanne. 1808-1914. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (78-26-74-66). Jusqu'au 15 septembre.

MACON. Gaspard R. Michèle Maréchal. Musée municipal des Ursulines, 3, rue des Ursulines (38-38-18-84). Jusqu'au 21 septembre.

MARSEILLE. Navires en forme. L'industrie de la réparation navale à Marseille. Musée d'histoire. Centre Bourne (91-90-42-22). Jusqu'au 15 novembre ; Marseille vu du ciel. Photographies de Gérard Desailly. Office municipal du tourisme, 4, La Canabière.

MEYMAC. La fin des années 60. D'une contestation à l'autre. Centre d'art contemporain. Abbaye Saint-André (55-95-23-20). Jusqu'au 28 septembre.

MOISSAC. Paroisses et création. Cloître de Moissac (63-04-93-99). Jusqu'au 30 septembre.

MONTEBELLIER. Védova. Sayrou. Gardie-Sévill. Œuvres de FRAC Méditerranée. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-63-18-04). Jusqu'au 7 septembre.

MONTPELLIER. Divers, parcours d'un mythe. Musée Fabre (67-52-84-84). Jusqu'au 14 septembre.

MORLAIX. Charles Lapicque. La Bretagne et la mer. Peintures et dessins. Musée des Jacobins (98-88-68-88). Jusqu'au 29 septembre.

NANTES. Giuseppe Penone. Musée des beaux-arts, 10, rue Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 30 septembre. - Mathias Cray (1749-1826), architecte nantais. Musée Dobrée, place Jean-V (40-69-34-32). Jusqu'au 17 août. - Un siècle de l'art de la sculpture. Château des Ducs de Bretagne, Tour du Fox à Cheval (40-47-18-15). Jusqu'au 14 septembre.

NEMOURS. Liliane Emilie Cron. Château-musée de Nemours, rue Gautier (64-26-40-57). Jusqu'au 30 septembre.

NICE. Delacroix : peintures et dessins d'inspiration religieuse. Musée national message biblique Marc Chagall, avenue Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jusqu'au 6 octobre. - L'Espagne abstraite : Hartung-ENAC, 24, avenue Jean-Médouze (93-62-18-83). Jusqu'au 30 septembre. - Radio Crociani. Musée international d'art naïf A. Jakovlev, château Saint-Hélène, avenue Val-Marie (93-71-78-33). Jusqu'au 30 septembre.

NIMES. Par-delà le pont de Gard. Études sur l'architecture romaine de Nîmes. Musée archéologique. Boulevard Amiral-Combot (66-67-25-57). Jusqu'au 31 octobre.

NOIRAC. Trésors d'art naïf du Cher. Abbaye (48-96-23-64). Jusqu'au 30 septembre.

ORLÈANS. Auguste Chaboud. Musée des beaux-arts, 1, place de la République (38-53-39-22). Jusqu'au 13 octobre.

PARAY-LE-MONIAL. Le Christ dans l'œuvre de Véronique Filozof. Musée cathédrale du diocèse. A partir du 4 août et jusqu'à la fin du mois.

POUGNOL. Cadré à la Roche-Jaune, mobiliers, gouaches, bijoux. Ancienne école, bourg de Pougnaul (Côte-d'Or). Jusqu'au 15 août.

PONT-AVEN. Cent ans. Campes à Pont-Aven. Musée, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 30 septembre.

QUIMPER. Les petits Bretons ont la vie dure (histoire des falcoires de Quimper). Musée de Bretagne, 20, quai Emile-Zola (99-28-55-84). Jusqu'au 29 décembre.

RENNES. René Rinko. Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Lupo (26-47-74-39). Jusqu'au 15 septembre.

RENNES. De Renoir à Green, peintures françaises et hollandaises des XVII^e et XVIII^e siècles. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (99-79-44-16). Jusqu'au 15 septembre.

ROANNE. F.R.A.M. en Rhône-Alpes. Musée Dodechète, 22, rue Anatole-France (77-71-47-41). Jusqu'au 5 septembre.

ROCHEFORT. François Bonelli / Giuseppe Penone. Musée départemental d'art contemporain. Jusqu'au 31 août.

SAINT-AMAND-EN-PUYEY. Samozé : Sigismond / Zephyrion. Château. Du 19 juillet au 15 septembre.

SAINT-DIE. L'art en plein jour. Musée municipal, place Georges-Trimoille (29-53-21-56) et jardin de la Bibliothèque. Jusqu'au 31 août ; Famille Olivares. Musée municipal (voir ci-dessus).

SAINT-FARGEAU. Bonnard, Collis, Quenon, Veret : peintures. Château (86-74-05-67). Jusqu'au 5 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VEYRE. Un musée d'histoire : collection privée française 1945-1985. Fondation Magit (93-32-81-63). Jusqu'au 5 octobre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Inscriptions Fondation Marie-Françoise. Chapelle Notre-Dame-de-Pitié, 622 de Sade, hôtel Estrie (90-92-05-02). Jusqu'au 15 octobre.

SAINT-SAUVEUR-EN-PUISAYE. Koller : Chénier. Château de Tremblay Fontenay-en-Puisaye (86-44-02-18). Jusqu'au 21 septembre.

SAINT-VOUGAY. Charles Lapicque. Tableaux, photographies. Château de Karjan (98-88-68-88). Jusqu'au 29 septembre.

SARREBOURG. Figures de l'histoire et de la poésie. 250^e anniversaire de la manufacture de Villeroy. Musée du pays de Sarrebourg, 15 avenue de France (87-03-27-86). Jusqu'au 14 septembre.

SEDAN. La statuaire religieuse dans les Ardennes : la statue populaire. Musée du château. Jusqu'au 28 septembre.

SISTERON. Musée des arts plastiques : Le paysage, de Cézanne aux hyper-réalistes. Bibliothèque municipale (92-61-06-00). Jusqu'au 31 août.

SOMMIÈRES. Gérard Schneider. Château de Pondres (66-80-03-50). Jusqu'au 17 août.

STRASBOURG. Gustave Ponce, design et architecture 1975-1985 - André Gredier, 1989-1986. Jusqu'au 17 août ; Collette Marcelle Cahn. Jusqu'au 31 août. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Des arts hollandais et flamands du cabinet des dessins de l'université de Leyde. Musée historique, 3, rue de la Grande-Boucherie (88-32-25-63). Jusqu'au 31 août ; Gravures contemporaines. Château des Rohan. Jusqu'au 16 août.

TANLAY (Yonne). James Enace, peintures, dessins, gravures - Rodt d'Hesse, dessins, sculptures. Château de Tanlay (76-68-07-55). Jusqu'au 5 octobre.

FESTIVALS

Festival estival de Paris

(47-27-12-68)

Auditorium des Halles, le 30 à 20 h 30 : Chœur contemporain, dir. R. Hayabuchi (Ojima).

Eglise Saint-Merri, le 31 à 20 h 30 : Chœur d'hommes Fervens List, dir. A. Tuth, G. Lehotka, orgue (Liszt).

Eglise Saint-Germain-des-Près, le 1^{er} à 20 h 30 : G. Lehotka, orgue (Bach, Mendelssohn, Purcell).

Maison-musée, les 2 et 3 à 15 h 30 : P. Noguera, violon, D. Szwed, guitar, J.-P. Vint, contrebasse, B. Tournier, batterie (Kern/Hammann, D. Billington, Krumpholtz/Lewis).

Eglise Saint-Séverin, le 2 à 20 h 30 : Ensemble vocal Contrapoint, dir. O. Schneidli (Mozart de Boulogne, Schutz, Bach).

Château de Malmaison-Laffitte, le 3 à 17 h 30 : Ch. Roussel, chœur (Bach, Beethoven).

Auditorium des Halles, le 4 à 19 h : D. Simpson, violoncelle, N. Spies, claviers (Geminiani, Bach, J.-C.F. Bach).

Auditorium des Halles, le 5 à 18 h 30 : A. Ader, piano (Beethoven).

Banlieues

Fêtes et foris

(45-76-15-50)

Fort de Champs, ven., sam. à 23 h : Nuits tropicales.

XVIII^e Festival

de l'Orangerie de Sceaux

(47-02-95-91)

A 17 h 30 : le 2 : J.-L. Haguenauer, (piano) Liszt, Beethoven, Debussy, Jolles.

Le 3 : Les solistes de Salzbourg, Strauss, Mozart, Schubert.

Alsace

GUEBWIILER, Abbaye des Dames, le 3 à 20 h 45 : Les Virtuoses de Moscov, dir. V. Spivakov.

Aquitaine

BONAGUOL, (53-71-13-70), pour d'honneur de chœur, le 2 à 21 h : Quinte Juste (Händel, Holbein, Mozart, Bach...).

CASTILLON (57-40-30-89), chœur de Cantagran, le 1^{er} à 22 h 30 : La bataille de Castillon.SAINT-LEON-VEZÈRE, IV^e Festival musical en Périgord Noir (53-31-82-87), Eglise, le 1^{er} à 21 h : Ensemble à percus-

sions de Genève (Mozart, Bach, Jolles...), le 6 à 21 h : K. Saeki, E. Belmont, J. Di Donato (Mozart, Schubert, Debussy, Bartók).

SARLAT, 35^e Festival des Jeunes du théâtre (53-31-10-83) : place de la Liberté, les 2 et 3 à 21 h 45, L. Blaise, d'Honnore, le 6 à 21 h 45 : la Dame de Monsoreau, d'après A. Dumas, mise en scène de D. Lignière.

Bourgogne

AUTUN, Cathédrale, le 2 à 20 h 45 : J. Gaudron (trompette) et M. Robert (orgue).

DIJON, Collège de Châteauneuf, le 2 au 6, à 21 h : Cabaret-Théâtre Violaine : Eglise Notre-Dame, le 4 à 21 h : Godard.

MAGNY-EN-BOIS, Eglise de la Vierge, le 2 à 20 h 45 : F. Carminati.

RATILLY, les 5, 6 à 21 h : P. Fiquet.

TOURNUS, Abbaye, le 2 à 20 h 30 : Les trompettes de Versailles et orgue.

Bretagne

HENNEBONT, Nuits des ramparts (97-36-12-42) : Place des ramparts, les 5, 6 à 22 h : L'Assommoir de J. Anouilh, mise en scène de M. Ecoffard.

LORIENT, VF Festival du Port de Brest (97-21-51-51) : Théâtre Quotidien, les 31, 1^{er} à 22 h : la Faute Suis-vaute, de Marivaux, par la compagnie P. Deboch.

Centre

AMBOISE, collégiale Saint-Denis, le 3 à 21 h : Concert avec orgue (Vivaldi, Mozart, Händel).

AINAY-LE-VIEUX, cour du château, le 31, 1^{er}, 2, 4, 6 à 22 h : le Grand Meunier, d'Alain-Fournier, mise en scène de M. Philippe.

BOURGES (48-24-75-33) : hôtel des Eclaireurs, le 2 à 21 h 30 : Bains et deux autres opéras ; jardins de l'Archevêché, le 3 à 17 h 30 : Le Bagad de Jean Bihou ; palais Jacques-Cœur, le 5 à 21 h 30 : Gustave Flaubert.

CHARTRES, cathédrale, le 3 à 17 h : T. Schögen (Vienna, Heiler).

SULLY, XIII^e Festival international (32-43-05-97) : le 31 à 21 h : A. Weinberg (Liszt, Schumann) ; le 1^{er} à 21 h : The Cambridge Quartet.TOURS, XII^e Semaine musicale (47-22-97-08) : salles des fêtes, le 31 à 21 h : Les Virtuoses de Moscov, dir. V. Spivakov.

Champagne-Ardenne

REIMS, Festival Cathédrale de lumière (26-40-53-29) : intérieur cathédrale, les 1^{er}, 2 à 22 h : spectacle historique « Cathédrale des anges » ; extérieur cathédrale, les 1^{er}, 2 à 23 h 15 : Cathédrale de lumière.

Franche-Comté

BRIANÇON (92-21-06-50) : ramparts, les 1^{er}, 2, 3 : En attendant Vautour-Briançon 1330-1692.PONTARLIER, Festival des maîtres de Joux (01-39-29-36) : Château de Joux, les 31, 1^{er}, 8 à 21 h 15 : Griselidis ou le Jeu de la patience, d'après C. Perrault, mise en scène de P. Louis.

Languedoc-Roussillon

CARCASSONNE, Les Méditerranées (66-25-07-04) : Théâtre de la cité, 21 h 30 : spectacle historique (à partir du 4).

LIMAZOU-LES-BAINS, Festival d'opéra (67-95-67-55) : Théâtre des Champs, les 2, 3 à 21 h : Violentes tempêtes de V. Scotti ; le 6 à 21 h : Paganini - F. Lehar.

MONTPELLIER, VF Festival international de Radio-France et Montpellier (67-52-86-16) : salle Malherbe, le 31 à 18 h : L. Rivet (Chopin) ; le 31 à 21 h : D. Davout (Liszt) ; Opéra, le 31 à 20 h : D. Failoni ; cour Jacques-Cœur, le 31 à 21 h 45 : récital Liszt et Berlioz ; ensembles, le 31 à 20 h 15 : P. Peres Trio (Jazz) ; salle Malherbe, le 1^{er} à 19 h : W.A. Mozart (Beethoven, Brahms, Ravel) ; à 21 h 45 : A. Schiff (Bach) ; salle Quintet ; cour des Ursulines, le 1^{er} à 22 h : R. Maderia et le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. L. Koffer ; salle Malherbe, le 2 à 11 h : A. Kall (Bartók, Ravel, Beethoven) ; à 19 h : J. Rivet (Beethoven, Liszt) ; ensembles, le 2 à 20 h 15 : M. Attenué Septet (Jazz) ; cour Jacques-Cœur, le 2 à 21 h 45 : Orchestre Philharmonique de Montpellier, dir. C. Diederich, A. Weinberg (Franck/Bauer, Debussy...); salle Malherbe, le 3 à 11 h : A. Karimov et D. Ascanio (Beethoven, Liszt, Schumann, Dutilleul, Brahms) ; à 19 h : L. Rivet (Beethoven, Liszt).

DRAC, le 3 à 20 h 15 : Quartet J.-P. Lhonor (Jazz) ; cour Jacques-Cœur, le 3 à 21 h 45 : Orchestre de chambre d'Europe, dir. amicale C. Abbado (Prokofiev, Haydn, Brahms) ; salle Malherbe, le 4 à 19 h : L. Devos (Bach, Liszt, Rachmaninov...); place Saint-Clément, le 4 à 20 h 15 : D. Fournier Quintet (Jazz) ; cour Jacques-Cœur, le 4 à 21 h 45 : Orchestre de chambre d'Europe, dir. amicale C. Abbado (Bach, Schubert, Brahms, Wagner, Beethoven).

SAINT-GUILHEM-LE-DESERT, Eglise des Clément, les 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Prométhée, d'après E. Cocteau, mise en scène P. Goyard et G. Mord, chorégraphie de H. Yann. Cour d'honneur de Palais des papes, les 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : P. Taylor Dance Company, dir. D. York.

Théâtre municipal, les 5, 6, à 21 h 30 : Les Larmes et l'indignité, d'H. Torgue et S. Honpita, chorégraphie J.-C. Gallotta.

CARPENTRAS, Festival Officiels et son Temps (90-43-15-45), Théâtre de l'Alpe, du 31 au 4, à 21 h 30 : la Dame de Monsoreau, d'A. Dumas, mise en scène de D. Lignière. Cour de la Chapelle, du 31 au 2, à 21 h 30 : F. Chidat (Liszt), le 3 à 21 h 30 : la Chasse métamorphosée en femme et Un mari à la porte, dir. musicale J. Oubert. Théâtre de l'Alpe, le 1^{er} à 21 h 30 : la Belle Islette, par l'Orchestre d'Avignon et des Pays du Vaucluse, dir. V. Lemaire, le 6 à 21 h 30 : Ballet royal de Wallonie.

LOURMARIN (90-68-15-23), Salle du Château-Neuf, le 30 à 21 h 15 : F. Agazzi (Beethoven, Liszt) ; le 2 à 21 h 15 : B. Lupo (Bach, Beethoven, Schumann, Scriabine) ; le 6 à 21 h 15 : A. Goldini et R. Lambro (Schubert, Brahms, Rachmaninov...); Les Amis de la musique de Laffitte (90-75-65-35), Abbaye de Silvacane, le 2 à 21 h : Quatuor Dolzai-Stancica (Mozart, Beethoven, Dvorak), Eglise de Gont, le 3 à 21 h (voir ci-dessus).

MANOSQUE, Jazz (92-72-16-00), Parc de Devèze, le 1 à 21 h 30 : Djanguel's Quartet ; le 2 à 21 h 30 : Noy ; le 3 à 21 h 30 : P. Sali Group ; le 6 à 21 h 30 : Newtone Experience.

ORANGE, Chorégies (90-34-34-34), Théâtre Antique, le 2 à 21 h 30 : Macbeth, opéra de Verdi, d'après W. Shakespeare, avec l'Orchestre national de France, dir. musicale T. Filton.

PRADES, Festival Pablo Casals (68-96-33-07), Abbaye Saint-Michel de Cuxat, le 3 à 21 h : Concert Brahms ; le 5 à 21 h : Les virtuoses (Weinhold, Saravali, Paganini, Ravel) ; le 6 à 21 h : Concert Mozart.

MONTAUBAN, 9^e Festival de danse (63-63-60-60) : Place nationale, le 4 à 21 h 45 : l'Aube lumineuse, par la compagnie Magis ; le 5 à 21 h 45 : Cité, par J.-M. Matos et compagnie.

SYLVANES, (65-99-51-83) : Abbaye, le 3 à 17 h : l'Orchestre de chambre de Transylvanie, dir. musicale de I. Bacu.

TOULOUSE, Théâtre du Capitole, le 5 à 21 h : Benda (Chants et danses de Prague).

VAOUR (63-56-36-79) : Ferme du Maré, le 6 à 21 h 45 : R. Bourdieu.

Normandie

SAINT-PIERRE-DU-VOUVRAY, (32-59-90-89) : Moulin d'Amboise, le 31 à 22 h : A. Kramski, piano (Liszt).

Pays de Loire

LE BOURGNEUF-LA-FORÊT, Place du Presbytère, le 1^{er} à 21 h 30 : Mais ne te promène donc pas toute nue, de G. Feydeau.

PORT SAINT-NAZAIRE, Place de l'Industrie, le 31 et du 2 au 6, à 22 h : Port-Nazaire, 40 000 Jours d'histoire.

SAINT-NAZAIRE (41-80-20-96) : Abbaye, le 1^{er} à 21 h 45 : Orchestre symphonique de l'Académie, dir. B. Le Monnier (Bach, Mozart).

Provence-Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE, 39^e Festival d'art lyrique (42-23-11-20) : Chœur saint-Siméon, le 31 à 12 h : Une heure avec F. Le Roy ; à 18 h : Une heure avec les chœurs « The Sixteen » ; Théâtre de l'Archevêché, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire (Bach).SAINT-EMMENT, le 1^{er} à 12 h : Une heure avec F. Le Roy ; à 18 h : Une heure avec B. Dancourt. Théâtre de l'Archevêché, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, mise en scène de J.-C. Penchaut. Théâtre de l'Archevêché, le 2 à 21 h 15 : Ariane à Naxos de R. Strauss, par l'Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, mise en scène de J.-C. Penchaut.

SAINT-LEON-VEZÈRE, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de chambre d'Europe, dir. amicale C. Abbado (Bach, Schubert, Brahms, Wagner, Beethoven).

ARLES, Théâtre antique, le 31 à 21 h 45 : Opéra de Mozart, Orchestre M. Pannu, mise en scène de B. Brocca.

AVIGNON, 40^e Festival (90-86-24-43), Chœur du palais Vieux, les 31, 1^{er}, à 19 h : Générique, de V. Novak, mise en scène de C. Ritz. Cour de l'Archevêché, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Voyage en Chine inférieure, mise en scène de G. Tost. Chapelle des Pénitents Noirs, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : la Tour de Babel, de P. Buzel. Chapelle des Cordeliers, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Prométhée et le poète de M. Leiris, mise en scène de J. Jamin. Théâtre municipal, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : La vie est un songe, de P. Caldeira. Cour de la Bastille, mise en scène de R. Ruiz. Gymnase du lycée Armand, le 31, à 22 h : Venise sauvée, d'après H. von Hoffmansthal. Cour d'honneur du Palais des papes, le 31, à 22 h : Mammone, de H. Schmitt. Salle d'opéra, le 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Paganini Acide et extraits, chorégraphie de M. Mommier et J.-F. Dauter, Chœur des Carvens, les 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Derrière le mur, chorégra-

phie de J. Bouvier et R. Oudis. Chœur des Clément, les 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Prométhée, d'après E. Cocteau, mise en scène P. Goyard et G. Mord, chorégraphie de H. Yann. Cour d'honneur de Palais des papes, les 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : P. Taylor Dance Company, dir. D. York.

Théâtre municipal, les 5, 6, à 21 h 30 : Les Larmes et l'indignité, d'H. Torgue et S. Honpita, chorégraphie J.-C. Gallotta.

CARPENTRAS, Festival Officiels et son Temps (90-43-15-45), Théâtre de l'Alpe, du 31 au 4, à 21 h 30 : la Dame de Monsoreau, d'A. Dumas, mise en scène de D. Lignière. Cour de la Chapelle, du 31 au 2, à 21 h 30 : F. Chidat (Liszt), le 3 à 21 h 30 : la Chasse métamorphosée en femme et Un mari à la porte, dir. musicale J. Oubert. Théâtre de l'Alpe, le 1^{er} à 21 h 30 : la Belle Islette, par l'Orchestre d'Avignon et des Pays du Vaucluse, dir. V. Lemaire, le 6 à 21 h 30 : Ballet royal de Wallonie.

LOURMARIN (90-68-15-23), Salle du Château-Neuf, le 30 à 21 h 15 : F. Agazzi (Beethoven, Liszt) ; le 2 à 21 h 15 : B. Lupo (Bach, Beethoven, Schumann, Scriabine) ; le 6 à 21 h 15 : A. Goldini et R. Lambro (Schubert, Brahms, Rachmaninov...); Les Amis de la musique de Laffitte (90-75-65-35), Abbaye de Silvacane, le 2 à 21 h : Quatuor Dolzai-Stancica (Mozart, Beethoven, Dvorak), Eglise de Gont, le 3 à 21 h (voir ci-dessus).

MANOSQUE, Jazz (92-72-16-00), Parc de Devèze, le 1 à 21 h 30 : Djanguel's Quartet ; le 2 à 21 h 30 : Noy ; le 3 à 21 h 30 : P. Sali Group ; le 6 à 21 h 30 : Newtone Experience.

ORANGE, Chorégies (90-34-34-34), Théâtre Antique, le 2 à 21 h 30 : Macbeth, opéra de Verdi, d'après W. Shakespeare, avec l'Orchestre national de France, dir. musicale T. Filton.

PRADES, Festival Pablo Casals (68-96-33-07), Abbaye Saint-Michel de Cuxat, le 3 à 21 h : Concert Brahms ; le 5 à 21 h : Les virtuoses (Weinhold, Saravali, Paganini, Ravel) ; le 6 à 21 h : Concert Mozart.

MONTAUBAN, 9^e Festival de danse (63-63-60-60) : Place nationale, le 4 à 21 h 45 : l'Aube lumineuse, par la compagnie Magis ; le 5 à 21 h 45 : Cité, par J.-M. Matos et compagnie.

SYLVANES, (65-99-51-83) : Abbaye, le 3 à 17 h : l'Orchestre de chambre de Transylvanie, dir. musicale de I. Bacu.

TOULOUSE, Théâtre du Capitole, le 5 à 21 h : Benda (Chants et danses de Prague).

VAOUR (63-56-36-79) : Ferme du Maré, le 6 à 21 h 45 : R. Bourdieu.

Normandie

SAINT-PIERRE-DU-VOUVRAY, (32-59-90-89) : Moulin d'Amboise, le 31 à 22 h : A. Kramski, piano (Liszt).

Pays de Loire

LE BOURGNEUF-LA-FORÊT, Place du Presbytère, le 1^{er} à 21 h 30 : Mais ne te promène donc pas toute nue, de G. Feydeau.

PORT SAINT-NAZAIRE, Place de l'Industrie, le 31 et du 2 au 6, à 22 h : Port-Nazaire, 40 000 Jours d'histoire.

SAINT-NAZAIRE (41-80-20-96) : Abbaye, le 1^{er} à 21 h 45 : Orchestre symphonique de l'Académie, dir. B. Le Monnier (Bach, Mozart).

Provence-Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE, 39^e Festival d'art lyrique (42-23-11-20) : Chœur saint-Siméon, le 31 à 12 h : Une heure avec F. Le Roy ; à 18 h : Une heure avec les chœurs « The Sixteen » ; Théâtre de l'Archevêché, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire (Bach).SAINT-EMMENT, le 1^{er} à 12 h : Une heure avec F. Le Roy ; à 18 h : Une heure avec B. Dancourt. Théâtre de l'Archevêché, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, mise en scène de J.-C. Penchaut. Théâtre de l'Archevêché, le 2 à 21 h 15 : Ariane à Naxos de R. Strauss, par l'Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, mise en scène de J.-C. Penchaut.

SAINT-LEON-VEZÈRE, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de chambre d'Europe, dir. amicale C. Abbado (Bach, Schubert, Brahms, Wagner, Beethoven).

ARLES, Théâtre antique, le 31 à 21 h 45 : Opéra de Mozart, Orchestre M. Pannu, mise en scène de B. Brocca.

AVIGNON, 40^e Festival (90-86-24-43), Chœur du palais Vieux, les 31, 1^{er}, à 19 h : Générique, de V. Novak, mise en scène de C. Ritz. Cour de l'Archevêché, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Voyage en Chine inférieure, mise en scène de G. Tost. Chapelle des Pénitents Noirs, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : la Tour de Babel, de P. Buzel. Chapelle des Cordeliers, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Prométhée et le poète de M. Leiris, mise en scène de J. Jamin. Théâtre municipal, les 31, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : La vie est un songe, de P. Caldeira. Cour de la Bastille, mise en scène de R. Ruiz. Gymnase du lycée Armand, le 31, à 22 h : Venise sauvée, d'après H. von Hoffmansthal. Cour d'honneur du Palais des papes, le 31, à 22 h : Mammone, de H. Schmitt. Salle d'opéra, le 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Paganini Acide et extraits, chorégraphie de M. Mommier et J.-F. Dauter, Chœur des Carvens, les 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Derrière le mur, chorégra-

phie de J. Bouvier et R. Oudis. Chœur des Clément, les 2, 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : Prométhée, d'après E. Cocteau, mise en scène P. Goyard et G. Mord, chorégraphie de H. Yann. Cour d'honneur de Palais des papes, les 3, 4, 5, 6, à 21 h 30 : P. Taylor Dance Company, dir. D. York.

Théâtre municipal, les 5, 6, à 21 h 30 : Les Larmes et l'indignité, d'H. Torgue et S. Honpita, chorégraphie J.-C. Gallotta.

CARPENTRAS, Festival Officiels et son Temps (90-43-15-45), Théâtre de l'Alpe, du 31 au 4, à 21 h 30 : la Dame de Monsoreau, d'A. Dumas, mise en scène de D. Lignière. Cour de la Chapelle, du 31 au 2, à 21 h 30 : F. Chidat (Liszt), le 3 à 21 h 30 : la Chasse métamorphosée en femme et Un mari à la porte, dir. musicale J. Oubert. Théâtre de l'Alpe, le 1^{er} à 21 h 30 : la Belle Islette, par l'Orchestre d'Avignon et des Pays du Vaucluse, dir. V. Lemaire, le 6 à 21 h 30 : Ballet royal de Wallonie.

LOURMARIN (90-68-15-23), Salle du Château-Neuf, le 30 à 21 h 15 : F. Agazzi (Beethoven, Liszt) ; le 2 à 21 h 15 : B. Lupo (Bach, Beethoven, Schumann, Scriabine) ; le 6 à 21 h 15 : A. Goldini et R. Lambro (Schubert, Brahms, Rachmaninov...); Les Amis de la musique de Laffitte (90-75-65-35), Abbaye de Silvacane, le 2 à 21 h : Quatuor Dolzai-Stancica (Mozart, Beethoven, Dvorak), Eglise de Gont, le 3 à 21 h (voir ci-dessus).

MANOSQUE, Jazz (92-72-16-00), Parc de Devèze, le 1 à 21 h 30 : Djanguel's Quartet ; le 2 à 21 h 30 : Noy ; le 3 à 21 h 30 : P. Sali Group ; le 6 à 21 h 30 : Newtone Experience.

ORANGE, Chorégies (90-34-34-34), Théâtre Antique, le 2 à 21 h 30 : Macbeth, opéra de Verdi, d'après W. Shakespeare, avec l'Orchestre national de France, dir. musicale T. Filton.

PRADES, Festival Pablo Casals (68-96-33-07), Abbaye Saint-Michel de Cuxat, le 3 à 21 h : Concert Brahms ; le 5 à 21 h : Les virtuoses (Weinhold, Saravali, Paganini, Ravel) ; le 6 à 21 h : Concert Mozart.

MONTAUBAN, 9^e Festival de danse (63-63-60-60) : Place nationale, le 4 à 21 h 45 : l'Aube lumineuse, par la compagnie Magis ; le 5 à 21 h 45 : Cité, par J.-M. Matos et compagnie.

SYLVANES, (65-99-51-83) : Abbaye, le 3 à 17 h : l'Orchestre de chambre de Transylvanie, dir. musicale de I. Bacu.

TOULOUSE, Théâtre du Capitole, le 5 à 21 h : Benda (Chants et danses de Prague).

VAOUR (63-56-36-79) : Ferme du Maré, le 6 à 21 h 45 : R. Bourdieu.

Normandie

SAINT-PIERRE-DU-VOUVRAY, (32-59-90-89) : Moulin d'Amboise, le 31 à 22 h : A. Kramski, piano (Liszt).

Pays de Loire

LE BOURGNEUF-LA-FORÊT, Place du Presbytère, le 1^{er} à 21 h 30 : Mais ne te promène donc pas toute nue, de G. Feydeau.

PORT SAINT-NAZAIRE, Place de l'Industrie, le 31 et du 2 au 6, à 22 h : Port-Nazaire, 40 000 Jours d'histoire.

SAINT-NAZAIRE (41-80-20-96) : Abbaye, le 1^{er} à 21 h 45 : Orchestre symphonique de l'Académie, dir. B. Le Monnier (Bach, Mozart).

Provence-Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE, 39^e Festival d'art lyrique (42-23-11-20) : Chœur saint-Siméon, le 31 à 12 h : Une heure avec F. Le Roy ; à 18 h : Une heure avec les chœurs « The Sixteen » ; Théâtre de l'Archevêché, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire (Bach).SAINT-EMMENT, le 1^{er} à 12 h : Une heure avec F. Le Roy ; à 18 h : Une heure avec B. Dancourt. Théâtre de l'Archevêché, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, mise en scène de J.-C. Penchaut. Théâtre de l'Archevêché, le 2 à 21 h 15 : Ariane à Naxos de R. Strauss, par l'Orchestre de la Grande Ecurie et de la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, mise en scène de J.-C. Penchaut.

SAINT-LEON-VEZÈRE, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de chambre d'Europe, dir. amicale C. Abbado (Bach, Schubert, Brahms, Wagner, Beethoven).

ARLES, Théâtre antique, le 31 à 21 h 45 : Opéra de Mozart, Orchestre M. Pannu, mise en scène de B. Brocca.

AVIGNON, 40^e Festival (90-86-24-43), Chœur du palais Vieux, les 31, 1^{er}, à 19 h : Générique, de V. Novak, mise en

1990

هذه امانة الاصيل

Informations « services »

Sciences humaines

La mort de David Cooper

(Suite de la première page.)

Pour le monde entier, Kingsley Hall devint le symbole d'une attitude différente à l'égard de la maladie mentale. Pas de cure médicamenteuse, pas d'électrochocs, mais la permission d'un voyage accompagné à travers la folie. « Ne sommes-nous pas capables de comprendre ce que le voyage n'est pas quelque chose dont il faut nous guérir, mais qu'il est lui-même un moyen naturel de guérison de notre état dit normal et qui n'est qu'un effrayant état d'aliénation », écrivait Ronald Laing. On retrouve l'esprit de Kingsley Hall dans le beau livre de Mary Barnes, *Un voyage à travers la folie. Mais aussi dans le film célèbre de Kenneth Loach, Family Life*.

Le malade c'est l'homme normal, le fou celui qui a compris que la société est « malade » et, de ce fait, la refuse. L'homme sain n'a fait que frôler cette folie, mais il a su accepter les nécessaires compromis, cette nouvelle conception de la santé mentale devait susciter de nombreuses expériences thérapeutiques, principalement en Italie, sous l'égide de Franco Basaglia. Principal animateur du mouvement « désaliéniste » italien dans les années 60 et 70, ce dernier poursuivait à Trieste une expérience qui, de bien des façons, marquait l'histoire de la psychiatrie européenne. En quelques années, sous son impulsion, l'Italie passa par tout ce qui a trait à l'approche de la maladie mentale, du Moyen Âge au futurisme. L'œuvre de Basaglia fut même couronnée le 13 mai 1978 par une loi condamnant les hôpitaux psychiatriques et incitant à concevoir les malades mentaux comme des citoyens comme les autres. Ce qui d'ailleurs parfois n'allait pas sans quelques abus.

L'œuvre de David Cooper a indéniablement marqué l'histoire de la psychiatrie. Mais si ses protestations contre la ségrégation massive des malades mentaux ont été sinon suivies d'effets, du moins entendues. Il est toutefois moins sûr que sa conception antipsychiatrice de la santé mentale ait fait progresser ce qu'il faut bien appeler la recherche médicale. Les grands progrès accomplis ces dernières années, en particulier en neurobiologie, tendent à prouver qu'à l'avenir il sera difficile d'ignorer le substrat organique des maladies mentales.

« Navrante régression... démagogie passionnelle... ignorance et charlatanisme », que n'a-t-on pas écrit sur l'antipsychiatrie ! Reflet d'une certaine impuissance thérapeutique et d'une ignorance des causes du mal, l'antipsychiatrie n'aurait contribué qu'à mettre l'accent sur l'inadaptation des structures de soins psychiatriques qu'elle n'aurait pas été inutile. Des idées et des combats qui auront mis si longtemps à s'imposer. Dostoevski n'avait-il pas écrit que : « Ce n'est pas en enfermant son voisin qu'on se convainc de son propre bon sens. »

FRANCK NOUÏLI.

Le Carnet du Monde

Naissances

Alice et Yves RUFFY ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Lisa, le 21 juillet 1986. 31, rue de Seine, 75006 Paris.

Décès

La famille Aouchar, Parents et alliés, ont le regret de faire part du décès de M. Mohamed AOUCHAR, officier de l'ordre du Trône, croix de guerre 1945, survenu le 29 avril 1986, à Skhirat. Adressons nos condoléances à tous ceux qui se sont associés à sa peine et que nous ne pouvons remercier individuellement.

M. Jean-Paul BARDON, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de docteur Jean-Paul BARDON, survenu à Castres, le 25 juillet 1986, dans sa quatre-vingtième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 32, rue du Docteur-Schweitzer, 81100 Castres.

M. et M^{me} André Tedesco, M^{me} Catherine de Lohéry, M. et M^{me} Jean-Olivier Tedesco, Anne et Florence, ont la douleur de faire part du décès de Marko CELEBNOVITCH, artiste peintre, membre de l'Académie des sciences et des arts de la République de Serbie, vice-président d'honneur de l'Association internationale des arts plastiques, ancien commandant de la brigade des Maures (FFI), croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, ordre national de la République socialiste fédérale de Yougoslavie avec palmes d'or, American Bronze Star Medal.

leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent, le 23 juillet 1986, à Saint-Tropez. Ses obsèques ont eu lieu le samedi 26 juillet, à Saint-Tropez. 96, rue d'Assas, 75006 Paris.

M. et M^{me} Jean FARGUE ont la douleur d'annoncer la disparition de leur fille Lorraine, survenue le 21 juillet 1986. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 88, rue de Varanoe, 75007 Paris.

La Fédération des Francs et Francs-Camarades a la tristesse de faire part du décès de Pierre FRANÇOIS, son président fondateur et président d'honneur.

Nous apprenons la mort, à l'âge de soixante-deux ans, de notre ancien collaborateur, Maurice GARDIN, pendant de longues années employé supérieur au service des téléscripteurs.

Les anciens du Monde, et notamment du service long de la rédaction, se souviennent longtemps de « Maurice », qui était la gentillesse et la discrétion même. Tous ceux qui l'ont connu et aimé s'associent à la douleur du journal pour adresser aux siens leurs sentiments de vive sympathie.

Nous apprenons la mort à Genève, le 22 juillet 1986, de notre confrère, Fernand GIGON.

[Né en 1908 en Suisse, doté d'un esprit d'observation très vif, Fernand Gigon a été l'un des meilleurs « grands reporters » de l'évent et de l'après-guerre. Il a surtout collaboré à l'« Intermédiaire » et à l'« Éclair », mais a également donné jadis des articles au Monde, notamment sur l'Asie, qu'il connaissait comme son poche et à laquelle plusieurs de ses nombreux ouvrages sont consacrés.]

Bernard et Claude Jacquot ont la douleur de faire part du décès de leur père

M. Pierre JACQUINOT, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris, commandeur de l'Ordre d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de la valeur militaire, rappelés à Dien, le 28 juillet 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, le jeudi 31 juillet, à 10 h 30. 77, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

M^{me} Aimée Humbert-Parent, sa fille, M. Gustave Parent, son père, M. Yves Parent, son frère, leurs familles et amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Alain PARENT, conservateur du musée du Nouveau Monde, directeur des musées de La Rochelle, survenu à La Rochelle, le 20 juillet 1986, dans sa quarante-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu en l'église d'Arzon (Morbihan), dans la plus stricte intimité.

Charles-Alfred RATTON, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

LA SNCF COMMUNIQUE :

De lundi 4 au vendredi 29 août 1986 (sauf les samedis, dimanches et le 15 août) de 9 heures à 17 heures, pour permettre la réalisation d'importants travaux de renouvellement de voie et de ballast entre les gares de Brétigny et de Savigny, la SNCF va être amenée à modifier provisoirement la desserte banlieue de certaines gares de la ligne C du RER.

Pendant cette période, les gares de : - Saint-Michel-sur-Orge, - Saint-Gervais-des-Bois, - Episy-sur-Orge seront desservies par autocars, ou remplacement des trains de banlieue se dirigeant vers Paris. De même, mais seulement à partir de mercredi 13 août, le desserte ferroviaire des gares de : - Longjumeau, - Chilly-Mazarin, - Grigny-Bailly, - Petit-Vaux ne pourra être assuré en direction de Paris.

Un service de cars, spécialement mis en place, permettra aux voyageurs concernés de rejoindre dans les meilleurs délais les gares de Brétigny ou de Savigny où une correspondance par train sera assurée.

Ce service fonctionnera dans les conditions suivantes : Ligne bleue : gare de Saint-Michel-sur-Orge → gare de Juvisy (direct) Ligne rouge : gare de Saint-Gervais-des-Bois → gare de Juvisy (direct) Ligne verte : gare d'Episy-sur-Orge → gare de Savigny (direct) Ligne orange : gare de Brétigny → gare de Savigny (avec dessertes des gares intermédiaires) Ligne marron : gare de Mussy-Francis → gare de Savigny (avec dessertes des gares intermédiaires)

Des affiches apposées dans les gares indiqueront aux voyageurs intéressés les horaires et les points de stationnement des différents cars. La SNCF vous prie de bien vouloir l'excuser pour les désagréments occasionnés par ces travaux.

MODE

Recherches en volumes

Les tons de fleurs, en volumes associés donnant bonne mine en toutes circonstances caractérisent le style de Philippe Vernet. Ses manteaux longs s'appuient mollement au corps en couleurs douces sur des robes de jersey neutres ou contrastées. Même les tailleurs de linéage sont habillés de blouses précieuses, souvent scintillantes. Les robes de crêpe et du soir ont une forme très actuelle : formes simples, jolies décolletées retenues de colliers en torsades de perles.



Dessin de YVES SAINT-LAURENT

donnent un nouveau langage aux vêtements d'Emmanuel Ungaro, qui oppose les gestes de la femme actuelle à celle de la Belle Époque. Au fil des heures, sa silhouette passe du grand manteau shakespearien au court sur bout de jupe ou pantalon. Des le crêpe, la robe à l'emporte, courtes ou droites, à grandes manches longues, drapées en mouvements asymétriques, resserrées du bas. Les crêpes unis de Taroni, dans un magnifique gris éphémère, s'effritent pour le soir, et les robes drapées dont il a le secret.

Ted Lapidus renouvelle son style avec des tailleurs à veste étonnée en beau tweed sur jupe droite, réchauffés de ponchos à revers de cuir. Des montures de manches en triangle adoucissent

des paillottes multicolores sur mini-tournaux de couleur noire. Chez Chanel, Karl Lagerfeld pastiche avec humour tous les éléments du « chênafisme ». Ainsi, les tailleurs gagnent en souplesse, le gilet est remplacé par des doublures et les chaînes par des sautoirs de perle. La nouvelle tenue de jour contraste une vaste longue à plis dans le dos et une courte jupe droite, en alternance avec des tenues de voyage dégageant la cheville. Les robes de soirée, à drapé et tournure, semblent rivaliser, pour le soir, avec de juvéniles robes-toupies.

NATHALIE MONT-SERVAN. N.B. - Le dessin para dans le numéro du 30 juillet était d'Emmanuel Ungaro.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 30 juillet 1986 :

UN DÉCRET

N° 86-869 du 29 juillet 1986 pris en application de l'art. 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1986 (N° 86-824 du 11 juillet 1986) relatif à la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés.

DES ARRÊTÉS

Du 2 juillet 1986, fixant l'échelonement applicable aux professeurs de sport, aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse et aux chargés d'éducation populaire et de jeunesse.

Du 25 juillet 1986, relatif à la détermination des quantités de référence des acheteurs de lait pour la période allant du 31 mars 1986 au 29 mars 1987.

Sports

Championnats du monde d'escrime

Les Français brisent leur fleuret

Masculin comme féminin, le fleuret français a subi un revers total aux championnats du monde qui se déroulent à Sofia. Absents des podiums dans les tournois individuels, les Français n'ont pu se réhabiliter, le mardi 29 juillet, dans les épreuves par équipes.

Les hommes ont dû se contenter, comme en 1985 de la cinquième place, tandis que l'Italie conservait son titre en écrasant l'Allemagne de l'Ouest en finale par neuf victoires à quatre. Avec le titre individuel conquis par Andrea Borella, les Italiens confirment leur hégémonie sur cette spécialité : c'est la troisième fois consécutive qu'ils réalisent le double individuel-équipes depuis les Jeux olympiques de Los Angeles.

Chez les femmes, la contre-performance française est encore plus nette. Pour la première fois, les fleuretistes tricolores ne figureront pas parmi les huit meilleures équipes du monde. Mardi, elles ont

été éliminées en huitièmes de finale par la Roumanie (huit victoires partout, soixante et une touches reçues à soixante).

● NATATION : record d'Europe. L'Anglaise Sarah Hardcastle a battu, mardi 29 juillet à Edimbourg, dans le cadre des Jeux du Commonwealth, le record d'Europe du 800 mètres nage libre en 8 min 24 s 77/100, soit à 15/100 seulement du record du monde détenu par l'Australienne Tracey Wickham depuis 1978.

● FOOTBALL : tournoi de Paris. Le Paris-Saint-Germain a remporté le tournoi qu'il organisait lundi 28 et mardi 29 juillet en battant en finale le Sporting Lisbonne par 5 à 1, grâce notamment à quatre buts de sa nouvelle recrue Jules Bocandé. Pour la troisième place, Saint-Etienne a battu Steaua Bucarest par 3 à 0.

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

(par ordre alphabétique)

● Biochimie-général-biologique M^{me} et MM. : Alice Carrix (11^e), Marianne Chapus (1^{re}), Olivier Casau (8^e), Jean-Noël Genthon (2^e), Anne Haghighat née Ferron (12^e), Catherine Jacquot (7^e), Thomas Lammari (5^e), Sophie Leclapart (4^e), Elisabeth Médels (10^e), Isabelle Maré (9^e), Thierry Méneil (6^e).

● Génie mécanique : Jean-Luc Amblard (4^e ex æq.), Bernard Bachellet (25^e), Sylvain Baud (15^e), Alex Balla (33^e), Gilles Basset (16^e), Laurent Besschart (9^e ex æq.), Jean-Paul Bizeau (37^e), Pascal Bonnettes (9^e), Pierre Bonnier (4^e ex æq.), Bernard Brogiato (14^e), Jean Brunel (20^e ex æq.), Bernard Canal (32^e), Michel Chausseur (3^e), Alain Chép (12^e), Luc Delplaque (3^e ex æq.), Jean-Luc Didier (28^e ex æq.), Jean-Pierre Drouot (3^e ex æq.), Jacques Dugast (18^e ex æq.), Charles Dumas (17^e), Jean-Claude Dumas (34^e ex æq.), André Fesay (45^e ex æq.), Jacques Fouillet (36^e), Pierre François (25^e), Emmanuel Genot (5^e ex æq.), Michel Giron (45^e ex æq.), Gilles Glemarec (39^e ex æq.), François Gossens (29^e), Francis Huet (20^e ex æq.), Benoit Le Roux (34^e ex æq.), Christian Lefevre (45^e ex æq.), Christian Lefevre (45^e ex æq.), André Martin (18^e ex æq.), Luc Montel (9^e ex æq.), Jean-Yves More (43^e ex æq.), Marc Nourry (43^e ex æq.), Jean-Luc Pagnat (28^e), André Pelletier (29^e ex æq.), Gilles Portefair (20^e ex æq.), Catherine Quinet-Tinel (5^e ex æq.), Bernard Rivell (11^e), Marc Robert (45^e ex æq.), Bernard Rochody (38^e), Jean-Marc Salom (42^e), Eric Szamata (2^e), Christian Touhouille (29^e ex æq.), François Vassier (20^e ex æq.), Christian Verslyus (39^e ex æq.), Luc Walter (1^{re}).

● Lettres modernes :

M^{me} et MM. : Anne Abeillé (7^e), Maryse Adam (24^e), Violaine Anger (7^e), Daniel Aranda (43^e ex æq.), Nathalie Barberger (6^e), Gilles Bastien (6^e), Jean-François Batista (62^e), Christian Belin (11^e), Bruno Bellet (60^e ex æq.), Gisèle Bertman (42^e), Marie-Claire Richard (31^e), Bruno Blanckeban (35^e), Béatrice Bleck (45^e), Françoise Bollebecq (43^e), Xavier Bousset (10^e), Myrtille Bouchere (32^e), Marc Bussière (60^e ex æq.), Frédérique Calciné née Robert (53^e), Jean-François Campario (34^e), Carole Cavallera (3^e), Nicole Chazotte née Vargues (36^e), Carole Chastagnol née Evert (68^e), Carole Choblet née Buisson (1^{re}), Isabelle Combès (23^e), Catherine Costen (2^e), Chantal de Bodebierre née Buriat (65^e ex æq.), Xavier De Gaulle (80^e), Catherine De Marceyrol de Beaulieu (47^e), Jean Degout (52^e), Florence Delpeuch (20^e), Geneviève Duboscq (85^e), François Dufay (19^e), Christian Faure (69^e), Christine Ferlampin (13^e), Pascal Fils (36^e ex æq.), Jean-Marie Fournier (71^e), Sylvie Freymuth (78^e ex æq.), Raphaële Fulchiron née Fulchiron (78^e ex æq.), Xavier Galmiche (8^e), Patricia Gauthier (30^e), Claire Géra (56^e), Pierre Giraudon (25^e), Stéphane Guinois (67^e), Karen Haddad (49^e), Anne Halpern (15^e), Annie Heyraud (51^e), Corine Hubert née Bayle (29^e), Marguerite Jeanotte née Lachide (55^e), Vincent Jouve (84^e), Dominique Laboulayre née René (72^e), Catherine Landrevie-Darvuzet (75^e), Jean-Marc Lanteri (29^e), Hélène Le Normand (50^e), Marie-Anne Le Vacon (46^e), Christine Marrel (48^e), Evelyn Martini (81^e), Jean-Yves Masson (5^e), Yves Molvaen (14^e), Katia Montesinos (27^e), Odile Mouhet (63^e ex æq.), Frédérique Moujart (36^e ex æq.), François Noudem (54^e), Florence Paravy née Paravy (75^e ex æq.), Patrice Parent (28^e), Anne Patzlerkovsky (16^e), Serge Piaton (40^e), Marie Pinet née Mériaux (83^e), Jacques Quintalet (76^e), Valérie Rambaud (26^e), Charles Ritoux (63^e ex æq.), Michèle Robert née Reich (65^e ex æq.), Véronique Sales née Sureau (33^e), Claire Salmon (36^e ex æq.), Christine Sanjuan-Rivasseau née Sanjuan (57^e), Alain Schaffner (71^e), Valérie Simey née Dandéon (41^e), Alain Tasse (17^e), Régis Testamanni (12^e), Norman Thau (22^e), Alain Tissot (21^e), Catherine Treilhou (58^e), Frédéric Verger (59^e), Dominique Vidon (70^e), Laure Vigier (82^e), Georges Zaragosa (19^e).

● Sciences sociales :

M^{me} et MM. : Gérard Belet (8^e ex æq.), Yves Belloc-Benoist (14^e ex æq.), Jean-Marc Bouvillat (17^e ex æq.), Jean-Paul Bruz (3^e), Bertrand Commin (8^e ex æq.), Ivan Ernakoff (6^e), Louis Forner (12^e), Bertrand Frayse (22^e), Jean-François Freu (2^e), Pierre Hautecour (7^e), Sophie Jéhel (14^e ex æq.), Isabelle Jeuffroy (4^e), Patrick Lahoche (110^e), Jean-Pierre Lavignasse (14^e ex æq.), Gilles Lazuech (91^e), François Le Bilan (19^e ex æq.), Gabriel Lecomte (23^e ex æq.), Luc Leurs (19^e ex æq.), Laurent Lepage (23^e ex æq.), Jean Lhéritier (11^e), Muriel Maillefer (13^e), Alain Maître (17^e ex æq.), Patrick Mouton (1^{re}), Christophe Nédard (19^e ex æq.), Geneviève Nenkirch (23^e ex æq.).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Le Monde CADRES

Borg-Warner Chemicals Europe is a division of a U.S.A. based multinational chemical company which is a leader in the world-wide ABS industry. In Europe we manufacture and market our products under the brand names UGIKRAL®, CYCOLAC® and BLENDEX®-MODIFIERS.

To strengthen our European research and development department at our centre in Villers-Saint-Sépulchre (near Beauvais, France) we are looking for:

POLYMER SCIENTISTS

The positions available are:

Manager - analytical department

Reporting to the R & D Manager you will supervise a group of specialists and laboratory personnel, and be responsible for chemical and instrumental analysis. You will also initiate new analytical concepts and determine new equipment needs.

Candidates should have a sound experience in instrumental chemical analyses, preferably with polymers and an academic degree in Organic or Polymer Chemistry.

Good French language skills and a working knowledge of English are required.

Senior specialist - polymer physics and design

Reporting to the research and process development manager, you will head up a small group concerned with rheological and electron microscopy studies of thermoplastics as well as computer simulations for compounding and converting equipment design. The group is also involved in standard service evaluations, equipment design and other research projects.

Requirements for this position are an academic degree in Polymer Physics with experience in the described area of activity. Experience with computer simulations is a must. Language skills in English and French are required.

Group-leader process development

Reporting to the process development manager, you will supervise specialists (engineers, chemists) and laboratory personnel dealing with process development work for ABS and similar thermoplastics.

Candidates should have an academic degree in Polymer Chemistry or chemistry supplemented with experience in process development. Skills in French and English are required.

Process and product development engineers

As active members of your respective team, you will contribute to the development and maintenance activities to enhance our research efforts.

For the process group you are required to have a degree in Chemical Engineering and for the product area a degree in Polymer Chemistry. Working experience in research for products such as PVC, polystyrene, HIPS, or ABS is recommended.

You are invited to send your application letter, including your resume to: Mr. W.N. Broekhuysen, Director Human Resources, Borg-Warner Chemicals Europe, Cyprusweg 2, P.O. Box 8122, 1005 AC Amsterdam, tel. 020 - 580 62 06.

BorgWarner Chemicals

Le Centre d'Informations Financières (I.O. ans exp.) organise en août un stage pour recruter des **CONSEILLERS COMMERCIAUX (B.F.)** - Guide des relations publiques - Formation adaptée. - Récompensation intéressante. Tél. pr r.v. : 45-00-28-87.

Ecole Technique Privée (Bachelier Nord) recherche **PROFESSEURS VACANTES** de MATHÉMATIQUES, de PHYSIQUE, de CHIMIE/GÉN. Adresser C.V. au n° 7438 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessy, Paris-7^e.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS, recrute **CADRE H/F** POUR SERVICE JURIDIQUE Il est demandé : maîtrise de droit, 1^{er} exp. professionnelle, de préférence dans un organisme de protection sociale. Contrat à durée déterminée, d'une durée minimale de 6 mois. Adresser candidatures, lettre manuscrite et C.V. sous pli fermé, à LEVI TOURNAI ASSCOM 31, bd Bonne-Nouvelle 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

NOTRE ORGANISME : - 16 000 clients - C.A. 85 : 732 000 000 - progression de 30 % par an depuis 8 ans. Pour poursuivre cette expansion, nous recherchons : **COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H/F)** - Tél. pour r.v. : 45-00-24-03.

MOTOROLA SEMICONDUCTEURS

MOTOROLA, leader mondial des fabricants de semi-conducteurs recherche pour développer un centre de conception situé dans notre usine de Toulouse

Ingénieurs «design» expérimentés

Votre objectif sera de participer au développement de ce Centre au sein d'une équipe d'ingénieurs expérimentés en Design.

Déposant d'une gamme complète de technologies bipolaires standard et avancées, ce Centre créera des circuits intégrés linéaires pour le marché européen. Le travailleur en coopération avec d'autres centres de design que Motorola a établis en Europe et dans le monde entier nous portera une attention particulière aux circuits de puissance pour lesquels il deviendra le centre d'expertise.

Les candidats retenus sont des ingénieurs électroniques, ayant une bonne connaissance de l'anglais et possédant une expérience professionnelle d'au moins 2 à 3 ans en conception des C.I. de préférence bipolaires. Des qualités de créativité et le goût du travail en équipe seront appréciés.

Nous offrons pour ce CHALLENGE DE PREMIER PLAN une dimension internationale, les moyens de notre Centre de Production et un environnement de travail jeune et innovateur.

Adresser votre dossier de candidature à Jean-François GADÉAU

MOTOROLA S.A.
BP 1029 31023 TOULOUSE CEDEX

Nous sommes chargés par une firme internationale de recruter un **RESPONSABLE DEVELOPPEMENT PRODUITS**

Ingenieur mécanicien de formation, il animerait le bureau d'études et contrôlerait les expérimentations et les essais. Sa fonction première sera d'assurer la mise au point technique dans les négociations, France et étranger.

Bilingue anglais ou allemand. Poste basé dans l'YONNE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous n° 781, à VALENS CONSEIL, B.P. 359, 75064 PARIS CEDEX 02.

INFO'ROP
Recherche URGENT pour sites PARIS ET PROVENCE

INGÉNIEURS
VAX + ASSEMBLEUR 68 000. Tél. pour r.v. : 45-00-24-03.

VILLE DE PANTIN
43 000 habitants recherche **RESPONSABLE DE LA GESTION ET DE LA DIRECTION DU CINEMA MUNICIPAL**

Prés. c.v. à monsieur le Maire de Pantin, mairie de Pantin, 45, av. de la République, 93500 Pantin.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Particulier vend Mobil-Hoïne Delta, gabarit routier 250 x 755-1 moteur 2.000 kg + abri, frigo, w.-c., douche, eau chaude, placés, état impeccable. Prix 30.000 F. Tél. domicile 47-48-18-34, bur. 47-25-82-88.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LVI) B.P. 281-08 PARIS CEDEX 08.

villegiature

40 MN DE PARIS dans un cadre agréable. Sa terrasse sur les bords du Loing

HOTELLERIE LA VANNERIE ROUGE

International *** A Restaurant de tourisme 77800 MONTIGNY-S/LOING Téléphone : 445-82-10.

Loué Mécroc, villa meublée, 100 m², 4.800 F. Personnel et charges compris. Tél. 68-72-08-12.

DEMANDES D'EMPLOI

C.E. courrier, 47 ans, soudeuse, industrielle, assurances, bachelier, 15 ans exp. Tél. 48-33-61-94.

Jeune Femme cherche emploi stable Paris ou banlieue.

STENOGRAPHE

Libre de suite.

J.F., 27 ans, maîtrise anglaise, commerce, gestion offre collaboration. Langues : anglais, allemand, chinois. Expériences marketing direct, interviews, documentation, commerce extérieur. T. (1) 38-58-55-53. Ecrire sous le n° 6 999 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessy, Paris-7^e.

Cap. off., pers. et direction, exp. et goût travail étranger, bonnes conn. Amér. latine, ing. 32 a. ch. société dynamique. Tél. : 43-75-51-34.

Professionnel de l'information, 35 ans, dont 12 de presse, recherche entreprise désireuse de développer, offrir, stabiliser ses réseaux de communication pour un éventuel échange d'informations. Ecrire sous le n° 7418 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessy, Paris-7^e.

STOP !

38 ans, ingénieur export (français, anglais, arabe) 11 ans exp. : Afrique, Europe, Moyen-Orient. Gestion d'entreprises. Construction d'entreprises ind. Nouvelles ré. Etude des propositions. Ecrire sous le n° 7418 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessy, Paris-7^e.

locations non meublées offres

Paris

PLACE DES TERRES
Particulier loue 40 m² JOLI 2 PIÈCES CUISINE + SALLE DE BAINS + CAVES, clair, calme, au 5^e étage, ascenseur dans immeuble récent, neuf, 3 900 F ch. comprise. Tél. 47-41-21-70 ; répondre 42-81-49-58.

locations non meublées demandes

Paris

POUR CADRES SUPÉRIEURS et EMPLOYÉS grande société française recherche en location Paris ou banlieue APPTS 2 à 6 PIÈCES, STUDES ET VILLAGES. Tél. 48-00-30-33 (10 heures-13 h 30).

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE, corps dipl. et cadres de stés multinationales. Tél. : 45-62-78-99

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES villas très bien,oyer garanti. (1) 48-88-88-88 - 42-83-67-02.

maisons de campagne

Dans le 71 (Sud de Loire) A. ALLIOT (71300) (Proximité Chalon-sur-Saône) et K. de la Poste vend 500.000 F. Cause mutation sur terrain arboré de 88 m², toit 4 pièces, 3 chbres, salon, salle à manger avec cheminée, tout confort, entrée, dégarde, cave, terrasse de 35 m² carrelée, sous-sol, garage 2 voitures, coin atelier, pièces carrelées, caves, impression très calme, orientation Ouest. Prêts PAP et APL possibles. Tél. avant 9 h et après 18 heures, au 18 (1) 46-82-88-76.

viagers

Libre, splend. Sud Paris, 110 m², 200 m² habitables + dépend. 1.300 m² parc, 1 ét. 80 ans, 350.000 F + 4.450 F mensuels. Tél. : 43-22-78-98.

domaines

PARAGUAY ORIENTAL (ITAPIA) Propriété forestière de 500 ha (complet) de haute préservation, avec exploitation forestière, avec les meilleurs sols du Paraguay pour l'agriculture à vendre pour 1.018.000 F (1.500/ha) sol d'origine volcanique, climat et précipitations permettant 2 récoltes/an (production de bois de sciage). La propriété est située sur 5 km par une route et à accès à la route asphaltée à 10 km. Vous pouvez voir le pays d'achat en France en F. Veuillez adresser le courrier à : ARNO J. GOSSET, Garumara 8, D-5251 Homburg, RFA.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
QUARTIER HONORE
PLEIN CIEL - PENTHOUSE
qd living, 1 chbre, terrasse
Prix : 2.200.000 F
HAMPTON 42-26-50-36.

6^e arrdt
109, CHERCHE-MIDI
Magnifique 2 P., décor raffiné, bel imm., rénové de ref., cave, vis-à-vis, parking, ESC. S.
JUD. 14 H & 17 H.

14^e arrdt
RUE BEAUNIER
4 APPTS DU 2 AU 4 PIÈCES
Bel imm. rénové, asc. sp.
GARBI 46-87-22-88.

17^e arrdt
AVENUE CARNOT
DANS VOIE PRIVÉE
bel imm., rénové, ascenseur
très beaux étages, 30 m²
GARBI 46-87-22-88.

Province
SAINT-TROPEZ
CHAPPELLE SAINT-ANNE
ELEGANTE MAISON
6 CHAMBRES, 4 BAINS
GDE RÉCEPTION, TERRASSE
Téléphone : 16 (94) 84-81-88.

appartements achats
RECHERCHE URGENT
Studios ou 2 pièces, même à rénover. Paris. 42-82-01-82.

locations non meublées offres

Paris

PLACE DES TERRES
Particulier loue 40 m² JOLI 2 PIÈCES CUISINE + SALLE DE BAINS + CAVES, clair, calme, au 5^e étage, ascenseur dans immeuble récent, neuf, 3 900 F ch. comprise. Tél. 47-41-21-70 ; répondre 42-81-49-58.

locations non meublées demandes

Paris

POUR CADRES SUPÉRIEURS et EMPLOYÉS grande société française recherche en location Paris ou banlieue APPTS 2 à 6 PIÈCES, STUDES ET VILLAGES. Tél. 48-00-30-33 (10 heures-13 h 30).

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE, corps dipl. et cadres de stés multinationales. Tél. : 45-62-78-99

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES villas très bien,oyer garanti. (1) 48-88-88-88 - 42-83-67-02.

appartements ventes

3^e arrdt
QUARTIER HONORE
PLEIN CIEL - PENTHOUSE
qd living, 1 chbre, terrasse
Prix : 2.200.000 F
HAMPTON 42-26-50-36.

6^e arrdt
109, CHERCHE-MIDI
Magnifique 2 P., décor raffiné, bel imm., rénové de ref., cave, vis-à-vis, parking, ESC. S.
JUD. 14 H & 17 H.

14^e arrdt
RUE BEAUNIER
4 APPTS DU 2 AU 4 PIÈCES
Bel imm. rénové, asc. sp.
GARBI 46-87-22-88.

17^e arrdt
AVENUE CARNOT
DANS VOIE PRIVÉE
bel imm., rénové, ascenseur
très beaux étages, 30 m²
GARBI 46-87-22-88.

Province
SAINT-TROPEZ
CHAPPELLE SAINT-ANNE
ELEGANTE MAISON
6 CHAMBRES, 4 BAINS
GDE RÉCEPTION, TERRASSE
Téléphone : 16 (94) 84-81-88.

appartements achats
RECHERCHE URGENT
Studios ou 2 pièces, même à rénover. Paris. 42-82-01-82.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mûres Paris recherche du STUDIO au 5 p. LOYERS GARANTIS par Sociétés ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

Part. ch. bel apt meublé, stand., 3 chbres min., Aout, sept., oct. uniquement. Ternes, Monceau, Courcelle, Villiers et Neuilly, côté Drugstore. M^{me} DEVERIE. 47-45-88-10.

bureaux

Locations

17^e PLACE WAGRAM
(prox.) BUREAUX de 15 à 250 m²
Aménagements neuf-standards
ACTE 43-80-90-10.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPA 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés.
Démarques et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

DOMICILIATIONS DEP. 80 F ms :
R. ST-HONORE 42-88-50-50.
PARIS-12^e 43-40-68-50.
CONSTITUTION SARL 2 000 F/hc.

DOMICILIATIONS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
MADELINE
CONSTITUTIONS SOCIÉTÉS
BUXE ÉQUIPÉE-TELEX
SECRÉTARIAT 42-93-60-50.

maisons de campagne

Dans le 71 (Sud de Loire) A. ALLIOT (71300) (Proximité Chalon-sur-Saône) et K. de la Poste vend 500.000 F. Cause mutation sur terrain arboré de 88 m², toit 4 pièces, 3 chbres, salon, salle à manger avec cheminée, tout confort, entrée, dégarde, cave, terrasse de 35 m² carrelée, sous-sol, garage 2 voitures, coin atelier, pièces carrelées, caves, impression très calme, orientation Ouest. Prêts PAP et APL possibles. Tél. avant 9 h et après 18 heures, au 18 (1) 46-82-88-76.

viagers

Libre, splend. Sud Paris, 110 m², 200 m² habitables + dépend. 1.300 m² parc, 1 ét. 80 ans, 350.000 F + 4.450 F mensuels. Tél. : 43-22-78-98.

domaines

PARAGUAY ORIENTAL (ITAPIA) Propriété forestière de 500 ha (complet) de haute préservation, avec exploitation forestière, avec les meilleurs sols du Paraguay pour l'agriculture à vendre pour 1.018.000 F (1.500/ha) sol d'origine volcanique, climat et précipitations permettant 2 récoltes/an (production de bois de sciage). La propriété est située sur 5 km par une route et à accès à la route asphaltée à 10 km. Vous pouvez voir le pays d'achat en France en F. Veuillez adresser le courrier à : ARNO J. GOSSET, Garumara 8, D-5251 Homburg, RFA.

CONSTRUCTION NAVALE
Ouverture des
à la Nor

Economie

Agitation paysanne dans l'Ouest

La potion amère des quotas laitiers se révèle inopérante

REPÈRES

Recherche

La RFA réoriente ses crédits

Les dépenses de recherche consacrées à la technologie nucléaire dans le projet de budget 1987 du ministère ouest-allemand de la recherche et de la technologie (BMFT) accusent une baisse de 43 % à 906,3 millions de deutschemarks (2,9 milliards de francs), contre 1,58 milliard de deutschemarks en 1986. Les autres secteurs en bénéficient : électronique 678 millions de deutschemarks (+ 42 %), énergie renouvelables 212 millions de deutschemarks (+ 3 %), biotechnologies 210 millions de deutschemarks (+ 57 %), espace 204 millions de deutschemarks (+ 18 %), matériaux nouveaux 201 millions de deutschemarks (+ 35 %), transport 213 millions (+ 9 %). Le total du budget 1987 du BMFT représentera néanmoins de 7 % à 3,27 milliards de deutschemarks.

Essence

Baisse de 25 centimes depuis la mi-juin

Le prix du supercarburant continue de baisser en France, perdant 25 centimes depuis le 16 juin dernier, selon le dernier relevé hebdomadaire de la direction des hydrocarbures (DHYCA), arrêté au 28 juillet. Les prix moyens à la pompe s'établissent ainsi à 4,73 F par litre pour le supercarburant et à 4,63 F par litre pour l'essence ordinaire.

A la mi-juin, le prix du super brûlait alors la barre psychologique des 5 F (4,98 F) et l'ordinaire valait 4,86 F.

En l'espace d'un peu plus d'un mois, le fust-oil domestique a perdu 36,80 F par hectolitre, s'établissant à présent à 163 F par hectolitre et le gasoil s'inscrit également à la baisse en perdant 27 centimes par litre à 3,26 F par litre.

ÉNERGIE

La conférence de l'OPEP

Les pays du Golfe proposent un accord provisoire

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

Après deux jours de discussions à Genève, les treize pays de l'OPEP étaient toujours cruellement divisés sur la conduite à suivre pour tenter de redresser le prix du pétrole.

Les pays du Golfe ont proposé, à défaut d'un accord complet et définitif, que chaque pays membre baisse temporairement et d'une façon volontaire sa production. En laissant chaque délégation décider elle-même des sacrifices qu'elle est prête à consentir, on évite les problèmes politiques posés par la distribution de quotas obligatoires et de longue durée, assurent les partisans de ce « plan ». Les baisses de production, inégales d'un pays à l'autre, seraient toutefois chiffrées de façon précise. Mardi soir, après un premier tour de table, sept pays, dont l'Arabie saoudite, ont accepté une réduction qui aboutit à une diminution globale de 1,5 million de barils par jour, soit 7,5 % de la production actuelle de l'OPEP.

Après deux mois d'application, les treize pays se réuniraient à nouveau en septembre pour tenter d'aller plus loin et de définir cette fois une stratégie à plus long terme. Ils tenteraient également d'obtenir des producteurs non membres de l'organisation des baisses volontaires.

Aussitôt connu, ce plan a provoqué une contre-proposition de l'Algérie, appuyée par l'Iran, la Libye et le Gabon. « Ce n'est pas crédible. On ne sait même pas ce que l'Arabie saoudite produit actuellement. Si on fait un plan, il faut être sérieux. Ce n'est pas la peine d'arrêter la galerie », assurait M. Youfi, président de la Sonatrach et numéro deux de la délégation algérienne. Le plan algérien consistait à réduire immédiatement et de façon obligatoire le rythme d'extraction de chaque pays, de façon à ramener la production de l'OPEP entre 15 et 16 millions de barils par jour, contre près de 20 millions actuellement. Ce plafond sera réparti pays par pays, selon des quotas calculés sur la base des propositions faites il y a un mois. Les pays qui, pour des raisons politiques, ne pourraient officiellement accepter ces quotas — c'est-à-dire

Dans les Côtes-du-Nord, à deux reprises, samedi 26 et mardi 29 juillet, des groupes d'agriculteurs appartenant au MODEF ont déversé sur la chaussée plusieurs milliers de litres de lait, après avoir intercepté des camions de ramassage. En Ille-et-Vilaine, le département le plus touché par les pénalités laitières, M. Pierre Méhaignerie, maire de Vitry et ministre de l'équipement, envisage de faire accorder des aides aux producteurs par le conseil général.

Les manifestations des producteurs de lait dans l'Ouest de la France s'expliquent par l'importance des pénalités laitières (320 millions de francs sur 360 millions de francs), que doivent payer les éleveurs ayant dépassé les quotas auxquels ils étaient soumis. Elles s'expliquent surtout par un traitement inégalitaire. Mais ce n'est rien encore à côté de ce qui semble se préparer.

La politique des quotas laitiers, si courageuse qu'elle soit, est un échec. Lors d'un séminaire de réflexion tenu à Londres le 18 juillet, le commissaire européen à l'agriculture, M. Frans Andriessen, a clairement annoncé à ses collègues qu'il fallait donner un nouveau coup d'arrêt à la production laitière. Fin juin, en dépit des quotas, les stocks de beurre s'élevaient à près de 1,4 million de tonnes dont 418 000 tonnes achetées dans les six derniers mois. La montagne de poudre de lait qui s'était réduite par des dégellements importants entre 1983 et 1985, se reconstituait : 900 000 tonnes dont 394 000 accumulées en six mois.

En France, le dépassement de la collecte autorisée, de l'ordre de 2 %, a entraîné pour la campagne 1985-1986 les pénalités que l'on sait : 360 millions de francs. Pour la campagne en cours, on marche allègrement vers de nouveaux dépassements. Sur les mois correspondants de la campagne passée, la collecte

augmente de 1,5 % en avril, de 1,3 % en mai, de 3,1 % en juin et probablement de 1 % en juillet. Il faudrait, pour revenir « dans les clous », qu'elle diminue de 2 % jusqu'en mars prochain. Guère pensable.

La Commission européenne estime que la diminution supplémentaire de 3 % des quotas prévus pour les deux prochaines campagnes ne suffira pas, mais elle n'ose envisager une ponction plus forte. En revanche, elle projette de mieux faire respecter les quotas en interdisant, par exemple, les compensations entre régions déficitaires et régions bénéficiaires, ou en augmentant le poids des pénalités, qui passeraient à 200 % du prix du lait au lieu de 100 %. Elle étudie aussi la suppression de l'intervention permanente sur le beurre et la poudre de lait. Enfin, des experts travaillent sur un système de double prix, prix garanti pour la production intérieure, prix réduit pour l'exportation, selon le système des quotas bovins.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer et relativiser l'agitation actuelle. Selon certains, les mouvements sporadiques plus dirigés d'ailleurs contre les laitières que contre les éleveurs publics, symboles du pouvoir politique, pourraient déboucher sur une nouvelle guerre du lait comme en 1972. D'autres croient savoir qu'il ne s'agit que de simples bouffées de colère. Les réactions des éleveurs sont imprévisibles : on constate, par exemple, un afflux de vaches de réforme au marché du cadran du Finistère. Une vache, la plus vieille du troupeau, envoyée à l'abattoir, cela peut correspondre au paiement d'une pénalité. On calcule en effet qu'en moyenne, pour les soixante-cinq mille éleveurs du grand Ouest, qui ont « dépassé », sur cent trente mille producteurs, la pénalité représente moins de 5 000 F. Certains « gestionnaires » vont même jusqu'à reconnaître que pour des gros producteurs (plus de 300 000 litres de lait) qui ont leurs investissements derrière eux, il est plus intéressant de payer une pénalité de 60 centimes par litre en excédent que de réduire la production. De quoi apporter de l'eau au moulin du commissaire européen.

La zizanie chez les producteurs

Mais la situation est surtout difficile à prévoir du fait de l'absence de maîtrise syndicale du mouvement. Dans l'Ouest, les syndicats concurrents profitent de la situation pour surenchérir, et la FNSEA éprouve quelque difficulté à orchestrer le mouvement. Cela reviendrait pour elle à justifier le refus du paiement des pénalités, ce qu'elle ne peut pas faire, et à mettre le doigt dans l'engrenage des plaintes liées aux inégalités de traitement faites aux producteurs, selon qu'ils livrent à une laiterie qui a peu, beaucoup ou pas dépassé son quota. Accessoirement.

● Double échec pour la France et l'Europe à propos de l'accord sur les bois tropicaux. — Les membres de l'accord international sur les bois tropicaux, négocié sous l'égide de la CNUCED, ont désigné comme siège de l'organisation la ville de Yokohama (Japon) et ont élu comme directeur exécutif le cascadier malaisien, M. Hoja Frazzilah Bin Che Yee.

La France était candidate pour accueillir le siège de cette organisation, mais une confusion avait été entretenue par une double candidature, celle de Marseille ayant été déposée après celle de Paris. Lors des négociations précédentes, la France s'était ralliée au choix européen : Amsterdam. Pour sortir de l'impasse due à l'abandon des villes candidates, la CEE avait renoncé lundi 28 juillet à la sienne, mais avait réaffirmé son désir de voir élu le Français Jean Clément comme directeur exécutif.

CONSTRUCTION NAVALE

Ouverture des négociations à la Normed

A la veille de l'ouverture des négociations entre la direction et les syndicats de la Normed, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, qui est le bailleur de fonds de l'entreprise, a indiqué dans un communiqué, le mardi 29 juillet, que « l'aide de l'Etat suppose que les partenaires sociaux de l'entreprise conviennent de terminer les navires dans des conditions raisonnables de prix et de délai, c'est-à-dire proches des prix de revient et dates de livraison initialement prévus. Si tel est le cas, à l'issue des négociations qui se sont engagées à

Nord-Méditerranée, les moyens financiers nécessaires à l'achèvement des navires seront mis en place ».

Rappelons que le gouvernement s'est engagé à payer les salaires de juillet et d'août, mais qu'il n'a pas pris un tel engagement pour septembre. Tout dépendra de la diligence avec laquelle les partenaires sociaux mèneront la discussion pour aboutir à un nombre suffisant de réductions d'emplois. La Normed, avec les sites de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat, occupe 6 800 personnes.

ment, la FNSEA se verrait rappeler que ce problème aurait pu être atténué si une plus grande quantité des quotas libérés avait été affectée à la réserve nationale. Au nom du droit des professionnels à gérer eux-mêmes leurs affaires, comme au nom de la sacro-sainte lutte contre l'emprise de l'administration, la FNSEA a préféré laisser aux laitières la gestion des quotas et des droits à produire. Du coup, la zizanie s'est installée dans les villages de l'Ouest, où l'on enregistre quelques opérations de commandes menées par des producteurs chez d'autres producteurs.

On se heurte à quatre problèmes : — celui de l'injustice, née de l'incertitude des taux de pénalisation (qui vont de 0,10 F à 0,60 F par litre) variables, comme on vient de le voir, selon la situation des laitières, et pour lequel on ne connaît pas de solution ; — celui des priorités reconnues (jeunes ayant un plan de développement, ou exploitation ayant subi des calamités) qui a été à peu près réglé puisqu'ils peuvent atteindre, sans pénalités, 97 % de leurs objectifs. Toutefois des obstacles subsistent tant il est difficile de faire entrer chaque entreprise agricole dans un moule, pour les éleveurs dont les objectifs calculés et prévus par les plans de développement étaient notoirement insuffisants par rapport au développement réel de l'exploitation.

— Celui des petits producteurs. C'est le dossier mis en avant par la FNSEA et les autres syndicats qui demandent une exonération pour les petites exploitations en état de

dépassement. Si l'on exonère ou compense, que penseront les 50 % de petits producteurs qui se sont arrangés pour rester à l'intérieur de leur quota ? La zizanie va redoubler. Quelle crédibilité auront les prochaines menaces de pénalités ? Enfin avec quel argent pourrait-on dédommager ces petits producteurs ?

— Celui des prioritaires non reconnus comme tels. Ce sont ceux-là qui, aujourd'hui, réagissent le plus. Ce sont ceux qui ont investi et intensifié leur production à partir de 1983, année qui sert de référence à leur quota actuel, nettement plus bas que ce qu'ils sont contraints de produire. Trop âgés pour bénéficier des plans de développement et des taux bonifiés, ils sont fortement endettés, car ils ne sont pas assez

vieux pour laisser filer en attendant la retraite.

Bref ce sont les « modernisés » récusés de quarante ans et plus qui devront dans l'attribution des futurs droits à produire pour la campagne en cours faire l'objet d'une plus grande attention.

Aussi affiné que puisse être le traitement des quotas, on voit bien que la potion qui provoque aujourd'hui quelques crises d'arbitrage risque de laisser la place à un remède de cheval, si l'ordonnance du bon « docteur » Andriessen comprend à la fois les quotas, les pénalités au tarif double, et la baisse du prix du lait qu'entraînerait une réforme de l'intervention. Y a-t-il un autre médecin pour la PAC.

JACQUES GRALL

Le manque d'eau préoccupe les agriculteurs du sud de la France

Le manque d'eau suscite une grande inquiétude dans de nombreux départements du Sud-Ouest et du Sud-Est, où l'on craint pour les récoltes et l'alimentation du bétail et où les incendies se multiplient. La FNSEA a jugé la situation suffisamment sérieuse pour annoncer la création d'une commission nationale de la sécheresse en son sein.

Dans tout le Sud-Est, près de la moitié des sols ont une réserve en eau inférieure à 30 millimètres, soit 20 % seulement de la réserve normale en cette période de l'année, indiquent les services du centre d'information régional et de coordi-

nation de la sécurité civile de Valabre (Bouches-du-Rhône). Les productions céréalières et fourragères sont particulièrement touchées dans le Languedoc-Roussillon.

Dans le Sud-Ouest, déjà affecté l'an dernier par la sécheresse, aucune pluie n'a été enregistrée depuis le début du mois de juin dans les régions proches des Pyrénées. La situation de l'élevage est particulièrement préoccupante en Limousin. Cette sécheresse se fait sentir également en Auvergne, dans le Centre et en Alsace. Par contre, la situation paraît proche de la normale dans les Alpes, en Lorraine, en Bretagne, en Normandie et dans le Nord.

Pour récupérer le marché espagnol du maïs

La Commission européenne compte proposer aux Etats-Unis un meilleur accès pour leur soja

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Quelle solution trouver au conflit d'intérêts qui oppose la Communauté européenne aux Etats-Unis à propos de l'approvisionnement de l'Espagne en maïs et en produits équivalents ? La Commission de Bruxelles a soumis récemment, en grand secret, aux représentants des Douze quelques suggestions. En résumé, pour récupérer le marché espagnol de maïs qu'elle avait dû abandonner cette année, contrainte et forcée, aux Américains, la Commission propose de leur offrir un meilleur accès au marché espagnol des grains oléagineux et des tourteaux.

M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, avait souligné, début juillet, que l'arrangement sur le maïs serait tout à fait provisoire, que les règles de la politique agricole commune s'appliqueraient à nouveau normalement à l'Espagne, en 1987 la négociation sur les effets de l'élargissement engagée avec les Etats-Unis au titre de l'article 24, paragraphe 6 du GATT (l'accord qui régit le commerce international) aurait été menée à terme.

L'objectif poursuivi est de rétablir un prélèvement mobile sur les importations de maïs américain en Espagne. Pour convaincre les Etats-Unis, la Commission propose de leur faire valoir que, en contre-partie de la perte du marché du maïs espagnol, ils vont pouvoir y exporter davantage d'oléagineux, et notamment de soja. Le marché espagnol des grains oléagineux est, pour l'instant, très protégé, afin de défendre la consommation d'huile d'olive. Les grains sont achetés par les industriels triturateurs et doivent obligatoirement être réexportés sous forme d'huile. La Commission propose d'accorder aux Etats-Unis un quota d'importation de grains et de tourteaux en Espagne, quota qui serait progressivement accru, tandis que l'obligation de réexporter disparaîtrait.

Du côté français, cette ébauche de solution laisse perplexité. Il semble que sur un bon nombre de points la Commission soit restée dans le flou.

1) Comment traitera-t-on à l'avenir les importations en Espagne de produits de substitution des céréales (PSC), tel le gluten de maïs en provenance des Etats-Unis ? Dans l'arrangement actuel, ces importations sont comptabilisées avec celles de maïs. Les Français font valoir que, si l'on ouvre les frontières espagnoles aux PSC américains, l'espoir d'y vendre des céréales s'évanouit en partie, même si la préférence communautaire en ce qui concerne ces dernières est rétablie.

2) Quelle est l'importance du quota — grains oléagineux et tourteaux — qu'on offrira aux Améri-

cains ? Dans l'hypothèse où ceux-ci accepteraient de considérer le troc que la Commission a en tête, il n'est pas du tout certain qu'ils se résigneraient à ce que les facilités d'accès pour les grains soient quantitativement limitées. Or une ouverture substantielle du marché espagnol provoquerait la dégringolade des cours de l'huile d'olive et, pour indemniser les producteurs espagnols, une dépense supérieure à 1 milliard d'ECU, soit 7 milliards de francs par an.

Certains à Paris n'ont pas renoncé à l'idée d'imposer, à l'occasion de la nécessaire réforme du marché commun des oléagineux, une taxe sur les huiles et les graines importées. Compte tenu des pressions exercées par les pays tiers exportateurs et relayées par plusieurs États membres, un tel projet peut paraître irréaliste. Mais est-il judicieux de définitivement y renoncer avant même d'avoir commencé à débattre de la réforme ?

Ce dossier difficile est ouvert par les Douze alors que le climat général des relations agricoles transatlantiques continue à être tendu.

A Genève, les travaux du comité préparatoire chargé de mettre au

point un projet de déclaration à soumettre à la session ministérielle du GATT qui se tiendra en septembre à Punta-del-Este pétiennent. Les Etats-Unis, l'Australie, l'Argentine et quelques autres insistent pour qu'on y indique que les futures négociations commerciales multilatérales (NCM) porteront en partie sur l'élimination des subventions à l'exportation. La CEE refuse.

La Commission de Bruxelles négocie avec les Etats-Unis le règlement du contentieux que suscitent les accords préférentiels conclus avec la CEE avec ses voisins de la Méditerranée (Maroc, Tunisie, Israël...).

Les producteurs californiens s'estiment discriminés, et une fois encore Washington menace de représailles. C'est un conflit qui rebondit périodiquement depuis quinze ans. Le projet d'arrangement concocté par la Commission et dont débattait ce mercredi les représentants permanents des Douze est loin d'emballer ceux-ci. Il prévoit notamment une limitation des subventions accordées par la CEE pour exporter les pâtes alimentaires. Ce qui revient à donner un droit de regard aux Etats-Unis sur cette politique d'exportation. N'est-ce pas là un précédent dangereux ?

PHILIPPE LEMAÎTRE

Koweïtiens et Japonais élisent domicile à Sophia-Antipolis

Coup sur coup, deux événements ont orienté les projecteurs de l'actualité sur Sophia-Antipolis, ce parc d'activités et de technologies de haut niveau situé entre Cannes et Nice, sur le plateau de Valbonne.

Lundi 28 juillet, la société Aisin Seki, du groupe japonais Toyota, a signé l'acte d'achat d'un terrain pour construire un centre de recherche européen. Les négociations avaient duré six ans. Ce sera la première implantation japonaise significative à Valbonne (avec la création d'une cinquantaine d'emplois), où se sont déjà installées près de cent cinquante entreprises depuis 1969.

Quelques jours auparavant avait été inauguré le second des quatre immeubles de l'opération Algorisme construits par la société de Toulouse Guiraudie-Auffève (GA). Cet immeuble a été financé par la société Frankobail, une SICOMI (1) dont l'essentiel des capitaux est détenu par l'Etat du Koweït. En un an d'existence, elle a engagé pour près de 400 millions de francs d'investissements immobiliers, tant à Paris qu'en Ile-de-France (Centre commercial à Saint-Quentin-en-Yvelines), qu'en province (Orléans, Brest, Caudebec, par exemple).

A cette occasion, M. Jean-Claude Empereur, directeur général de Frankobail et directeur général adjoint de la Banque franco-koweïtienne (2), a déclaré que si Sophia-Antipolis avait été choisie, c'était pour marquer la confiance

des investisseurs koweïtiens dans le succès de cette « technopole » : « Il s'agit, par Frankobail, de favoriser l'approche progressive de l'industrie française pour les capitaux du Koweït, à travers l'immobilier d'entreprise », a-t-il précisé.

M. Empereur, analysant la politique d'investissement du Koweït en France, a indiqué que le groupe Kuwaiti French Bank cherchait à se diversifier (immobilier, bureaux, hôtels, laboratoires, agences bancaires) et que les capitaux arabes éprouvaient à l'égard de notre pays « à la fois de la confiance et de la perplexité à cause de la réglementation et du poids de la fiscalité ». Il a suggéré que les capitaux privés — via les SICOMI — puissent à l'avenir financer des projets relevant jusqu'à maintenant de l'Etat ou d'entreprises nationales (TGV, bâtiments administratifs, prisons).

Enfin, il a indiqué que Frankobail avait le désir de s'introduire à la Bourse et de faire typier au marché des que cela sera possible.

F. Gr.

(1) Une SICOMI (société pour l'investissement) dans le commerce et l'industrie) finance des immeubles de bureaux ou commerciaux qu'elle loue ou qu'elle cède en location-gérance.

(2) La Kuwaiti French Bank célèbre son cinquième anniversaire. 80 % du capital est détenu par des investisseurs institutionnels koweïtiens, 20 % par le CFC.

Economie

ENTREPRISES

M. Bernard Tapie revend aux Britanniques une partie de ses actifs

La société britannique Booker rachète pour 9,7 millions de livres sterling (un peu moins de 100 millions de francs) 38 % du capital de la société de La vie claire, ainsi que des participations dans d'autres sociétés du groupe de M. Bernard Tapie. La vie claire, qui cofinane un réseau de magasins franchisés dans le secteur des produits diététiques, a réalisé un bénéfice de 10 millions de francs en 1985, avec un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, qui devrait atteindre 250 millions de francs en 1986. En avril dernier, M. Tapie avait annoncé qu'il n'avait pas l'intention de revendre la maison de couture de M^{me} Grès, acquise en juillet 1984. C'est pourtant ce qu'il vient de faire en cédant cette maison (6 millions de francs de chiffre d'affaires) à la maison Jacques Estérel, présidée par M. Jean-Michel Chaffour, qui avait déjà, au début de 1985, racheté à Bouscass Saint-Frères la société de prêt-à-porter Pigeon Voyageur.

Le numéro un mondial de l'amidon de maïs mise sur le blé en Europe

CPC International (Carm Products Company), leader mondial de la transformation du maïs, vient d'acheter une troisième unité de transformation du blé en Europe, Wheat Industrie, à Cork, en Irlande, après celle de Zulphich, en RFA, et celle de Sas-van-Gent, aux Pays-Bas. Cette opération confirme l'intérêt manifesté par l'industrie pour le blé européen comme source d'amidon, qui, à la différence du maïs, n'a pas besoin d'être séché et fournit un sous-produit plus riche en protéines. L'amidon et le glucose sont utilisés par de nombreuses industries parmi lesquelles la confiserie, la brasserie et les boissons, la papeterie et cartonnerie, la chimie textile.

CPC International a réalisé un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de dollars en 1985, dont environ 38 % dans les produits dérivés du maïs, le reste dans l'épicerie (avec, par exemple, les marques Knorr, Maitzen ou la Louve alsacienne). Les activités européennes de CPC représentent 38 % du total et se répartissent pour moitié entre produits d'épicerie et produits industriels à base d'amidon.

Airgaz s'installe chez Cdf-Chimie

Airgaz, filiale française du groupe allemand Hoechst, étend ses activités. La société vient de conclure un accord avec Cdf-Chimie en vue d'implanter deux nouvelles unités de gaz industriels sur des plates-formes du groupe chimique d'Etat. L'une sera installée à Toulouse (Haute-Garonne), l'autre à Mésange (Pyrénées-Orientales). Un gaz chassera l'autre. Cdf-Chimie trouve ainsi le moyen de reclasser une partie du personnel employé à la fabrication d'ammoniac à Mazingarbe (150 personnes concernées), dont l'arrêt est prévu pour 1987 en liaison avec la fermeture de la cokerie de Drocourt (approvisionnement en gaz). L'arrivée d'Airgaz permettra au total de créer 80 emplois, dont une quarantaine sur le site de Mazingarbe. Avant du géant allemand de la chimie, Airgaz (150 millions de francs de chiffre d'affaires) est une entreprise de création récente (1973). La firme produit et commercialise tous les gaz industriels. Elle est déjà implantée en Ile-de-France, dans la région Rhône-Alpes, en bordure de la Méditerranée, en Lorraine, en Normandie et en Bretagne. Son ambition est de couvrir la totalité du marché français de maïs en grignotant le gâteau de L'Air liquide.

Le projet d'ordonnance sur le travail différencié

Les entreprises n'auraient plus à justifier le motif d'un contrat à durée déterminée

L'ordonnance sur le « travail différencié » (les contrats de travail à durée déterminée, l'intérim, le travail saisonnier et le travail à temps partiel) prévue par la loi d'habilitation devrait être prochainement soumise au conseil des ministres par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. On parle du 6 août ou du 20 août et, actuellement, le projet de texte, qui a fait l'objet de discussions en comité interministériel, et a été présenté aux partenaires sociaux est soumis au Conseil d'Etat.

Si la CGC exprime « ses plus vives réserves », mais accueille « avec satisfaction » le projet gouvernemental de préretraites à mi-temps pour les salariés menacés de chômage, les autres organisations syndicales se montrent plus critiques ou déçues. La CFTC « regrette que des limites plus nettes ne soient pas prévues » et craint une généralisation, au détriment des contrats à durée déterminée.

La CFDT, dans une déclaration de sa commission exécutive, estime que « ce projet est unilatéral en ce qu'il favorise les entreprises sans jamais améliorer le statut social des salariés ». Les nouvelles dispositions « peuvent modifier la logique d'usage de ces contrats de travail », redoute la CFDT, pour qui le gouvernement « est en retard d'un demi-siècle ». Pour elle, le projet « démolit partiellement l'accord national sur le travail temporaire du 13 mai 1985 », une réussite de la politique conventionnelle. La CGT, quant à elle, fortement opposée à ce projet, et M. André Delucast, secrétaire de la CGT, a déclaré que « le gouvernement s'attaque en grand à la destruction de l'emploi, au démantèlement du code du travail et de la législation sociale ».

Tel qu'il se présente actuellement, le projet d'ordonnance permet aux entreprises d'avoir recours aux

contrats de travail à durée déterminée sans avoir à en justifier le motif. Il en est de même pour les missions d'intérim. Seule obligation à respecter, et qui ne sera contrôlée qu'a posteriori, l'employeur ne pourra utiliser de tels contrats de travail pour un besoin permanent. Ils seront réservés à des tâches déterminées pendant une période limitée.

La durée maximale de ces contrats à durée déterminée sera allongée. Elle sera portée de douze mois à vingt-quatre mois dans tous les cas (actuellement, cette possibilité n'était offerte que pour les commandes exceptionnelles ou pour l'embauche d'un chômeur de longue durée), et les entreprises auront la faculté de les fractionner. L'entreprise pourra procéder à deux renouvellements et, par conséquent, faire succéder trois missions de huit mois sur deux ans pour un même poste, ou encore trois missions de quatre mois sur un an. Toutefois, une mesure devrait empêcher que le contrat de travail à durée déterminée ne devienne systématiquement une période d'essai prolongée. Les autres dispositions en vigueur seraient d'ailleurs maintenues, et aucune modification n'interviendrait sur le plan social. Pour satisfaire les syndicats professionnels du travail temporaire, l'alignement des conditions d'exercice de l'intérim sur le contrat à durée déterminée serait maintenu. Après l'intervention des deux organisations patronales, le PROMAT et l'UNETT, le 25 juillet, il a été admis que la durée limite serait ainsi portée à 24 mois, contre 6 mois actuellement, alors que la durée moyenne des missions d'intérim a été de 1,9 semaine en 1985.

En revanche, l'utilisateur ne pourra renouveler qu'une fois le contrat de travail temporaire avec un salarié pour un même poste.

D'autre part — et cela apparaît comme la mesure la plus originale — un contrat de travail intermittent serait mis en place pour les salariés saisonniers. Ils pourraient bénéficier de contrats à durée déterminée avec l'assurance d'être réembauchés la saison suivante.

Pour les travailleurs à temps partiel, enfin, il serait décidé de faire en sorte que leur emploi ne provoque le franchissement de seuils sociaux qu'au prorata des heures effectivement travaillées. Actuellement, le salarié à temps partiel effectuant plus de vingt heures par semaine était inclus dans les effectifs comme salarié à temps complet. Les organisations patronales se plaignaient de cette réglementation qui pouvait entraîner l'apparition de délégués du personnel ou d'un comité d'entreprise.

A. L.

Manifestations de la CGT à Trith-Saint-Léger

Des membres de la CGT de l'usine Unimetal de Trith-Saint-Léger (six cent trente salariés, produits longs), près de Valenciennes (Nord), ont allumé, le mardi 29 juillet, plusieurs feux de piqueux à proximité de l'entreprise. La CGT a refusé de participer à la réunion du comité d'entreprise au cours duquel la direction a confirmé la fermeture des laminoirs. Organisant plusieurs rassemblements, la CGT a également enflammé des piqueux sur l'autoroute Paris-Bruxelles et sur la voie ferrée Valenciennes-Cambrai. En milieu d'après-midi, la situation était redevenue calme.

Pour sa part, la CFDT s'est désolidarisée de ces actions. Pour son responsable, M. Joël Hollin, il ne faut « plus se battre pour une cause perdue d'avance », même si la fermeture est « scandaleuse ». Mais, a-t-il ajouté : « Nous allons employer toute notre énergie pour que tout le personnel soit reclassé dans les meilleures conditions et dans des emplois durables. Pas question de déboulonner le train tant que tous les salariés n'auront pas un nouveau contrat de travail en poche ».

M. Roederer, le directeur de l'usine Unimetal de Trith-Saint-Léger, a annoncé le maintien sur place de « deux cent trente-cinq emplois, comprenant une division transformation à créer, ayant consisté de se développer (...) : un centre de services et de travaux, chargé en particulier de régler les cas sociaux les plus difficiles concernant les handicapés et les salariés les plus âgés, et un centre de formation ». Le président (PS) et le vice-président chargé des problèmes économiques du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais ont demandé à M. Chirac d'annuler la décision de fermeture du train à poutrelles.

Marchés financiers

PARIS, 29 juillet =

Une bonne résistance - 0,82 %

La Bourse de Paris a une fois encore montré le 29 juillet qu'elle savait se désolidariser de Wall Street. Alors que le marché américain a coté 36 points lundi, en dépit des déclarations du président Reagan indiquant que l'avenir se présentait bien pour l'économie de son pays, une bonne résistance s'est manifestée à Paris. A l'issue de la séance du matin, l'indice de tendance perdait près de 1 %. En séance officielle, ce repli initial était quasiment maintenu. A l'approche du son de cloche final, le marché reculait de 0,82 %.

Parmi les plus vifs replis figuraient SCREX, Penarroya, Eurocom et L'Oréal, suivis par SEB, Lorientaise et Thomson-CSF.

En progression, on notait la Compagnie du Midi, Facom, CFAO et Pulex, de même que Ciments français, Colson et Carrefour.

Autour de la corbeille, les observateurs se rejoignent de voir le marché aussi soutenu, en dépit d'une conjoncture internationale morose. La tendance a pu être quelquefois dans l'attente portée par les étrangers à la place de Paris. Le rapport de l'INSEE publié en début de semaine, faisant état de l'optimisme des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre 1986 a aussi été bien ressenti. Le coup de semonce de Wall Street a fourni l'occasion de se calmer au palais Bourbon, théâtre, la semaine dernière, d'un net et rapide mouvement de hausse.

Du côté des obligations, les cours sont restés déçus, par effet de sympathie avec New-York. Un bon soutien était cependant noté et peu de vendeurs se sont manifestés.

Au MATIF, le contrat à échéance mars 1987 recule de façon modérée, à 112,05 (112,20 la veille).

Lingot : 78 000 F (- 450).
Napoleon : 515 F (- 8).

NEW-YORK, 29 juillet ↑

Plus résistante

Après la bourrasque essuyée en début de semaine, Wall Street s'est montrée plus résistante mardi. Le marché a, néanmoins, encore perdu du terrain, mais pour partie les pertes initiales ont été effacées en séance. Tombé un instant à 1 752,95, l'indice des industrielles s'établissait, en clôture, à 1 766,87 (- 7,03 points). Le bilan de la journée est cependant resté assez mauvais. Sur 1 961 valeurs traitées, 1 060 ont baissé, 505 seulement ont monté et 396 n'ont pas varié.

La reprise du marché obligataire a aidé les investisseurs à surmonter leur découragement déjà suffisamment entretenu par les résultats très décevants des entreprises industrielles. D'autre part, les déclarations faites par M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, sur les taux d'intérêt — le patron de la Banque centrale américaine les juge encore à un niveau historiquement élevé — ont ravivé l'espoir d'une nouvelle et prochaine détente sur le front monétaire.

Quelques achats ont été enregistrés sur les « Blues Chips », revues à des niveaux de prix attractifs. Les actions des compagnies aériennes domestiques ont, en particulier, fait l'objet d'un regain d'intérêt. Autour du Big Board, certains professionnels, jugeant le marché survendu, n'écartaient toujours pas la possibilité d'une reprise d'été.

VALEURS	Cours du 29 juillet	Cours du 28 juillet
Alcatel	34 1/2	34 5/8
A.T.T.	23 1/4	23 1/2
Bovis	68 3/8	68 1/2
Chemical Bank	30 1/8	30 3/8
De Pire de Nevers	74 3/4	74 1/4
Genève	54 1/8	54 1/2
Lyons	58 1/8	58 3/8
Peugeot	55 5/8	55 1/4
Renault	52 1/8	52 1/2
Société Générale	68 7/8	68 1/4
Standard	30 7/8	30 5/8
U.B.M.	132 1/2	131 1/8
U.S. Steel	32 1/8	32 1/2
Woolworth	30 3/8	29 3/4
Yves	68 1/8	68 1/4
Zenith	28 1/8	28 1/2
Yves	30	29 3/4
U.S. Steel	50 1/4	51 5/8
Woolworth	22 1/8	22 3/8
USX Corp.	17	17
Westinghouse	53 1/2	53
Yves Corp.	52 3/4	52 1/2

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,87 F ↑

Le dollar a connu une rémission, mercredi 30 juillet, après son recul des deux premiers jours de la semaine, reprenant 2 centimes à Paris. L'annonce d'un très gros excédent commercial de l'Allemagne en juin n'a pas eu d'effet.

FRANCFORT	29 juillet	30 juillet
Dollar (en DM)	2,1173	2,1225
TOKYO	29 juillet	30 juillet
Dollar (en yen)	155,70	155,90
MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)	
Paris (30 juillet)	7 %	
New-York (29 juil.)	6 1/4 %	

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
29 juillet 29 juillet
Valeurs françaises... 145,3
Valeurs étrangères... 183,6
C^o des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général... 381,5 379

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)
Industrielles... 1773,90 1766,87
LONDRES
(Indice Financial Times)
Industrielles... 1263,8 1271,6
Mines d'or... 199,3 205
Fonds d'Etat... 88,88 89,84
TOKYO
29 juillet 30 juillet
Nikkei Dow Jones 18 038,90 17 728,90
Indice général... 1 454,40 1 434,20

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 29 juillet				
Nombre de contrats : 2 097				
ÉCHÉANCES				
COURS	—	Août 86	Sept. 86	Déc. 86
Dernier	110,35	111,15	111,95	111,95
Précédent	110,30	111,25	112,10	112,20

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE ACCROÎT SA PARTICIPATION DANS SCHNEIDER. — La Compagnie de navigation mixte, après avoir acquis 18 500 actions Schneider, détient aujourd'hui, directement et indirectement, 10,53 % du capital de cette société. La Navigation mixte a une participation directe de 1,18 % dans le capital de Schneider. La participation indirecte se compose de 7,47 % pour Via Assurance LARD Nord et Moode, 1,37 % pour Via Investissement, 0,13 % pour Via Assu-

rance, 0,29 % pour l'Europe et 0,09 % pour la Rarale.

PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MERLIN-GERIN AU PREMIER SEMESTRE. — Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe Merlin-Gerin pour le premier semestre 1986 est de 4 milliards de francs, en progression de 6,1 % sur celui du premier semestre 1985. A structure constante, la progression du chiffre d'affaires est de 9,6 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-	Rep. + ou dép.	-
SEUL	6,6590	6,6890	+ 38	+ 42	+ 68	+ 85	+ 160	+ 240
SEUL	4,9531	4,9571	- 68	- 48	- 146	- 117	- 490	- 416
Yen (100)	4,3964	4,4012	+ 81	+ 96	+ 163	+ 185	+ 495	+ 556
DM	3,2887	3,2416	+ 62	+ 75	+ 126	+ 146	+ 369	+ 423
Florin	2,8738	2,8758	+ 33	+ 40	+ 67	+ 81	+ 210	+ 251
F.B. (100)	15,6664	15,6786	- 48	- 24	- 86	- 42	- 348	- 7
F.S.	4,7429	4,6980	+ 68	+ 87	+ 157	+ 184	+ 447	+ 519
L (1 000)	4,7117	4,7283	- 164	- 160	- 344	- 384	- 1052	- 955
£	10,2426	10,2539	- 284	- 226	- 488	- 423	- 1399	- 1227

TAUX DES EUROMONNAIES

SEUL	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
DM	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
Florin	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
F.B. (100)	6 3/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
F.S.	18	21	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
L. (1 000)	9	11	11	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
£	9 3/4	10	9 7/8	10	9 7/8	10	9 7/8	10
S. can.	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

PHILIPPE DARGENTON SUCCÈDE A GEORGES PEBEREAU

Le conseil d'administration de la Compagnie électro-financière, réuni le 25 juillet 1986, a pris acte de la décision de M. Georges Pebereau de démissionner de ses fonctions de président-directeur général et d'administrateur, en raison de la cessation de ses fonctions de président de la Compagnie générale d'électricité.

Le conseil, après lui avoir rendu hommage pour son action à la tête de la Compagnie, l'a nommé président d'honneur.

En remplacement de M. Pebereau, le conseil a coopté comme administrateur M. Pierre Suard, président de la Compagnie générale d'électricité.

Le conseil de la Compagnie électro-financière a désigné comme président-directeur général M. Philippe Dargent, qui était jusqu'à présent administrateur-directeur général de la compagnie.



PIERRE SUARD SUCCÈDE A GEORGES PEBEREAU



Réuni le 24 juillet 1986, le Conseil d'Administration d'Alcatel a pris acte de la démission de son Président, Monsieur Georges Pebereau et lui a exprimé ses profonds regrets et sa vive reconnaissance pour l'œuvre qu'il a accomplie pour la Compagnie. Entré comme Directeur Général adjoint en 1968, il en a été nommé Directeur Général en 1969, Administrateur Directeur Général en 1970, puis Président-Directeur Général en 1982.

Sous son impulsion puis sous sa conduite, la Compagnie a connu une très rapide croissance. La Compagnie Industrielle des Télécommunications, entreprise française moyenne ayant réalisé en 1987, 378 MF de chiffre d'affaires et 12,5 MF de bénéfice est devenue Alcatel, société mère d'un groupe international puissant figurant parmi les grands leaders mondiaux de l'industrie des télécommunications ayant réalisé, en 1985, 28,3 milliards de chiffre d'affaires et 299 MF de bénéfice consolidé.

Les accords conclus par Monsieur Georges Pebereau, avec ITT d'une part, et ATT et Philips d'autre part, actuellement soumis à l'approbation du Gouvernement offrent de nouvelles perspectives de développement d'une ampleur exceptionnelle. Ces accords débouchent en effet sur l'une des plus importantes opérations jamais réalisées dans le monde et donnant à l'Europe l'assurance d'une présence industrielle à la fin du siècle avec une position de leader dans le secteur des Télécommunications.

Le Conseil a décidé de nommer Monsieur Georges Pebereau, Président d'honneur de la Compagnie et sur sa proposition, le Conseil a appelé à sa présidence Monsieur Pierre Suard, précédemment Vice-Président-Directeur Général de la Compagnie.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

29 JUILLET

Cours relevés
A 17 h 25

[illegible]**Comptant** (sélection)

Second marché (sélection

[illegible]

SICAV (selection)

29/7

[illegible]

Droits et bons	
-----------------------	--

Cote des changes

Marché libre de l'o

VALEURS			MARCHÉ OFFICIEL			COURS DES BILLETS			MONNAIES ET DEVISES		
Cours	Cours	Dernier	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS	COURS
préc.	préc.	cours	préc.	29/7	Achat	Vente	préc.	29/7	préc.	29/7	29/7
Attribution											
Acte Liquidé	80 50		80 50	8 900	8 900	6 800	7 100		78850	78800	
Caisse	180	186	358 800	3 850	3 850	315 500			78850	78800	
Comptes	220 20	342	220 20	322 800	322 800	15	15 500		78850	78800	
Total	5 10		5 10	287 270	287 270	27 800	25 850		78850	78800	
Souscription											
Acte Liquidé	80 50		80 50	8 900	8 900	6 800	7 100		78850	78800	
Caisse	180	186	358 800	3 850	3 850	315 500			78850	78800	
Comptes	220 20	342	220 20	322 800	322 800	15	15 500		78850	78800	
Total	5 10		5 10	287 270	287 270	27 800	25 850		78850	78800	
Monnaies et Devises											
Acte Liquidé	80 50		80 50	8 900	8 900	6 800	7 100		78850	78800	
Caisse	180	186	358 800	3 850	3 850	315 500			78850	78800	
Comptes	220 20	342	220 20	322 800	322 800	15	15 500		78850	78800	
Total	5 10		5 10	287 270	287 270	27 800	25 850		78850	78800	

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Afrique du Sud : l'échec de la mission de Sir Geoffrey Howe. 3 Espagne : la visite de M. Jean-Bernard Raimond. 4 Nicaragua : M. Ortega demande aux États-Unis de respecter le jugement de la Cour de La Haye.	5 Le Conseil constitutionnel estime que la nouvelle loi sur la presse ne garantit pas le respect du pluralisme. 6 Tous les projets de M. Chateaubert adoptés au Sénat. — Communication : le gouvernement confirme le programme de télévision par satellite.	7 Les suites de l'affaire de la rue de Mogador. — Polémique sur la sécurité à Paris. — Un nouveau vaccin contre le choléra expérimenté avec succès en Inde. 15 Sports.	9 Avignon 86 : Jours tranquilles en Champagne, de Didier Bazac ; Ephémérides, de Claude Gagner. 10 Expositions : Georg Grosz à l'Hôtel de Ville de Paris ; Jean Dieuzède à Toulouse. 10-11 Le tournage de <i>Cent ans de solitude</i> en Colombie.	17 L'agitation paysanne dans l'Ouest. — La Commission européenne compte proposer aux États-Unis un meilleur accès pour leur soja. 17 La conférence de l'OPEP. 18-19 Marchés financiers.	Radio-télévision 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Mode 15 Carnet 15 Annonces classées 16 Programmes spectacles 12-13

Selon l'ancien ministre de la coopération

On devrait découvrir d'autres détournements dans l'affaire du Carrefour du développement

M. Christian Nucci a annoncé, le mardi 29 juillet, qu'il avait découvert de nouveaux documents sur lesquels sa signature a été imitée et qui mettent en évidence de « nouveaux et importants » détournements de fonds dans l'affaire du Carrefour du développement. Sans vouloir préciser la nature et l'origine de ces documents, l'ancien ministre de la coopération a indiqué qu'il les remettrait « dans les semaines qui viennent » au juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michon, et qu'il serait sans doute amené à élargir la plainte pour faux qu'il avait déposée le 30 juin.

Après les déclarations de l'imprimeur de sa commune de Beaupré, M. Daniel Ronjat (le Monde du 29 juillet), M. Nucci a également découvert des documents de campagne électorale par le biais de l'association La Promotion française, elle-même en partie financée par le Carrefour du développement, tout en affirmant que cette opération s'était effectuée à son insu. L'ancien ministre, qui avait, il est vrai, refusé d'accorder une subvention à M. Yves Chaliol pour La Promotion française, a-t-il dit, que cette association était financée uniquement « sur fonds privés ». Lorsqu'il s'est aperçu, au milieu du mois de juin, que tel n'était pas le cas, il a alors « fait en sorte de régulariser cette situation pour le moins anormale ». M. Nucci a donc demandé à l'imprimeur de rembourser La Promotion française, lui-même ayant sollicité un prêt du groupe socialiste de l'Assemblée nationale pour payer, par compensation, les travaux effectués.

Washington s'impatiente devant la croissance des excédents commerciaux en RFA

Le chassé-croisé commercial entre la RFA, le Japon et les États-Unis se poursuit de plus belle. Le président de la Fed, M. Paul Volcker, a renouvelé le mardi 29 juillet, son appel à Bonn et à Tokyo pour qu'ils adoptent une gestion plus dynamique et corrigent ainsi leurs excédents commerciaux, alors que l'économie américaine aborde un « point très vulnérable » et que la chute du dollar, si elle permet de réduire d'ici quelques mois le déficit américain, ne pourra, à elle seule, régler le problème.

Un appel sous forme d'avertissement qui a peu de chance d'être entendu en Allemagne, bien qu'il soit intervenu au moment même où l'Office des statistiques de Wiesbaden annonçait un excédent des échanges de 9,9 milliards de marks pour juin, portant à 50,2 milliards de marks (23,9 milliards de dollars) le solde positif des six premiers mois de l'année.

Les dirigeants allemands ne manquent pas de faire valoir que, sur les six premiers mois de 1986, la baisse de 8,7 % des importations reflète essentiellement le moindre coût des achats de produits énergétiques, alors que la réduction des exportations de 1 %, aussi modeste soit-elle encore, constitue le signe avant-coureur d'une contraction des ventes à l'étranger.

Plutôt que d'organiser une politique de relance risquant de mettre en péril une gestion anti-inflationniste chère au gouvernement Kohl, comme à la Bundesbank, plaide la liaison jouer les forces du marché et s'apaiser les retombées d'une forte appréciation du mark qui, en l'instant, gonfle en valeur le montant des exportations.

Cette analyse ne convainc toutefois pas Washington. Nul ne conteste l'effet provisoire du gonflement monétaire des ventes allemandes. Mais les États-Unis, où les ardeurs protectionnistes du Congrès vont reprendre de plus belle au

cours des semaines à venir, les pesanteurs du calendrier l'empêchent sur la réalité économique. Un seul élément compte : l'Allemagne est partie pour battre ses records de 1985 et pour enregistrer cette année un excédent commercial de l'ordre de 100 à 110 milliards de dollars (environ 50 milliards de dollars).

En comparaison, les États-Unis font triste figure avec un déficit commercial qui a atteint 148,5 milliards de dollars l'an dernier et a peu de chance de s'améliorer avant la fin de 1986.

Une situation pour le moins délicate pour l'administration Reagan, à la veille des élections partielles au Congrès en novembre prochain. Les Japonais sont bien placés pour le savoir. A l'issue d'une visite de quatre jours à Tokyo, le secrétaire au commerce américain, M. Malcolm Baldrige, a lui aussi renouvelé ses mises en garde aux Japonais. Apparemment rassuré sur un point — les entreprises américaines participent dans des conditions loyales à l'appel d'offre lancé pour l'extension de l'aéroport international à Osaka, représentant 6,45 milliards de dollars, — il a pressé ses interlocuteurs d'abandonner les bonnes paroles pour passer rapidement aux actes.

Selon M. Baldrige, l'excédent japonais avec les États-Unis pourrait battre le record de 49,7 milliards de dollars enregistré en 1985, pour tourner autour de 55 à 60 milliards cette année. Ce montant est jugé insupportable, même si les Japonais font valoir les difficultés croissantes de leurs exportateurs après l'appréciation de plus de 40 % du yen vis-à-vis du billet vert.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Au conseil des ministres

M. Madelin propose une réduction de 11 milliards de francs des aides à l'industrie

MM. Edouard Balladur, ministre d'État, et Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, ont présenté le mercredi 30 juillet, une communication au conseil des ministres sur le système des aides à l'industrie, à la suite du rapport qu'avait demandé M. Madelin à M. Roger Martin, ancien PDG de Saint-Gobain.

Le gouvernement veut remettre en cause de manière profonde le système des aides à l'industrie. En 1986, 86,2 milliards de francs ont été versés par les pouvoirs publics, dont 64 milliards à l'industrie proprement dite et 22 milliards à l'emploi. Le gouvernement a décidé de réduire, voire de supprimer progressivement certaines aides.

Parallèlement, des réductions de charges, notamment fiscales, seront accordées en particulier aux petites et moyennes entreprises. M. Madelin a confirmé que le FIM (Fonds industriel de modernisation), organisme créé en 1983 qui accorde des prêts aux entreprises, serait supprimé à partir du 1^{er} août (le Monde du 17 juillet), ce qui permettra de dégager 7 milliards de francs collectés par les CODEVI et gérés par la Caisse des dépôts.

Cet argent, auquel s'ajoutent 5 milliards de francs de prêts, sera

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 30 juillet à l'Élysée, a adopté le mouvement préfectoral suivant :

SAONE-ET-LOIRE : M. Yves Moures, commissaire de la République des Vosges, est nommé commissaire de la République de Saône-et-Loire, en remplacement de M. Gérard Cureau, nommé préfet hors cadre.

VOSGES : M. Michel Lajus, préfet hors cadre, est nommé commissaire de la République des Vosges, en remplacement de M. Yves Moures.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 juillet

Reprise

La Bourse de Paris a surmonté les appréhensions que lui avait causées le mauvais état de santé de Wall Street. Mercredi matin, au cours de la session préliminaire, elle s'est assez bien ressaisie et un mouvement de reprise a été enregistré. A la clôture, l'indice de cotation s'avance de 0,71 %. Progrès de Moët (+ 3,5 %), L'Oréal (+ 3,4 %), Lafarge (+ 2,1 %), Perrier (+ 2,1 %), Chargeurs (+ 1,6 %), Générale des eaux (+ 1,4 %), Dumez (+ 1,3 %), Club Méditerranée (+ 1,2 %). Recul de Seb (- 1,6 %), Actor (- 0,9 %) et Carrefour (- 0,8 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	480	448	448
Agropur	1746	1740	1755
Air Liquide	778	778	770
Alcatel	347	346	346
Banque Paribas	1238	1238	1215
Bouygues	2046	2030	2030
Bourgeois	1310	1275	1280
B.P.A.	380	385	385
Carrefour	3395	3368	3330
Chargers S.A.	1321	1280	1300
Club Méditerranée	1590	1585	1572
Dassault	1570	1570	1562
Dassault	1215	1178	1182
D.E.P.	280	278	278
Endesa	2940	2920	2920
Lafarge	1400	1388	1388
Michelin	3336	3280	3305
Mot-Henrich	1856	1860	1850
Mot-Henrich	2300	2280	2275
Navis	1161	1148	1140
Oréal	3650	3600	3798
Perrier	1025	1025	1000
Peygout S.A.	1000	985	980
Sanofi	744	730	730
Sanofi	822	822	822
Télécom	3250	3250	3250
Thomson	1548	1510	1515
Toutat	381	378	380
Toutat	3180	3180	3180
Vallo	472	472	471

Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1986 a été tiré à 455 110 exemplaires

A B C D F G H

Sur le vif

Nuage d'escampette

Vous mangez encore de la viande et des légumes, vous ? Oui ? Non, mais ça va pas, la tête ! C'est d'un danger fou. Vous n'êtes donc pas au courant ? Au nord de la Suède, ces pauvres Lapons ont reçu l'ordre d'abattre cent mille rennes, tous bouffés aux bacquets. On les a vus l'autre soir à la télé, ils tiraient une de ces gueules ! Les Lapons, pas les rennes. Les rennes, on n'a pas encore osé leur dire qu'ils étaient fous, qu'ils en avaient pour huit jours. Remarquez, quand ils seront morts, faudra bien les enterrer. Et, bon, pas besoin de vous faire un dessin, c'est pas moi qui trait planter mes choux dans le coin.

C'est peut-être pour ça que les British, eux, leurs monnaies, ils ont pas le droit de les tuer. Elles sont pestiférées, leurs bêtes ; elles ont beuglé de l'herbe irradiée. Faut attendre qu'elles aient éliminé. Ça va prendre des mois. En attendant, les bergers écossais, tous des radins, rient en voyant la bonne petite cervelle et le carré

d'agneau s'engraisser sous leur nez et se transformer en testicules de bœuf.

Enfin, réfléchissez ! Comment expliquer que chez nous le nuage radioactif n'ait contaminé que les épinards et le thym ? Vous trouvez pas ça bizarre ? Il est passé au-dessus de l'Alsace et il a dit : « Qu'est-ce que c'est que ça tue vert, là ? Des épinards ? Beurk ! J'aime pas ça. Thym, je vais leur piquer dessus. » Le thym, dans la Midi, pareil. Rapport à l'odeur. Il l'a reniflé et il a levé la patte.

C'est que ça fait des caprices, hein, les petits nuages. Ça touchera pas aux courgettes, au romarin, aux asperges ou à l'aneth, mais dès que ça voit une salade ça se fout en boule. Attention, les salades allemandes ! En France, des salades, il y en a tellement, ça profite, un vrai chéri, ça se développe à tous les carrefours, qu'il s'est bouché le nez, le petit nuage, et qu'il a pris le pouce d'escampette.

CLAUDE SARRAUTE.

Le projet de budget de la défense pour 1987 s'élèverait à 169,5 milliards de francs

Les services du premier ministre devraient adresser, avant jeudi soir 31 juillet, au ministre de la Défense le montant du projet de budget militaire pour 1987, qui résulte de l'arbitrage de M. Jacques Chirac dans les négociations en cours (le Monde daté 27-28 juillet) entre le ministre de l'Économie et des Finances et le cabinet de M. André Giraud. Sur la base des informations recueillies mercredi 30 juillet en fin de matinée, le projet de budget de la défense pour 1987 s'élèverait à 169,5 milliards de francs, soit une augmentation de 7,1 % par rapport à 1986.

Il s'agit là du premier budget de la future loi de programmation militaire, qui couvrira les années 1987 à 1991 et qui doit être présentée à l'approbation du Parlement à l'automne prochain.

Pour la première fois depuis 1968, la répartition, au sein du budget militaire, entre les crédits de fonctionnement (titre 3 de la loi de finances) et les dépenses d'équipe-

ment (titre 5) sera modifiée de sorte que, contrairement à l'usage établi, le titre 3, c'est-à-dire les études et la production des matériels d'armement classiques et nucléaires, l'emportera en 1987 sur les crédits de fonctionnement, c'est-à-dire les soldes et l'entretien.

A francs constants, en effet, les dépenses de fonctionnement seront comprimées en 1987, pour diminuer de l'ordre de 1 % grâce à des économies apportées à la gestion administrative des armées qui ne devraient pas toucher l'entraînement des forces (quatre cent mille heures de vol annuelles dans l'armée de l'air, cinquante jours d'instruction des unités de l'armée de terre avec leurs propres matériels).

En revanche, les crédits d'équipement en 1987 devraient être accrus, en francs constants, de l'ordre de 12 % pour s'élever, en crédits de paiement, à environ 86,2 milliards de francs pour tout ce qui concerne l'étude, la mise au point, le développement et la production en série des armements classiques et nucléaires.

Selon des premiers calculs, la part du produit intérieur brut marchand (le PIB), qui correspond à l'ensemble des valeurs ajoutées brutes, TVA

incluse, des biens et des services marchands consacré à la défense en 1987 pourrait être de 3,8 % au lieu de 3,77 % en 1986, tel que le PIB avait été évalué au moment de la préparation du budget à l'automne de 1985, ou de 3,72 %, toujours en 1986, tel que, depuis, le montant attendu du PIB est estimé.

Ces comparaisons entre le PIB et le budget militaire sont importantes, dès lors que cette référence a été choisie depuis de longues années pour traduire l'effort national de défense d'un gouvernement à l'autre. Si, donc, le budget de 1987, à la suite de l'arbitrage du premier ministre, est bien de 169,5 milliards de francs, comme tout le monde a cru, et si ce projet représente bien 3,8 % du PIB, il y a tout lieu de penser que l'opposition dénoncera, au Parlement, l'insuffisance des crédits militaires par rapport aux engagements de la plate-forme RFR-UDF d'avant les élections législatives de mars dernier. Cette plate-forme suggérait, en effet, de porter à 4 % du PIB la part du budget de la défense, mais les auteurs du texte avaient pris soin, à l'époque, d'indiquer qu'il s'agissait d'un objectif à atteindre dès que possible.



Plus vite, moins cher !

VENTE A PRIX EXCEPTIONNELLS
FINS DE SÉRIES 1986

- 3. 205 GR (gris futura, bordeaux, bleu topaze).
- 2. 205 XAD (beige antilope).
- 3. 309 GR 65 ch. (blanc, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 Profl (brun, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 GT (gris futura, brun, gris winchester).
- 3. 305 GR (gris winchester).

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

PEUGEOT
NEUBAUER

4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

مكتبة الأمل